

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RISQUE DE GUERRE
DANS
L'ASSURANCE SUR LA VIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

Le lundi 26 mai 1913, à 3 heures

PAR

M. Marcel CREN

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur.*
BERNARD, professeur.

LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5°

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les
thèses ; ces opinions doivent être considérées
comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LE
RISQUE DE GUERRE

DANS
L'ASSURANCE SUR LA VIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE

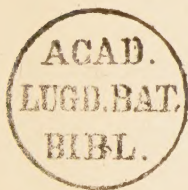
Le lundi 26 mai 1913, à 3 heures

PAR

M. Marcel CREN

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.

Suffragants { *MM. MASSIGLI, professeur.*
BERNARD, professeur.



LIBRAIRIE

DE LA SOCIÉTÉ DU

RECUEIL SIREY

22, rue Soufflot, PARIS-5^e

L. LAROSE & L. TENIN, Directeurs

1913



Digitized by the Internet Archive
in 2026

PUBLICATIONS CONSULTÉES

- ADAN. — Des effets de la guerre sur le développement des assurances sur la vie (Moniteur des assurances 1871).
- ADAN. — Les assurances sur la vie et le risque de guerre (Moniteur des assurances, 1872).
- ALLAERT. — De l'assurance des risques de guerre (Thèse Paris, 1900).
- BRÜDERS. — Gesichte und Grundlagen des sogenannten Kriegsversicherungs (Zeitschrift für die gesamte Versicherungswissenschaft, Berlin, 1902).
- CAPITANT (Prof.). — Le contrat d'assurances en droit comparé (Cours professé à la faculté de droit de Paris, année 1909-1910).
- CHENU (Dr). — Rapport au Conseil de santé des armées sur les résultats du service médico-chirurgical aux ambulances de Crimée, et aux hôpitaux militaires français en Turquie, pendant la campagne d'Orient en 1854-1855-1856. Paris 1865.
- Statistique médico-chirurgicale de la campagne d'Italie en 1859 et 1860. Paris 1869.
 - Rapport au Conseil de la Société française de secours aux blessés des armées de terre et de mer sur le service médico-chirurgical des ambulances et des hôpitaux pendant la guerre de 1870-1871.
- DORMOY. — Moniteur des assurances. Paris, 1887.

- DUMAS. — L'assurance du risque de guerre (Bulletin de l'Association des actuaires suisses, Berne, 1911).
- DUPUICH. — Traité pratique de l'assurance sur la vie.
- ENGEL. — Die Verluste der königlichen preussischen Armee an Offizieren und Mannschaften, Ärzten und Krankenträgern, während des Feldzuges (1866) (Zeitschrift des Königlichen preussischen statistischen Bureaus (Berlin, 1866-1867).
- ENGEL. — Die Verluste der deutschen Armee im Kriege, 1870-1871 (Idem. Berlin, 1872).
- FLEURY (E). — De la surprime pour les risques surélevés et les réserves correspondantes (Rapports du 5^e Congrès international des actuaires, tenu à Berlin en 1906).
- GOEDKE (Colonel). — Japans Krieg und Sieg. Politisch militärische Beschreibung des russisch-japanischen Krieges, 1904-1905, Berlin.
- HAAN. — War mortality in the United States (Rapport au 4^e Congrès international d'actuaire tenu à New-York en 1903).
- KARUP. — Die Lebensversicherung auf den Todensfall im Kriege (Revue des assurances fondée par Masius Leipzig, 1869).
- LEFORT. — Traité théorique et pratique du contrat d'assurance sur la vie. Paris, 1894.
- LEVASSEUR. — Moniteur des assurances, 1872.
- LOEFFLER (Dr). — Generalbericht über den Gesundheitsdienst im Feldzuge gegen Dänemark, 1864 (Berlin, 1863).
- LE ROY. — Notes et documents pour servir à l'étude de l'assurance du risque de guerre (Moniteur des assurances, Paris, 1887).
- LUX. — Le risque de guerre (Moniteur des assurances, Paris, 1889).
- MORACHE (Dr). — L'hygiène militaire.

- PIERRON (Général). — Les méthodes de guerre actuelles et vers la fin du XIX^e siècle (Paris 1902).
- PLANIOL. — Traité de droit civil. Paris, 1907.
- Rapports du Bureau fédéral des assurances. Berne, 1887-1888-1889.
- Report of His Majesty's commissioners appointed to inquire into the military preparations and other matters connected with the war in South Africa. Presented to both Houses of Parliament, Londres, 1903.
- Sanitætsbericht über die deutschen Heere im Kriege gegen Frankreich, 1870-1871; Herausgegeben von der Militär-Medizinal Abtheilung des Königspreussischen Kriegsministeriums, Berlin, 1886.
- SENÈS. — L'assurance du risque de guerre (Moniteur des assurances, Paris, 1887).
- DE SERBONNES. L'assurance en cas de guerre, *ibid*, 1874-1875.
- Übersicht der Verluste der KK. Armee in Feldzuge 1866 nach Mittheilungen der KK. Kriegsministeriums, Vienne, 1867.
- VAUSANGES. — L'assurance sur la vie et l'armée (Paris, Moniteur des assurances, 1876).
- VILLON. — Le contrat d'assurance sur la vie, Paris, 1902.
- Verluste (Die) der im Jahre 1878 mobilisirten KK. Truppen. Vienne 1879.
- Verluststatistik (aus der) des Ostasiatischen Krieges, 1904-1905, und des Feldzuges, 1870-1871 (Publication du grand état major allemand, Berlin, 1908).
- VERZEKERINGSBODE. — Amsterdam (1912-1913).
- Divers traités d'histoire sur le XIX^e siècle de MM.^{rs} Lavissee et Rambaud, Seignobos, Hanotaux, et la Guerre de 1870, du lieutenant-colonel Rousset, etc.

LE
RISQUE DE GUERRE
DANS
L'ASSURANCE SUR LA VIE

INTRODUCTION

En multipliant, sans cesse, le nombre de ses observations, et en précisant, inlassablement, ses méthodes scientifiques, l'assurance sur la vie est parvenue à déterminer rigoureusement, l'importance respective des différents risques qui affectent la collectivité humaine.

Pascal a révélé au « roseau pensant » que la cause immanente de sa grandeur résidait en ce que « quand l'univers l'écraserait, l'homme serait encore plus noble que ce qui le tue, parce qu'il sait qu'il meurt ; et que l'avantage que l'univers a sur lui, l'univers n'en sait rien ». La beauté philosophique de la science sur laquelle repose l'assurance sur la vie, est d'avoir ap-

pris à la société quand et comment ses membres meurent.

Enserrés dans les mailles de l'observation, les grands fléaux qui paraissent, de par leur essence variable, implacable, et soudaine, devoir échapper à l'observation scientifique, indispensable à l'assurance, ont été déterminés et pesés, et cette dernière a construit avec eux ses lois.

Elle sait dans quelle proportion la vie humaine sera frappée par les séjours dans des climats malsains. Elle sait ce que coûtent les maladies normales et les épidémies les plus meurtrières. Elle sait pour quelle part la société sera atteinte par la mort de ses membres qui se détruiront eux-mêmes. Un seul fléau, la guerre, lui a, jusqu'à présent, à peu près résisté, parce qu'il est une création de l'homme.

La guerre, œuvre de l'homme, échappe aux lois naturelles. Elle reste, encore, en marge des tables de mortalité.

Quel est le risque de guerre, est-il cependant assurable, et dans l'affirmative, comment le contrat d'assurance peut-il le garantir ? Tel est l'objet de cette étude.

Les préoccupations du moment et l'extension croissante de l'assurance donnent un regain d'importance à la question. A l'heure actuelle, nul ne saurait se flatter que la guerre puisse être, indéfiniment, évitée.

L'idée de la paix universelle passe par des alternatives de succès et de revers. La vogue qu'elle a connue aux environs de l'année 1900, appuyée sur une période de paix européenne, pour ainsi dire, ininterrompue pendant trente ans, et sur certains résultats tangibles, tels que les conférences internationales, et les traités d'arbitrage, semblait devoir autoriser cette conception idéaliste à prendre corps.

A cette époque, si l'on rencontrait, encore, des partisans de la guerre, l'on n'en trouvait plus de théoriciens. L'idée de la paix universelle rebrousse, aujourd'hui, la plus grande partie du chemin qu'elle avait parcouru. Des justifications nouvelles de la guerre ont surgi, puisées pour la plupart dans les arguments antérieurement produits en faveur de la paix.

Après maintes secousses, deux guerres successives, survenues en moins de deux ans, paraissent donner gain de cause aux détracteurs de la paix universelle. L'Europe, anxieuse, ignore, encore à cette heure, si elle ne sera pas entraînée presque toute entière, dans un conflit général qu'elle n'aura voulu ni appeler ni repousser.

Et c'est qu'en effet l'idée de la paix universelle se heurte à des difficultés d'ordre à la fois théoriques et pratiques, d'une importance telle qu'il n'est plus guère permis de la considérer autrement que comme l'une de ces grandes entités dans lesquelles l'homme

prend pour des réalités les images de ses désirs.

« Il est si naturel, dit Balzac, de croire à la réalisation d'une noble chimère, à la fraternité des hommes !. Mais hélas la machine humaine n'a pas de si divines proportions. » Supposer que la paix universelle puisse un jour s'imposer, souverainement, au moins aux grands peuples civilisés, c'est admettre qu'il viendra un jour, où, par un partage équitable et stable des richesses et de la puissance, les appétits de chaque pays se trouveront rassasiés. C'est croire au triomphe du collectivisme entre les nations, dans un temps où le collectivisme entre les individus d'un même peuple apparaît comme une utopie. La paix définitive entre les peuples ne peut pas précéder la paix parmi les peuples. A en croire l'un des chefs les plus écoutés du parti socialiste, le caractère distinctif de notre époque est la tension croissante des rapports entre les classes en raison des complications de la vie moderne. Comment ce même phénomène, s'appliquant aux rapports entre les nations, pourrait-il conduire à la fin des luttes de races ?

Si même il arrivait qu'un jour la paix universelle s'établisse parmi les peuples civilisés, sa victoire ne pourrait être qu'éphémère. Les besoins et les intérêts de chaque nation se transforment sans cesse, et nulle ne se contentera demain de ce qui la satisfait aujourd'hui.

A tout prendre, et pendant une période indéter-

minée, la situation ne peut aller qu'en empirant. Durant la longue période de paix qui a clôturé le xix^e siècle, l'on a guère fait que différer la solution de nombreux conflits, avec des demi-mesures qui n'ont satisfait aucune des deux parties. Le symptôme le plus grave est que le nombre des facteurs en faveur de la guerre s'est considérablement accru, et que les arguments, autrefois présentés comme favorables au triomphe de la paix, se sont retournés contre elle. La fraternité des peuples est aujourd'hui invoquée comme une justification de la guerre. Elle a pour corollaire l'intervention armée.

L'opinion publique, la grande arme moderne brandie contre la guerre est à double tranchant ; et l'adage démocratique « le peuple ne veut pas la guerre », se transforme rapidement en la sentence contraire, lorsque, sous la tension diplomatique, les vieilles querelles de races font craquer le vernis encore neuf de la fraternité internationale. L'opinion publique est volage. Elle peut, par un brusque revirement, provoquer un mouvement irrésistible qui emporte les gouvernements.

Si l'on constate aujourd'hui une tendance marquée à l'égalité entre les nations, au nivellement entre les grandes et les petites puissances, le nombre des peuples qui aspirent à pratiquer une politique dite « mondiale » ne s'en est pas moins accru, et la liste des ligues officieuses dont le nom

commence par « pan » pour se terminer en « isme », s'est symptomatiquement allongée. Il y a plus d'aspirants qu'autrefois à l'hégémonie européenne. Les vieilles nations ont des prérogatives auxquelles elles n'entendent pas renoncer, et les peuples plus jeunes qui leur demandent l'abandon bénévole de leur situation internationale privilégiée, au profit prétendu de la masse commune, cachent au fond du cœur le désir de conquérir à leur tour la prépondérance.

L'axiome classique des économistes : « le commerce et l'industrie prospèrent sous l'égide de la paix », est de plus en plus regardé comme une formule hors d'usage. La richesse et la civilisation multiplient les causes de conflit. L'on est progressivement porté à considérer la guerre comme la résultante logique et inévitable de la surproduction industrielle. Les peuples d'affaires seront les politiciens de la conquête de demain. L'on n'est même plus éloigné d'admettre la guerre pour causes économiques, parmi celles auxquelles on réservait, anciennement, le nom de légitimes. C'est la guerre moderne. Elle représente presque un progrès, aussi ne se défend-on pas de la considérer avec une certaine complaisance. De toutes les causes de guerres possibles, c'est elle qui constitue le danger le plus réel, car le nombre des incidents purement politiques ira, sans doute, en diminuant, tandis que celui des conflits économiques croît chaque jour. D'autre part, la tâche de la diplo-

matic est notablement plus ardue lorsqu'il s'agit d'apaiser une querelle économique, en raison de la répercussion spéciale des conventions commerciales et industrielles dans les mille rouages de la vie du pays.

Nous croyons enfin qu'il faut considérer comme de redoutables sophismes, les deux vieux adages : « les alliances sont un gage de paix » et « si vis pacem para bellum ». Sans doute, les alliances retardent la déclaration de guerre, parce qu'il y a toujours parmi les alliés un confédéré moins porté à se battre, et parce que tous hésitent devant les conséquences incalculables d'une lutte générale. Mais du fait des alliances, le nombre des causes de conflits se trouve multiplié, chacun des alliés étant contraint d'épouser les querelles, strictement personnelles, à l'un deux. Les six grandes puissances sont aujourd'hui rangées en deux camps bien distincts, et elles sont de plus en plus exposées à la tentation de laisser au sort des armes le soin de décider de leur supériorité. Nous courrons maintenant, du fait même des alliances, le risque d'un conflit général encore sans exemple, d'un conflit de coalitions.

Nous verrons dans notre chapitre consacré à l'importance du risque de guerre, les conséquences du groupement des puissances en deux parties hostiles.

Il s'en faut que le meilleur moyen d'éviter la guerre soit d'accroître sans cesse ses forces militaires. C'est

au nom du vieux principe romain que tous les peuples augmentent leurs armements. Ils devraient bien se souvenir que ce principe a été emprunté à la plus belliqueuse de toutes les races, à celle pour qui la guerre fut une raison d'être. La théorie que l'on arme pour se maintenir, simplement, au niveau de ses voisins, pour empêcher, dit-on, une rupture d'équilibre néfaste, dissimule l'espérance d'être le plus fort, pendant un certain laps de temps, et d'user de sa supériorité. La tentation de se servir de ses armes croît au fur et à mesure que l'on augmente ses forces et que l'on a foi dans la victoire.

La paix armée coûte trop cher pour que les peuples pressurés par les budgets militaires, sous la charge desquels ils ploient, ne songent pas à rentrer, grâce à une guerre heureuse, dans les fonds qu'ils ont dépensés.

Des perfectionnements incessants apportés à l'art militaire, et qu'il est tentant d'éprouver, nous ne dirons qu'un mot, celui de La Bruyère parlant de la balle de mousquet. Il est de tous les temps : « Comme vous devenez, chaque jour, plus raisonnables, vous faites, chaque jour, des progrès dans l'art de vous exterminer. »

CHAPITRE PREMIER

Nature du risque de guerre.

Les compagnies n'ayant édicté de règles spéciales qu'à l'égard des assurés belligérants, il est d'usage de limiter l'étude du risque de guerre à l'examen du risque couru par ces derniers. Il convient, en réalité, de se placer à un point de vue plus général, et d'envisager le risque de guerre par rapport à l'ensemble de la population, combattants et non combattants.

Les ravages de la guerre ne se bornent pas, en effet, à frapper la partie de la nation qui a pris les armes, ils atteignent, également, pour une part notable, bien qu'inférieure, la population civile.

Les compagnies d'assurances ont donc à se préoccuper à la fois des sinistres qui se produiront, du fait de la guerre, parmi les belligérants et parmi les non combattants.

Nous rechercherons, successivement, dans quels cas il y a risque de guerre, et pendant quel laps de temps les sinistres survenus pourront être imputés au conflit.

SECTION I

Dans quels cas y a-t-il risque de guerre ?

La détermination des cas où il y a risque de guerre, conformément aux dispositions des polices d'assurances françaises et étrangères, est une question importante. Nous verrons en effet que les assurés trouvent, tantôt un avantage, tantôt un inconvénient, à être compris dans le nombre de ceux auxquels s'appliquent les règles édictées par les polices. Cette détermination est, en outre, indispensable pour l'appréciation du risque.

Pour qu'il y ait risque de guerre, d'après les compagnies françaises et étrangères, il faut :

1° Qu'il s'agisse d'un assuré en cas de décès et non pas d'un assuré en cas de vie ;

2° Que l'assuré soit militaire, soit de profession, soit par suite d'un ordre d'appel émanant des autorités légales de son pays ;

3° Qu'il soit entré en campagne contre une puissance ou contre une peuplade étrangère.

Ces trois conditions sont, à la fois, nécessaires et suffisantes. Leur rencontre a pour résultat de constituer, sous le nom de risque de guerre, un risque à la fois spécial et général ; spécial, en tant qu'il ne touche que la partie de la nation appelée sous

les drapeaux et qu'il ne peut affecter la population civile ; général, en tant que les compagnies lui imputeront la totalité des décès militaires survenus pendant une période de temps déterminée, sans qu'il y ait lieu de rechercher la cause de la mort de l'assuré.

Cette conception du risque de guerre a été adoptée en raison de ses avantages pratiques. Elle permet, en effet, mieux que tout autre, de localiser le risque dans l'intérêt commun de l'assureur et de l'assuré. Elle supprime, en particulier, les difficultés qui pourraient s'élever au sujet de la catégorie si importante des disparus. Par contre, elle constitue un obstacle à la détermination exacte du risque. Cette conception élargie a, en effet, pour conséquence, de faire rentrer dans les sinistres de guerre, toute une série de décès dont la cause peut être totalement étrangère aux hostilités, notamment les décès qui se seraient normalement produits, en temps de paix, dans l'armée et dans la population civile incorporable.

Quoi qu'il en soit, cette définition du risque de guerre doit être retenue. Seule elle permet d'éviter toute contestation sur le point de savoir si l'on est ou non en présence d'un sinistre de guerre, par l'établissement d'une présomption qui supprime l'admission de la preuve contraire.

Reprenons, séparément, chacune de ces conditions. La première s'explique d'elle même. Une fois la po-

lice signée, les compagnies ne se préoccupent pas des risques courus par les assurés en cas de vie. Il n'existe pour eux ni surprime professionnelle, ni surprime de voyage ou de séjour dans les contrées malsaines. A leur égard, la compagnie ignore le risque de guerre. A vrai dire, cependant, il n'est pas absolument indifférent aux compagnies que l'assuré en cas de vie décède avant l'échéance du contrat. Si la police a été souscrite avec contre-assurance, l'assureur doit, en cas de décès avant le terme fixé, rembourser aux ayants-droit de l'assuré les primes payées, et se contenter des intérêts produits par les versements de ce dernier. Afin d'éviter la confusion à laquelle prête son nom, notons que la rente de survie est une assurance en cas de décès.

Il faut, pour seconde condition, que l'assuré soit militaire, soit de profession, soit par suite d'un ordre d'appel émanant des autorités légales de son pays. Sont considérés comme militaires, exposés au risque de guerre d'après les conditions générales des polices et les dispositions des avenants de guerre :

A. — Les officiers, sous-officiers et soldats faisant partie de l'armée active, ou de la réserve de l'armée active, ou de l'armée territoriale et de sa réserve ;

B. — Les aumôniers, les médecins et les pharmaciens civils et militaires, les ambulanciers civils ;

C. — Les fonctionnaires de l'intendance militaire, les officiers d'administrations, les payeurs de l'armée

et les employés civils des postes, des télégraphes et des chemins de fer.

Malgré le silence des polices et des avenants de guerre, il est admis, sans discussion, que l'armée de mer rentre dans la première catégorie. Elle ne comprend, d'ailleurs, qu'un très petit nombre d'assurés.

Il découle de cette énumération que le risque de guerre n'affecte pas :

A. — *Les assurés du sexe masculin âgés de moins de 21 ans*, à moins qu'ils n'aient devancé l'appel en contractant un engagement volontaire. En raison de la rareté du cas, ces assurés peuvent être tenus pour une quantité négligeable.

B. — *Les assurés qui, au moment de la souscription de leur contrat, ou qui, pendant la durée de leur police, étaient ou ont été réformés du service militaire.* — Leur nombre est plus considérable qu'on le pense au premier abord. Il arrive en effet fréquemment que les compagnies acceptent des propositions sur la tête de personnes antérieurement réformées. C'est qu'elles ne se placent pas, pour l'examen médical, au même point de vue que les Conseils de révision. Les infirmités des appareils sensitifs ou locomoteurs, la perte d'un membre empêchent l'homme de servir mais ne le rendent pas inassurable, tant qu'elles restent sans influence sensible, sur la durée probable de sa vie. Quant aux assurés réformés après la souscription de la police, la réforme

ne peut produire d'effets sur la validité du contrat.

Les compagnies d'assurances n'ont pas pris la précaution de fixer, par avance, dans les conditions générales des polices, la situation de cette catégorie d'assurés au point de vue du risque de guerre. D'autre part, il n'y a pas de jurisprudence sur cette question, qui ne se pose que depuis l'introduction du service militaire obligatoire, par conséquent sans qu'il soit survenu de guerre susceptible de lui donner un intérêt immédiat et matière à contestation judiciaire. Les compagnies étant fondées à considérer comme exposés au risque de guerre tous leurs assurés masculins de 21 à 45 ans, il appartient à l'assuré, conformément aux principes généraux du droit, de prouver à l'assureur que le risque de guerre ne peut l'atteindre. Les déclarations faites par le proposant, au moment de la souscription du contrat, ne sauraient à cet égard tenir lieu de preuves. Il serait à souhaiter que sur ce point comme sur bien d'autres, les dispositions des polices concernant le risque de guerre soient plus complètes. Afin d'éviter une contestation difficile à régler au milieu du désarroi causé par la mobilisation générale, il serait prudent de la part de l'assuré réformé, d'administrer à la compagnie la preuve de son exemption du service militaire, dès le temps de paix.

C. — *Les assurés âgés de plus de 45 ans, âge où,*

normalement, l'individu est définitivement, libéré du service militaire.

Nous ne sommes là, toutefois, qu'en présence d'une présomption. Si l'assuré a devancé l'appel, et a, par conséquent, terminé plus tôt ses vingt-cinq années de service, il lui appartiendra de fournir à la compagnie la preuve de sa libération.

Inversement, l'assuré qui a bénéficié d'un sursis, ne sera libéré définitivement qu'un certain nombre d'années après qu'il aura atteint ses 45 ans. La compagnie ignorant la situation militaire de ses assurés, celui qui sera placé dans ce cas devra, pour éviter une déchéance possible, l'aviser, en cas de guerre, de ce qu'il est mobilisé. Les officiers de l'armée active, de la réserve et de l'armée territoriale sont dans la même situation. Ils ne seront affranchis des dispositions régissant le risque de guerre qu'après production de la preuve de leur libération définitive.

D. — *Les femmes.* — La police reposant sur la tête d'une assurée femme n'est naturellement pas soumise aux dispositions relatives au risque de guerre. Les compagnies comptent, parmi leurs clients, un assez grand nombre de femmes, soit que la femme se soit assurée d'elle-même, soit qu'elle se soit assurée à la place de son mari reconnu inassurable, ce qui est fréquent. Nous verrons ci-dessous ce qu'il faut penser des femmes affiliées aux sociétés de secours aux blessés. En ce qui touche les nombreuses polices

d'assurances sur deux têtes, l'une masculine, l'autre féminine, généralement le mari et la femme, il convient, si l'homme est un assuré militaire, de considérer la police comme intégralement soumise aux dispositions concernant le risque de guerre, le capital assuré étant stipulé payable dès le premier décès.

E. — *Les membres des sociétés de secours aux blessés.* — Le Comité des quatre compagnies françaises les plus importantes (Assurances Générales, Nationale, Phénix et Union) a décidé, dans sa séance du 29 novembre 1887 (1), de ne pas les considérer comme militaires, et, en conséquence, de ne pas leur faire application des dispositions régissant le risque de guerre.

Il reste trois catégories d'assurés pour lesquels il peut y avoir doute ; ce sont :

1° Les assurés non mobilisés, qui, en cas de guerre, contracteraient un engagement volontaire, et serviraient dans les rangs de l'armée régulière ;

2° Les francs-tireurs ;

3° Les assurés, qui, alors que leur nation est en paix, s'enrôlent dans une armée étrangère belligérante.

L'intérêt pratique de la question est le suivant. Le fait pour un assuré belligérant d'être reconnu assujéti aux dispositions concernant le risque de guerre,

1. *Moniteur des assurances*, 1887.

lui donne la garantie importante que s'il n'accomplit pas les formalités nécessaires pour maintenir sa police en cours, son contrat ne sera pas résilié mais simplement suspendu. S'il survit à la guerre, sa police pourra être remise en vigueur ; s'il y trouve la mort, ses héritiers toucheront, généralement, le montant de la réserve du contrat et non pas sa valeur de rachat. L'assuré qui s'expose volontairement au risque d'être tué dans une guerre à laquelle il n'aurait pas du prendre part, doit-il être considéré comme un assuré militaire, soumis aux dispositions des polices régissant le risque de guerre, et bénéficié de la garantie dont-il s'agit ? L'assureur n'est-il pas, au contraire, en droit de déclarer la déchéance, et de résilier purement et simplement le contrat ?

Nous pensons que cet assuré ne doit pas être considéré comme l'assuré militaire prévu par les conditions générales des polices, et que c'est à titre gracieux que l'assureur pourra lui reconnaître cette qualité. Nous avons, d'ailleurs, tout lieu d'espérer que, lors de la prochaine guerre, les compagnies voudront bien, s'ils le désirent, assimiler les engagés volontaires et les francs-tireurs à leurs compatriotes mobilisés, et ne pas leur faire grief de s'être exposés, *proprio motu*, au danger de mourir pour leur pays.

A ne considérer que l'intérêt direct des compagnies, cette solution n'est pas douteuse. En cas de résiliation elles versent à l'assuré la valeur du capital sous-

crit, calculée au moment où l'opération est effectuée ; en cas de décès à la guerre, le contrat étant suspendu, elles font, en outre, remise aux ayants-droit de l'assuré du bénéfice de l'affaire. S'il n'a pas été payé au moins trois annuités, elles n'ont même rien à verser en cas de résiliation.

Au point de vue juridique, l'assuré placé dans la situation qui nous occupe, ne peut imposer à l'assureur l'obligation de suspendre le contrat, en cas de guerre, et de ne pas le résilier, tandis que l'assureur a, au contraire, le droit de le racheter.

En s'exposant, volontairement, au danger d'être tué dans une guerre, à laquelle il n'était pas appelé à prendre part, l'assuré a aggravé le risque couru par la compagnie, et a faussé les conditions du contrat. Le sinistre se produira par sa faute. L'assuré ne saurait s'en prévaloir pour exiger de la compagnie qu'elle le fasse bénéficier d'une mesure de faveur. L'assureur est, au contraire, en droit, d'arguer de la situation nouvelle, pour déclarer la déchéance et résilier le contrat, surtout lorsqu'il s'agit d'un assuré qui se mêle aux troupes d'une armée étrangère belligérante, aucun motif patriotique ne pouvant, en ce cas, retenir la compagnie.

Les conditions générales des polices ne prévoient pas cette série de situations. Il serait bon que cette lacune soit comblée, afin d'éviter les procès. La résiliation du contrat peut en effet, en l'absence d'un

texte préventif ne pas être effectuée à l'amiable.

La compagnie peut même, en ce cas, prendre les devants et demander en justice la résolution du contrat. Elle ne doit cependant pas être admise à solliciter des dommages-intérêts, ces derniers ne se justifiant pas dans l'occurrence.

Le contrat d'assurance sur la vie n'ayant pas fait en France l'objet d'une législation spéciale, le litige devra être tranché conformément aux dispositions du Code civil, en l'espèce par application de l'article 1184. Alors que nous sommes réduits, en France, à nous référer aux principes généraux, la loi fédérale suisse du 2 avril 1908, et la loi allemande du 30 mai 1908, toutes deux spéciales au contrat d'assurance, ont expressément envisagé l'hypothèse de l'aggravation du risque du fait de l'assuré ; la première dans son article 28, la seconde dans son article 24. La loi suisse, notamment, s'exprime en ces termes :

« Si le preneur d'assurance provoque une aggravation essentielle du risque au cours de l'assurance, l'assureur cesse pour l'avenir d'être lié par le contrat. L'aggravation est essentielle lorsqu'elle porte sur un fait qui est important pour l'appréciation du risque, et dont les parties avaient déterminé l'étendue lors de la conclusion du contrat.

« Le contrat peut stipuler dans quelle mesure et dans quels délais le preneur doit donner avis de l'aggravation du risque à l'assureur.

« L'assuré, à peine de déchéance, doit aviser par lettre l'agent de la compagnie de l'aggravation du risque. Par contre, la compagnie doit notifier à l'assuré la décision qu'elle prend à son égard, dans un délai d'un mois à compter du jour où elle a reçu la lettre d'avis. »

En Allemagne, un délai de quatorze jours est impartie à l'assuré pour prévenir la compagnie de l'aggravation apportée au risque, mais le même délai est imposé à la compagnie pour signifier à l'assuré la décision à laquelle elle s'est arrêtée.

Dans les deux lois le droit de résilier le contrat est reconnu à la compagnie. L'exercice de ce droit est, toutefois, subordonné à la condition que l'augmentation du risque a été de nature à influencer sur la survenance du sinistre, et à aggraver l'obligation assumée par la compagnie.

Les textes que nous venons de citer sont communs aux assurances de choses et aux assurances de personnes (1). Ces deux conditions sont, sans nul doute, remplies lorsqu'un assuré qui ne devait pas, normalement, être exposé au risque d'être tué dans une guerre, prend place, volontairement, dans les rangs d'une armée belligérante.

Le projet de loi français sur le contrat d'assurance, actuellement à l'étude, ne contient pas de dis-

1. Voir M. Capitant, *opéra citat.*

positions concernant l'aggravation du risque en matière d'assurance sur la vie. Par contre, la question de l'aggravation du risque pour les assurances de choses fait l'objet des articles 28, 30 et 31. Les auteurs du projet ont, sans doute, estimé que cette question soulèverait trop de difficultés en ce qui touche l'assurance sur la vie et qu'il ne saurait y avoir de criterium suffisamment précis pour permettre de déterminer les actes coupables de l'assuré susceptible d'entraîner la résiliation de la police (1). Le projet laisse donc aux compagnies le soin de fixer elles-mêmes, dans les conditions générales de leurs contrats, les risques garantis, les risques exclus et les actes et faits capables de provoquer la résiliation.

Nous sommes ainsi ramenés aux espèces classiques du suicide, du duel, des professions dangereuses, des voyages et des séjours dans les contrées malsaines.

Le cas de l'assuré non militaire qui prend part, volontairement, à une guerre, reste à l'écart. Il est, cependant, très voisin d'un autre, expressément prévu par les conditions générales des polices et entraînant la déchéance : le cas d'expédition à main armée.

D'aucuns ont argué pour soutenir l'opinion que l'aggravation du risque du fait de l'assuré, ne doit pas entraîner la résiliation du contrat d'assurance sur la

1. Voir M. Capitant, *opera citat.*

vie, que l'assurance ne doit exercer aucune influence sur les actes de l'assuré, pas plus pour les empêcher que pour les provoquer, et que c'est attenter à la liberté individuelle que d'interdire à l'assuré d'agir à sa guise, à peine de déchéance (1). Ce raisonnement ne nous convainc pas. Sans doute, il ne faut pas, dans l'intérêt même de l'assurance, que le contrat soit susceptible de donner à l'assureur la possibilité de peser sur les actes de l'assuré. Cette crainte est, heureusement, mal fondée. Personne ne songe à prétendre que la liberté d'aller et de venir de l'assuré est diminuée du fait que la compagnie lui demande le paiement d'une surprime, s'il veut se rendre sous les tropiques. Sinon, il faudrait dire que le coût du voyage lui-même est une entrave à sa liberté.

En outre, il convient de ne pas perdre de vue que l'assureur, est, avant toutes choses, le gérant de l'association dans laquelle l'assuré est entré en souscrivant sa police, que cette association est formée de membres garantis contre certains risques déterminés, que si l'assuré reste libre d'agir à sa guise, il ne doit cependant pas, par ses actes, aggraver l'importance des risques auxquels ses associés sont exposés, et qu'au cas où il le fait, il cesse de faire partie de l'association.

L'intérêt d'une réglementation légale des droits

1. M. Allaert, *opera citat.*

respectifs des parties, en cas d'aggravation du risque est appréciable.

En l'absence d'un texte spécial, l'assureur peut seulement invoquer le principe général exprimé par l'article 1184, à savoir que « la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les contrats synallagmatiques, au cas où l'une des parties ne satisfera pas à son engagement ».

D'autre part, étant donné qu'en l'absence d'une clause spéciale, le contrat ne peut être résolu de plein droit, l'assureur devra, si la résiliation ne s'est pas faite à l'amiable, obtenir un jugement déclarant qu'il était bien déchargé du risque à partir du jour où l'assuré a modifié les conditions du contrat, par un acte émanant de sa volonté.

La question de l'aggravation du risque a donné lieu à une jurisprudence abondante en ce qui touche l'assurance-incendie.

Pour l'assurance sur la vie, les décisions de justice se résument en deux arrêts rendus à la suite de la guerre de 1870, et que nous aurons prochainement l'occasion de revoir.

Partant du principe que l'assureur n'est tenu de garantir que les risques qu'il a pu prévoir, la Cour d'appel de Paris a décidé, en 1877, que la clause d'un contrat d'assurance aux termes de laquelle « une police ne devient pas nulle si l'assuré, étant requis en sa qualité de garde national sédentaire, de

faire un service d'ordre public dans le département où il a son domicile, ne s'applique pas au cas de guerre, mais au cas d'émeutes, séditions, associations de malfaiteurs spécifiés dans l'article 107 de la loi du 26 juin 1831 sur la garde nationale. En conséquence, cette clause ne peut être invoquée par les ayants cause de l'assuré, qui, enrôlé comme gardien national pendant la guerre de 1870-1871, a été tué dans un combat livré à l'ennemi » (Paris, 20 avril 1877. D. P. 77.2.181).

Par contre, un arrêt de la Cour de Douai, en date du 21 février 1882, a décidé que la clause d'une police stipulant l'annulation du contrat en cas de décès survenu à la guerre, ne s'applique pas aux gardes nationaux, à quelque catégorie qu'ils appartiennent, que ce soit la garde nationale sédentaire, la garde nationale mobile ou la garde nationale mobilisée (*Journal des Assurances*, 1872, p. 335). Cette décision s'explique, toutefois, par la rédaction particulière du contexte, qui semble indiquer que la clause en question concerne exclusivement les militaires de profession.

L'on ne peut donc tirer de conclusions fermes de ces arrêts, ni dans un sens ni dans un autre. Les juges se sont particulièrement attachés à pénétrer l'esprit général du contrat qu'ils avaient sous les yeux, et nous ne sommes en présence que de deux solutions d'espèces.

Les juges du fond ont, du reste, un pouvoir souverain pour interpréter les clauses de la police. La Chambre des Requêtes a pris soin de le dire à l'occasion d'un cas très voisin de celui qui nous occupe, celui d'un assuré tué dans les rangs de la Commune (D. P. 1880. 1. 126).

La troisième et dernière condition pour qu'il y ait risque de guerre est que l'assuré soit entré en campagne contre une puissance ou contre une peuplade étrangère.

Il ne suffit pas que la mobilisation générale ait été déclarée, il faut qu'elle ait été suivie d'hostilités. C'est, en effet, seulement à partir du jour où l'assuré est considéré pour la solde et les allocations comme entré en campagne qu'il y a risque de guerre, d'après les conditions générales des polices. Ainsi, si l'assuré mobilisé est renvoyé dans ses foyers, ou s'il décède au corps, sans que la guerre ait éclaté par la suite, la mobilisation n'aura eu aucune influence sur son contrat. Par contre, une fois les hostilités engagées, peu importe que l'assuré ait assisté ou non à un combat. Les dispositions de sa police concernant la guerre sont, *ipso facto*, applicables. Citons, à titre documentaire, un arrêt du tribunal de Berlin, en date du 7 mai 1868, qui décide que l'assurance est suspendue lorsqu'un homme de la landwehr est appelé à faire l'instruction des recrues au dépôt.

Les dispositions concernant le risque de guerre ne

s'appliquent qu'autant que la guerre a été engagée contre une puissance étrangère ou une peuplade (expédition coloniale). Il n'y a pas risque de guerre lorsqu'il s'agit de la répression d'une émeute ou d'une insurrection. Si l'émeute dégénère en guerre civile, faut-il considérer que les clauses des polices sur le risque de guerre deviennent applicables ? La question est controversée. Elle s'est posée en justice, au sujet d'un assuré tué dans les rangs de la Commune. La Cour d'appel de Paris, et la Cour de cassation (voir arrêt cité page 33) assimilant le décès de cet assuré à un sinistre de guerre, ont déclaré la police de nul effet. C'est, directement, contre ces arrêts que l'on a formulé la critique que le contrat d'assurance ne doit pas exercer d'influence sur les actes de l'individu, et que l'assureur attente à la liberté de l'assuré, en lui interdisant à peine de déchéance de prendre parti dans une guerre civile (1). Une différence de nom sépare seule la Commune d'une guerre étrangère, l'assuré en question avait pris place dans les rang de troupes insurgées, mais organisées sur le modèle d'une armée régulière. Les décisions de justice nous paraissent bien fondées. La Commune représente, toutefois, un cas trop spécial, pour qu'elles puissent constituer une jurisprudence définitive.

1. M. Allaert, *opéra citat.*

Il est difficile de préciser, à l'avance, les cas où il y aura guerre civile et non pas insurrection. Toute émeute contient le germe d'une guerre civile, et l'on n'en peut apprécier le caractère exact que lorsqu'elle est terminée.

Une distinction peut cependant être ébauchée. C'est à l'importance des sinistres, qu'il est possible de discerner si l'on est en présence d'une insurrection ou d'une guerre civile. La mort d'un petit nombre d'assurés représente un accident, celle d'un grand nombre d'assurés montre que l'on a fait face à un risque particulier, qu'une simple émeute est impuissante à constituer. Si un gouvernement insurrectionnel se fonde avec l'appui de troupes organisées, pas de doute qu'il ne s'agisse d'une guerre civile, et l'on ne voit pas ce qui différenciera pour l'assuré qui y prend part, le risque d'être tué dans cette lutte de celui de tomber sous une balle étrangère. Ce seront questions d'espèces laissées à l'appréciation des tribunaux. Pour établir une règle préventive fixe, il faudrait savoir ce que seront les émeutes de demain, chose beaucoup plus difficile que de savoir ce que sera la guerre future.

SECTION II

Durée du risque de guerre.

Quelle est la durée de la période dite « de guerre » ? Les compagnies françaises et la plupart des compagnies étrangères ont pris soin de la déterminer dans les conditions générales de leurs polices. Cette période part de l'ouverture de la guerre, et plus exactement, en France, du jour où l'assuré est considéré pour la solde et les allocations comme entré en campagne. Elle dure jusqu'à l'expiration d'un certain délai d'observation qui commence avec la cessation définitive des hostilités. Pendant tout ce laps de temps, les dispositions des polices relatives à la guerre produiront leur plein et entier effet.

Il n'est pas nécessaire pour qu'il y ait cessation définitive des hostilités que la paix ait été signée, il suffit qu'un armistice général ait été conclu, à condition qu'il n'ait pas été suivi d'une reprise des hostilités. A partir de la cessation de ces dernières, les compagnies fixent un délai d'observation, variant de six mois à un an, huit mois pour les compagnies françaises, afin d'attendre que la guerre ait produit ses derniers effets. Les décès imputables à la guerre ne cessent pas de se produire avec le dernier coup de feu, et les compagnies ne peuvent commencer à régler les sinistres, avant de les connaître presque

tous, principalement, lorsqu'elles ont organisé un système d'assurance mutuelle contre le risque de guerre.

Le délai d'un an prévu par certaines compagnies étrangères est peut-être un peu long, car les ayants-droit des assurés décédés ont besoin de toucher ce qui leur revient, le plus tôt possible ; et les compagnies ont tout intérêt à être fixées sans tarder sur l'importance des sinistres de guerre ; celui de huit mois adopté par les compagnies françaises paraît plus heureusement choisi.

Il n'y a pas lieu, à notre avis, de faire rentrer dans la période de guerre la durée du temps d'occupation que le vainqueur impose fréquemment au vaincu en garantie de l'exécution des conditions de la paix (1). Le service d'occupation doit être considéré comme service en temps de paix, les principaux dangers de la guerre ayant, en fait, disparu. Cette période peut, du reste, être très longue. Après les traités de Vienne et de Francfort, la France a du subir trois ans l'occupation étrangère, encore que les durées primitivement fixées par les traités aient été considérablement réduites.

La plupart des compagnies françaises opérant en Suisse, il nous reste un mot à dire des conditions faites à leurs assurés de ce pays, avec l'approbation du Bureau fédéral des assurances.

1. Voir M. S. Dumas, *opera citat.*

En raison de sa qualité d'État neutre, entouré de puissants voisins, la Suisse se trouve placée, en temps de guerre, dans une situation spéciale, qui nécessite une réglementation particulière. Les polices françaises ne considèrent pas comme service de guerre, le service d'observation auquel les troupes fédérales mobilisées peuvent être appelées, en cas de conflit entre deux puissances voisines, afin de faire respecter le territoire de la Confédération. Il n'y a pas service de guerre, quand bien même la protection de la frontière serait l'occasion de conflits accidentels. Toutefois, les dispositions ordinaires concernant le risque de guerre pour les assurés français, deviennent applicables aux assurés suisses si le service d'observation se transforme en véritable service de guerre, en présence de la volonté bien déterminée de l'un des États belligérants de violer la neutralité de la Suisse, et des combats qui en seront la conséquence.

CHAPITRE II

Importance du risque de guerre.

Le risque de guerre n'est pas limité pour les compagnies d'assurances sur la vie aux pertes brutales en hommes. Il est en réalité plus complexe et plus considérable. Certaines contingences l'aggravent, les unes communes à toutes les entreprises commerciales, les autres spéciales à l'assurance. Pour juger si ce risque est assurable, il faut tenir compte du tout.

SECTION I

Des méthodes employées pour la détermination des sinistres de guerre.

Pour apprécier l'importance de la mortalité à la guerre, et partant pour rechercher si le risque est assurable, trois méthodes ont été successivement employées sans qu'aucune ait pu apporter la solution définitive admise sans conteste.

La première et la plus ancienne procède directement du calcul des probabilités. Pénétrés de l'idée

que l'assurance du risque de guerre sans tables de mortalité était une absurdité, ses auteurs ont restreint le problème au calcul de deux probabilités, celle d'un décès dans une guerre et celle d'une guerre dans une période de temps donnée. En multipliant l'un par l'autre les chiffres exprimant chacune de ces deux probabilités, l'on doit obtenir le nombre représentant le risque annuel de mortalité à la guerre.

En possession de ces éléments les compagnies devaient être à même d'apprécier exactement si le risque est assurable et dans l'affirmative, à quelles conditions.

La théorie a été exposée par le professeur allemand Karup en 1869, dans son livre « Die Lebensversicherung auf den Todensfall im Kriege » *L'assurance sur la vie et le risque de guerre*). Elle a été reprise et développée par M. Wittstein en 1870, peu avant la guerre. Se plaçant au point de vue prussien et faisant état des guerres auxquelles la Prusse a participé depuis le début du siècle, M. Karup estimait que les chances d'être tué à la guerre s'exprimaient pour un soldat prussien par le chiffre : 0,1034 et que d'autre part la Prusse ayant à peu près une année de guerre tous les six ans, les chances pour que la guerre éclatât pendant une année donnée, s'exprimaient par le chiffre 0,179. En multipliant les deux facteurs 0,1034 par 0,179 l'on obtient le chiffre de 0,1851 qui représente selon M. Karup le risque an-

nuel de mortalité à la guerre pour un soldat prussien.

Ces résultats étaient trop beaux et surtout trop précis pour être exacts. M. Karup était à peine mort que la guerre franco-allemande éclatait, renversant les prévisions du savant tant sur la probabilité d'un décès à la guerre que sur celle d'une guerre dans une période donnée. Des deux, la dernière était d'ailleurs la plus fragile. Si la détermination des chances de mort dans une guerre est très difficile, elle est cependant relativement aisée par rapport au calcul de la seconde probabilité. La guerre étant non le fait des individus, mais celui de deux nations, l'on ne conçoit pas qu'il soit possible de fixer à l'avance la probabilité d'une guerre pendant un laps de temps déterminé. La répétition et la périodicité des actes des individus procèdent de certaines lois générales, actuellement dégagées, les actes de nations échappent à tout contrôle. La succession plus ou moins rapprochée des guerres, leur fréquence ou leur rareté ne peuvent être appréciées.

Par la même méthode, M. Karup obtenait pour la Suède, un risque annuel de mortalité exprimé par le chiffre 0,195 et pour le Danemark par celui de 0,115. L'application de la méthode à des nations autres que la Prusse, sans tenir compte des contingences spéciales à chaque pays montre que M. Karup entendait donner à sa théorie un caractère général et absolu.

Ce caractère ne résiste pas à l'examen. Il est impossible de négliger des considérations, peut-être inexprimables en chiffres, mais certaines qui distinguent les pays les uns des autres, et de mettre sur le même pied la Prusse, le Danemark et la Suède, nations placées dans des conditions très différentes au moins au point de vue politique et géographique. Il n'y a pas égalité en ce qui concerne le risque de guerre entre les grandes puissances et les petits États. Ces derniers redoutent particulièrement les conflits, bien qu'ils y soient moins exposés grâce à leurs intérêts limités.

Plusieurs mêmes, pour se garantir contre la guerre autant que le Droit International le permet, se sont fait reconnaître États neutres. D'autre part la situation géographique de la Prusse, du Danemark et de la Suède interdit l'assimilation de ces nations au point de vue du risque de guerre ; l'une est placée au centre de l'Europe entourée de puissants voisins avec lesquels elle a eu trop fréquemment maille à partir, les deux autres sont dans une position excentrique qui à moins d'imprévu, les met à l'abri des grands conflits européens.

En présence de l'échec subi par la méthode mathématique, les assureurs eurent recours à une seconde méthode, inverse de la première, à la méthode empirique. Elle est celle qu'employèrent les compagnies françaises pour organiser l'assurance du ris-

que de guerre, après l'introduction du service militaire obligatoire.

La méthode consiste à prendre une guerre comme type, et après une étude approfondie à adopter un système d'assurance conforme aux enseignements qu'elle comporte. La guerre choisie fut la guerre de 1870. Outre que cette guerre est la dernière qui ait ensanglanté l'Europe occidentale, elle contient, dit-on, certains caractères permanents que l'on doit retrouver dans les guerres futures ; et elle est particulièrement riche en enseignements.

L'importance des effectifs mis en ligne, l'emploi tantôt simultané, tantôt séparé de toutes les armes, l'acharnement des combats, le nombre des prisonniers, la fréquence et la longueur des sièges, la gravité sans précédent des capitulations, deux campagnes distinctes, l'une d'été, l'autre d'hiver, les rigueurs anormales de la température, la violente épidémie de variole qui ravagea tout à la fois l'armée et la population non combattante, une guerre civile sans exemple succédant à la guerre étrangère, une armée de métier, puis une armée improvisée opposées à une armée recrutée par le service obligatoire, tout concourrait, en effet, à donner à la guerre de 1870, l'apparence d'une guerre type.

La méthode, cependant, n'a pas donné les résultats attendus, et, de fait elle mérite d'être abandonnée. Si l'on avait fait usage des renseignements que la

guerre de 1870 donne pour la France, tout espoir d'organiser même un embryon d'assurance du risque de guerre devait être abandonné. La disproportion des pertes entre l'armée victorieuse et l'armée vaincue était, d'après les calculs de l'époque, extraordinaire. Nous n'aurions, croyait-on, pas moins perdu que 20 % de notre effectif, contre 5 % chez les Allemands.

Pour échapper à une impasse, et afin d'être en mesure d'organiser un système au moins partiel de l'assurance du risque de guerre, l'on se décida à ne tenir compte que de la mortalité constatée dans les rangs de l'armée allemande, et à déclarer que les pertes subies par l'armée française devaient être tenues pour tout à fait exceptionnelles. C'était passer d'un pessimisme outré dans un optimisme serein (1).

D'autre part, les enseignements de la guerre franco-allemande perdent, par la force des choses, chaque jour de leur valeur, et il ne convient plus de considérer cette guerre comme un type. De profondes modifications sont survenues, depuis 1870, dans l'art militaire. L'introduction du service obligatoire a fait de l'armée française moderne, une armée si différente des troupes de métier impériales, qu'une comparaison entre elles n'est plus possible. D'autre part, les perfectionnements incessants apportés à l'art militaire ont imposé de nouvelles méthodes de combat.

1. Circulaire du Comité des quatre compagnies (déjà citée).

Avec les armements nouveaux, la puissance offensive et défensive des troupes est augmentée, tandis que l'on est parvenu à diminuer leur vulnérabilité.

L'utilisation du terrain, le cheminement par voies défilées, l'adduction de la troupe au feu, les formations disséminées, la fortification de campagne étaient, pour ainsi dire, choses inconnues en 1870. L'emploi des poudres sans fumée, le tir rapide et à longue distance ont changé profondément les conditions du combat. Le rôle de la cavalerie en campagne a été l'objet d'une complète transformation. Quant à l'artillerie, la substitution de plus en plus recherchée du tir indirect au tir direct, à l'abri, et le plus souvent, hors de portée du feu de l'infanterie ennemie, ne permet plus d'entreprendre une comparaison entre l'artillerie de 1870 et celle de nos jours. Enfin la proportion de l'effectif des différentes armes dans une armée n'est plus la même.

S'il n'est pas possible de trouver une guerre rassemblant des caractères suffisamment stables pour que l'on puisse en tirer des évaluations sur la guerre future, ne convient-il pas de porter les recherches sur l'ensemble des guerres modernes ? C'est la tâche qu'a assumée la troisième méthode, la dernière en date. L'on ne peut avoir chance d'aboutir à déterminer la mortalité à la guerre, en restreignant le champ des observations à l'étude d'une guerre, forcément choisie arbitrairement, et dans laquelle certaines

contingences sont nécessairement négligées et d'autres considérées outre mesure. Le but cherché ne peut être atteint qu'en multipliant les observations, et en les faisant porter sur toutes les guerres modernes survenues entre peuples possédant des moyens militaires sensiblement égaux.

La critique que l'on peut adresser à la méthode est que l'on est forcé d'avoir recours à des statistiques dont il ne faut accepter les résultats qu'avec une grande réserve. Loin d'être rares, les statistiques parues sur les pertes subies par les principales armées, au cours du xix^e siècle, sont abondantes. Il s'ensuit que certaines se contredisent. D'autre part, lorsqu'il ne s'agit pas d'une statistique officielle, l'auteur n'a pas été à même, le plus souvent, de se procurer les moyens d'investigation et les éléments de calcul nécessaires pour éviter toute lacune. A l'inverse, lorsque l'on est en présence d'une statistique officielle, celle-ci est fréquemment tendancieuse.

Les états-majors et les bureaux officiels de statistiques publient leurs calculs sous le jour favorable à leur gouvernement.

Doit-on conclure de l'imperfection des matériaux utilisables, qu'il convient d'écarter délibérément toutes les statistiques, et de s'en tenir simplement pour l'évaluation de la mortalité à la guerre, aux hypothèses bâties sur le raisonnement ?

Nous ne le croyons pas et nous nous rallions à cette

méthode, persuadés quelle est, tout compte fait, la meilleure, et la seule qui permette d'obtenir des résultats dans la mesure où l'autorise une question aussi délicate. Rien n'empêche de se servir des exemples du passé, à condition de les admettre à correction. Il ne serait pas raisonnable de les délaisser pour des hypothèses. Nous ne demanderons pas aux statistiques ce qu'elles sont impuissantes à nous donner, à savoir des lois générales pour l'avenir. Nous nous bornerons à rechercher si elles ne contiennent pas des points communs, dont il soit permis de tirer des indications susceptibles d'une certaine constance.

SECTION II

Importance de la mortalité à la guerre

§ 1. — MORTALITÉ DE LA POPULATION INCORPORÉE.

Les victimes militaires de la guerre peuvent être classées dans trois catégories :

- 1° Les tués au feu et les morts de blessures ;
- 2° Les morts de maladies et d'accidents ;
- 3° Les disparus.

Nous examinerons, d'abord, l'importance totale de ces trois catégories par rapport à l'effectif mobilisé, ensuite l'importance respective de chacune d'entre elles.

Il ne paraît pas utile de remonter au delà de la

campagne de Crimée, les guerres antérieures sont trop différentes des guerres modernes pour que leur étude puisse fournir des renseignements intéressants.

I. — Importance totale des morts par rapport
à l'effectif mobilisé.

TABLEAU I. — A. Armées de métier
(à recrutement restreint).

Guerre	Nations	Effectif mobilisé	Mortalité exprimée en % de l'effectif	Référence
Crimée.	Angleterre.	98.000	22,7	Chenu.
Id.	France.	310.000	30,9	Chenu.
Id.	Russie.	324.000	22,5	Bloch.
Id.	Id.	»	32,4	Larousse (d'après)
Id.	Piémont.	21.000	15,2	Chenu.
Italie.	France.	200.000	4,3	Chenu.
Id.	Piémont.	57.000	5,6	Chenu.
Id.	Autriche.	198.000	6	Chenu.
Guerre des Duchés	Prusse.	64.000	1,6	Loeffler.
Autriche (1866)	Autriche.	407.000	5,2	Ministère de la guerre autrich.
Franco-alle.	France.	1.400.000	10	Chenu et statisti- ques diverses.
Russo-turque.	Russie.	737.000	16,3	Morache.
Bosnie- Herzégovine	Autriche.	199.000	1,7	Ministère de la guerre autrich.
Guerre Sud-Africaine.	Angleterre.	448.000	4,9	Rapport des com- miss. royaux au parlement.

TABLEAU II.

B. — Armées mobilisées en raison du service obligatoire.

Guerre	Nation	Effectif	Mortalité exprimée en % de l'effectif	Référence
Sécession.	États du Nord.	2.667.000	13,5	Haan.
Id.	Id.	2.790.000	10,7	Pierron.
Id.	Id.	2.379.000	7,0	Brüders.
Id.	États du Sud.	1.100.000	?	Seignobos.
Guerre Austro- prussienne	Prusse.	437.000	2,7	Engel.
Franco-allemand.	Prusse.	1.113.000	3,7	Ministère de la guerre prussien.
Russo- japonaise.	Russie.	1.365.000	3,2	Statistique de l'Etat-major gé- néral allemand.
Id.	Id.	Id.	5,2	Gœdke.
Id.	Japon.	1.200.000	7,2	Statistique état- major général al- lemand. Gœdke.

Au point de vue des statistiques mêmes, il convient de signaler l'écart des taux donnés au sujet de la guerre de Sécession. Il n'est pas moindre que du simple au double. A en juger par les ouvrages d'histoire générale, le chiffre intermédiaire paraît le plus vraisemblable. Aucune guerre n'a été plus meurtrière que la guerre de Crimée pour tous les belligérants sans distinction, mais cette guerre s'est produite dans des conditions trop spéciales, pour qu'il faille la consi-

dérer autrement que comme un extrême au delà des pires prévisions (22, 5 22,7 et 29 %).

A l'opposé, l'on relève le pourcentage le plus faible dans la guerre des Duchés, et dans la campagne de Bosnie-Herzégovine (1,6 et 1,7 %). A vrai dire cette dernière campagne revêt plutôt le caractère d'une expédition que celui d'une guerre. Le nombre total des morts de blessures (1.200) reste en proportion de l'effectif (19.900) sensiblement en deçà des pertes que nous avons subies du même chef dans certaines de nos expéditions coloniales plus récentes, Madagascar par exemple.

Dans l'ensemble, et plus on se rapproche de l'époque moderne, plus le taux de mortalité est fréquemment exprimé par un chiffre égal ou inférieur à 5 %/. Abstraction faite de la guerre de Sécession, déjà ancienne, et contrairement à certaines opinions, les armées nationales mobilisées sont moins éprouvées que les armées de métier.

En général, le taux de la mortalité à la guerre est en décroissance.

La guerre franco-allemande appelle des remarques spéciales. Le chiffre de 10 %, donné au tableau 1, est le taux extrême qui paraît acceptable. Il représente pour la France une perte totale de 140.000 hommes. Il n'y a pas lieu de s'arrêter aux taux de 20 %, autrefois prétendu, qui ne reposait sur aucune base solide.

La plupart des auteurs fixe le nombre de nos morts

à 125.000, c'est-à-dire à 9 %, mais en faisant rentrer dans ce nombre les victimes du siège de Paris et de la Commune. M. Levasseur estime les morts du siège à 46.000 en chiffres ronds, en comparant les statistiques municipales du 18 septembre 1870 au 17 mars 1871, avec celles du 7 juin 1869 au 17 septembre 1870 (1).

Pendant cette dernière période, la moyenne nécrologique de la semaine oscillait autour de 1.000 décès, elle passe à 2.800 environ, durant les 26 semaines d'investissement, avec un chiffre global de 72.000 décès. En supposant constant le chiffre de 1.000 décès par semaine, la mortalité de Paris n'aurait pas dû, sans la guerre, dépasser 26.000 décès, le surplus, soit 46.000, doit être attribué au siège. Il importe, toutefois, de noter que 10 % au moins de ces décès sont dus à une épidémie de petite vérole qui ravageait la France bien avant la déclaration de guerre, et emportait déjà un millier de Parisiens dans le seul mois de juillet 1870. Aux 46.000 morts du siège, il convient d'ajouter les 10.000 à 20.000 décès causés par la Commune, plus probablement 17.000, d'après les évaluations de M. Hanotaux.

Dans cette somme totale de 63.000 morts, le nombre des décès militaires, pour une armée qui n'a jamais dépassé 250.000 hommes, n'est que de 8.000 environ, soit un peu plus de 3 %.

1. M. Levasseur, *opéra itat.*

Il ne semble pas que, tout compte fait, nos pertes sur les champs de bataille excèdent 60 à 70.000 hommes, chiffre déjà très considérable, et supérieur de plus de 50 % à celui des pertes subies par les armées allemandes (41.000 hommes).

Par rapport à l'effectif mobilisé, le pourcentage de nos décès, abstraction faite du siège et de la Commune, oscillerait entre 5,5 et 6 %. C'est cette dernière estimation qu'il convient de retenir si l'on compare le conflit franco-allemand aux autres guerres européennes ; le siège de Paris et la Commune sont des événements anormaux, sans précédent, et selon toute vraisemblance, sans retour.

TABLEAU III.

II. — Importance de la mortalité
par rapport à la durée de la guerre.

Guerre	Durée	Nation	Mortalité exprimée en ‰ de l'effectif
Crimée.	2 ans environ.	Angleterre.	22,7
Id.	Id.	France.	30,9
Id.	Id.	Russie.	22,5
Id.	10 mois.	Piémont.	15,2
Italie.	2 mois 1/2.	France.	4,3
Id.	Id.	Piémont.	5,6
Id.	Id.	Autriche.	6
Sécession.	4 ans environ.	Etats du Nord.	13,5 (Haan)
Id.	Id.	Id.	10,1 (Pierron)
Id.	Id.	Id.	7 (Brüders)
Guerre des Duchés.	Six mois.	Prusse.	1,6
Autriche (1866).			
Autriche-Prusse.	1 mois environ	Prusse.	2,7
Autriche-Prusse-Italie.	2 mois.	Autriche.	5,2
Franco-allemande.	6 mois.	Prusse.	3,7
Id.	Id.	France.	9 à 10
Russo-turque.	10 mois	Russie.	16,3
Bosnie-Herzégovine.	1 mois	Autriche.	1,7
Guerre Sud-Africaine.	2 ans 8 mois	Angleterre.	4,9
Guerre Russo-Japon.	1 an, 7 mois.	Russie.	3,2 (statist.), 5,2 (Goedke).
Id.	—	Japon.	7,2 (statistiq. Goedke).

D'une façon générale, le taux de la mortalité est proportionnel à la durée de la guerre. Nous aurons l'occasion de revenir plus loin sur cette question.

TABEAU IV.

III. — Importance comparée des décès dus au feu et aux blessures et des décès causés par les maladies, les accidents et les disparitions.

A. — Armées de métier (à recrutement restreint)

Guerre	Nation	Morts de blessures	Morts par maladies, accidents, disparitions	Rapport des décès entre eux
Crimée.	Angleterre.	4,600	17,600	1 mort de blessures pour 4 de maladies.
Id.	France.	20,200	75,400	Id.
Id.	Piémont.	28	3,200	1 mort de blessures pour 11 de maladies.
Id.	Russie.	Les chiffres manquent.		
Italie.	France.	5,500	3,100	3 morts de blessures pour 2 de maladies.
Id.	Autriche.	?	?	?
Id.	Piémont.	1,500	1,700	égalité.
Guerre des Duchés.	Prusse.	700	300	2 morts de blessures pour 1 de maladies.
Autriche (1866).	Autriche.	8,900	24,100	1 mort de blessures pour 3 de maladies.
Franco-allemand.	?	?	?	?
Russo-turque.	Russie.	36,500	83,400	2 morts de blessures pour 5 de maladies.
Bosnie-Herzégovine.	Autriche.	1,200	2,300	1 mort de blessures pour 2 de maladies.
Guerre Sud-Africaine.	Angleterre	7,500	14,400	1 mort de blessures pour 2 de maladies.

TABLEAU V.

B. — Armées mobilisées en raison du service obligatoire.

Guerre	Nation	Morts de bles- sures	Morts par maladies, acci- dents, dispari- tions	Rapport des décès entre eux
Sécession.	États du Nord.	110,000	250,000	1 mort de blessures pour 2 de maladies (d'après Haan).
Id.	Id.	96,000	183,000	1 mort de blessures pour 2 de maladies (d'après Pierron).
Id.	Id.	34,000	133,000	1 mort de blessures pour 4 de maladies (d'après Brüdgers).
Guerre Austro- prussienne.	Prusse.	4,500	7,200	2 morts de blessures pour 3 de maladies.
Guerre Franco-allemande.	Prusse.	28,300	12,900	2 morts de blessures pour 1 de maladies.
Russo- japonaise.	Russie.	34,000	9,300	3 morts de blessures pour 1 de maladies. (Statistique).
Id.	Id.	52,600	18,800	A proportion pres- que équivalente. (Goedke).
Id.	Japon.	58,900	27,200	2 morts de blessures pour 1 de maladies. (Statist. et Goedke).

L'on admettait, couramment, autrefois, que les ma-
ladies et les disparitions faisaient à la guerre plus
de victimes que le feu. Le fait a cessé d'être vrai.
Si cette heureuse transformation peut s'expliquer
pour les campagnes d'Italie et des Duchés par la

courte durée de la guerre et la douceur de la saison, l'exemple des guerres modernes montre que nous ne sommes pas en présence d'un hasard, et qu'il faut attribuer le renversement des causes de décès aux perfectionnements apportés aux services de santé et à la science médicale. Les chiffres publiés au sujet de la guerre russo-japonaise sont particulièrement probants à cet égard. Ils prennent d'autant plus d'importance que la guerre s'est déroulée dans les climats les plus rigoureux de l'Asie, où un hiver arctique succède presque sans transition à un été torride, et dans des contrées extrêmement misérables. Les malades durent être soignés sur place, aucune des deux armées n'ayant la ressource de les évacuer sur les hôpitaux d'une grande ville de l'arrière disposant du matériel et de la place nécessaires à leur traitement.

Il aurait été particulièrement intéressant de faire la comparaison pour la guerre franco-allemande au point de vue français. Par malheur, les statistiques manquent, sans doute en raison du désarroi qui régna dans le pays, et des événements exceptionnels qui survinrent. Les sièges de Paris, de Strasbourg et de Metz, et la Commune pendant lesquels la population civile se trouva mêlée à l'armée régulière, en ce qui concerne les pertes, rendent la distinction impossible entre les morts de blessures et les disparus.

Il ne semble pas qu'il y ait lieu de tirer des indi-

cations utiles de la comparaison entre les armées de métier et les armées recrutées en raison du service obligatoire. L'infériorité du nombre des morts de maladies, par rapport au nombre des morts de blessures, constatée dans les dernières guerres où fonctionne le service obligatoire, s'explique plutôt par l'amélioration du service de santé, et des méthodes de traitement, que par le mode de recrutement. Les soldats des armées de métier paraissent en effet, *a priori*, devoir être dans l'ensemble plus robustes que les troupes levées par le service obligatoire. Si les premières classes de la réserve sont, en général, plus vigoureuses que leurs jeunes camarades de l'armée active, en revanche, les réservistes des dernières classes et les territoriaux offrent moins de résistance aux maladies. Ils doivent, normalement, en être les premières victimes.

Au point de vue purement rétrospectif, il y a intérêt à examiner la guerre de Crimée qui, au xix^e siècle, a donné lieu au pourcentage le plus élevé des morts de maladies et des disparitions. Quel que soit l'acharnement des batailles livrées sous Sébastopol, les pertes au feu n'ont été cause que du quart des morts imputables aux maladies et aux disparitions, et notamment aux épidémies de typhus et de scorbut, qui continuèrent à ravager les armées alliées longtemps après la cessation des hostilités. Le docteur Chenu donne, à ce sujet, des renseignements très ins-

tifs. Les troupes françaises ont perdu plus d'hommes pendant l'hiver de 1855-1856, où il n'y avait plus de combats, que pendant l'hiver de 1854-1855, au cours duquel les hostilités furent incessantes. L'armée anglaise, grâce à une meilleure organisation sanitaire, est parvenue, au contraire, à réduire sensiblement le nombre de ses morts pendant le second hiver, proportionnellement à son effectif. C'est ainsi que l'armée française a perdu pendant l'hiver de 1855-1856, plus de 88.000 hommes (morts de blessures et de maladies diverses 64.500, scorbutiques 11.900, typhiques 11.600), alors qu'elle n'avait eu à enregistrer que 78.800 morts environ, pendant la période de guerre proprement dite (morts de blessures et de maladies diverses 75.300, scorbutiques 3.000, typhus 500).

L'armée anglaise, au contraire, ne compta que 26.700 décès pendant le second hiver (morts de blessures et de maladies diverses 26.500, scorbutiques 200, typhiques 15), au lieu de 36.800 pendant la première période (morts de blessures et de maladies diverses 35.000, scorbutiques 1.500, typhiques 275). Le gain pour elle est près de 30 %.

Quelle est, déduction faite des maladies, des accidents et des disparitions, l'étendue exacte des pertes par le feu, c'est-à-dire quels sont les effets directs des hostilités ? La question est intéressante, étant donné que ces deux grandes causes de mortalité ne sont pas solidaires l'une de l'autre, et que, par con-

séquent, l'une pourra augmenter, tandis que l'autre décroîtra. Cette comparaison est, en outre, utile pour déterminer l'influence des armements et de la tactique. Pour mémoire, le pourcentage des morts de maladies, d'accidents et de blessures figure, dans les tableaux ci-dessous, à droite de celui des morts au feu.

TABLEAU VI.

IV. — Importance des pertes causées par le feu.

A. — Armées de métier (à recrutement distinct).

Guerre	Nation	Effectif	Morts de bles- sures	Mortalité exprimée en % de l'effectif	
				Morts de bles- sures	Morts de maladies, accidents, disparitions
Crimée.	Angleterre.	98.000	4.500	4,7	18
Id.	France.	310.000	20.200	6,5	24,4
Id.	Russie.	?	?	?	?
Id.	Piémont.	21.000	28	0,1	15,1
Italie.	France.	200.000	5.500	2,71	1,59
Id.	Piémont.	57.000	1.500	2,8	2,8
Id.	Autriche.	?	?	?	?
Guerre des Duchés.	Prusse.	64.000	700	1	0,6
Autriche (1866).	Autriche.	407.000	8.900	2,2	3
Franco-allemand.	France.	?	?	?	?
Russo-turque.	Russie.	737.000	36.500	4,95	11,35
Bosnie- Herzégovine.	Autriche.	199.000	1.200	0,6	1,1
Guerre Sud-Africaine.	Angleterre.	448.000	7.500	1,67	3,23

TABEAU VII.

B. — Armées mobilisées en raison du service obligatoire.

Guerre	Nation	Effectif	Morts de bles- sures	Mortalité exprimée en % de l'effectif	
				Morts de bles- sures	Morts de maladies, accidents, disparitions
Sécession.	États du Nord.	2.667.000	110.000	4,2	9,3 (d'après Haan).
Id.	Id.	2.790.000	96.000	3,45	6,65 (d'après Pierron).
Id.	Id.	2.379.000	34.000	1,44	5,56 (d'après Brüders).
Autriche (1866).	Prusse.	437.000	4.500	1,03	1,67
Franco-alle.	Prusse.	1.113.000	28.300	2,45	1,25
Russo- japonaise.	Russie.	1.365.000	34.000	2,5	0,7 (Etat-maj. prussien).
Id.	Id.	1.365.000	52.600	3,9	1,3 (Gœdke).
Id.	Japon.	1.200.000	58.900	4,9	2,3

A l'exception de la guerre de Crimée, et encore pour la France, aucune guerre ne donne un pourcentage de morts de blessures supérieur à 5 % de l'effectif. Le fait qu'aucune des grandes guerres supportées par des armées nationales mobilisées n'atteint ce taux de 5 %, constitue une indication extrêmement précieuse.

Il reste à faire trois comparaisons importantes.

1° Celle de la mortalité des officiers par rapport à celle de la troupe ;

2° Celle de la mortalité des différentes armes ;

3. Celle des armées de première ligne par rapport aux troupes de seconde ligne.

I. — *Mortalité des officiers.* — Quelle est au point de vue de l'assurance l'importance du risque de guerre chez les officiers ? Une distinction s'impose entre les officiers de profession et les officiers de réserve.

Le nombre des officiers de l'armée active assurés sur la vie est minime. Cette constatation peut surprendre, car il semble, au premier abord, vraisemblable, que les individus plus spécialement exposés au danger de perdre la vie soient les premiers à s'assurer, d'autant plus que, dans tous les pays, les compagnies couvrent, intégralement et sans conditions particulières, le risque de tous services militaires en temps de paix, y compris le risque de mort dans la répression d'une émeute ou d'une insurrection. Il n'en est rien cependant. La raison en est sans doute qu'en considération de sa situation sociale, l'officier trouve moins facilement les ressources nécessaires à l'assurance, et qu'il préfère ne pas souscrire de police, s'il ne peut garantir un gros capital. D'autre part, les fonctionnaires semblent, jusqu'à présent, mériter d'être rangés dans la partie de la population rétive à l'assurance. Ils préfèrent laisser à l'État le soin de procurer à leurs veuves et à leurs orphelins de quoi subvenir aux premiers besoins.

Mais, pour l'étude du risque de guerre, il faut

compter avec les officiers de réserve, issus, en général, de la population aisée. Les compagnies trouveront dans leurs rangs des assurés nombreux et pour de gros contrats.

M. S. Dumas a publié les statistiques concernant les guerres austro-prussienne, franco-allemande, la guerre des Philippines, de la guerre sud-africaine. Nous les reproduisons ci-dessous.

1. Nous tenons à remercier, de nouveau, M. le Dr S. Dumas, actuaire du Bureau Fédéral des assurances, d'avoir bien voulu autoriser la reproduction de ces intéressantes statistiques.

TABLEAU VIII.

V. — Importance de la mortalité des officiers comparée à celle de la troupe.

Guerre de 1866.

Armée prussienne.									
	Effectif	Tués	%	Morts de mala- dies	%	Dis- parus	%	Total des pertes	%
Officiers..	9.093	262	2,9	53	0,6	»	»	315	3,5
Troupe...	428.169	4.188	1,0	6.374	1,5	785	0.2	11.347	2,7
Total....	437.262	4.450	1,0	6.427	1,5	785	0.2	11.662	2,7

Armée autrichienne.								
	Effectif	Tués	%	Disparus		%	Total des pertes	%
Officiers..	10.932	855	7,8	84		0,8	939	8,6
Troupe...	396.291	8.018	2,0	12.277		3,1	20.295	5,1
Total....	407.223	8.873	2,2	12.361		3,0	21.234	5,2

TABEAU IX.

Guerre franco-allemande (Tableau publié par le Ministère
de la Guerre prussien).

MORTALITÉ DE L'ARMÉE ALLEMANDE.

GRADE	Nombre total des morts en ‰			Nombre de morts de maladies en ‰		
	De l'effectif d'après l'état nominatif	De l'effec- tif moyen	De l'effec- tif mobi- lisé	De l'effectif d'après l'état nominatif	De l'effec- tif moyen	De l'effec- tif mobi- lisé
Généraux.....	46,15	»	»	20,51	»	»
Officiers d'ét.-major.	105,18	»	»	8,59	»	»
Capitaines.....	86,23	»	»	7,24	»	»
Lieutenants.....	88,69	»	»	8,17	»	»
Sous-offic. et soldats.	46,40	52,3	37,0	16,23	18,3	12,9

TABLEAU X.

Guerre des Philippines, 1898-1902.							
	Têtes exposées au risque	Morts			Mortalité annuelle		
		de bles- sures	de mala- dies	au total	par bles- sures	par mala- dies	Total
Officiers.....	6.447	55	66	121	‰ 8,58	‰ 10,30	‰ 18,88
Troupe.....	166.101	749	3.036	3.785	‰ 4,51	‰ 18,28	‰ 22,79
Total.....	172.548	804	3.102	3.906	‰ 4,66	‰ 17,98	‰ 22,64
Guerre Sud-Africaine, 1899-1902 (Armée Anglaise).							
Officiers.....	19.433	662	371	1.033	‰ 34,07	‰ 19,09	‰ 53,16
Troupe.....	546.999	6.872	14.011	20.883	‰ 12,56	‰ 25,62	‰ 38,18
Total.....	566.432	7.534	14.382	21.916	‰ 13,30	‰ 25,39	‰ 38,69

Il n'a, malheureusement, pas été publié de statistiques sur la mortalité comparée des officiers et de la troupe, pour l'armée française de 1870.

Dans toutes les guerres pour lesquelles le détail des pertes est exposé ci-dessus, le nombre des officiers tués au feu est supérieur à celui des soldats, et sauf dans la campagne des Philippines, il dépasse le double. Grâce à la statistique minutieuse établie par le Ministère de la Guerre prussien, l'on peut constater que les officiers les plus atteints sont les officiers d'état-ma-

jor, les capitaines et les lieutenants. La raison s'explique facilement. Pour les officiers d'état-major elle réside dans les périls inhérents spécialement à leurs fonctions. D'autre part, les capitaines et les lieutenants sont obligés de se découvrir pour diriger le feu, parfois même leurs silhouettes sur l'horizon sont le seul but visible de l'ennemi. En outre, ils doivent se tenir au centre de la ligne pour être mieux en mesure de donner des ordres et d'avoir leur troupe dans la main. Or c'est sur ce point que se concentre le feu de l'ennemi, surtout dans le tir à longues distances. Dans toutes les armées, les hommes ont pour consigne de viser le milieu de la ligne de l'adversaire. Enfin, dans les précédentes guerres, les corps à corps ont été fréquents, et dans la lutte rapprochée, l'officier se trouve dans une situation particulièrement désavantageuse, son uniforme le désigne aux coups, et il est mal armé pour se défendre, le revolver et l'épée ne valant pas le fusil et la baïonnette.

Par contre, le nombre des officiers morts de maladies est inférieur, proportionnellement, à celui des soldats. Ils font preuve d'une meilleure hygiène, et ils sont, au moins théoriquement, mieux nourris, mieux habillés, et mieux logés que la troupe.

Enfin lorsqu'ils sont malades, ils reçoivent des soins plus attentifs.

II. — *Mortalité des différentes armes.* — Les seuls renseignements que l'on possède sur la question ont

trait aux pertes de l'armée prussienne en 1866 et de l'armée allemande en 1870. La conclusion qui s'en dégage est que la mortalité varie, notablement, entre les armées. Pendant la guerre de 1866, les pertes totales de l'armée prussienne, par rapport à l'effectif de chaque arme, furent de 3 % pour l'infanterie, de 1,9 % pour la cavalerie, 1,8 % pour l'artillerie, et 1,6 % pour le génie. Elles furent en 1870, de 6,59 % pour l'infanterie, 3,08 % pour la cavalerie, 3,42 % pour l'artillerie, et 2 % pour le génie. Dans cette dernière guerre les pertes subies par le service de santé furent de 2,07 %, soit sensiblement les mêmes que celles éprouvées par l'arme spéciale du génie.

Ces différences s'expliquent par le rôle bien connu de chaque arme en cas de guerre. Il convient, toutefois, d'éviter de leur attacher une importance trop grande, car ces pertes sont, naturellement, en relation étroite avec l'utilisation très variable qu'il est fait de chaque arme dans chaque guerre.

III. — *Mortalité comparée des troupes de première et de seconde ligne.* — La question ne se posant que depuis l'introduction du service obligatoire dans les différents pays, les renseignements utilisables ne concernent que les guerres de 1866 et de 1870, et pour l'armée allemande seulement. Il n'a pas encore paru de statistique, à ce sujet, touchant la guerre russo-japonaise.

Quant à la guerre de Sécession, bien que le service

militaire ait été rendu obligatoire, au milieu même de la lutte, par les deux belligérants, il n'y a pas eu à proprement parler de troupes de seconde ligne. Les recrues ont été envoyées, au fur et à mesure de leur instruction, au premier rang des combattants.

Enfin, pour les guerres des Philippines et du Transwaal, il n'y a pas lieu, à notre avis, d'assimiler les corps de volontaires aux troupes de seconde ligne.

Il résulte des travaux de M. Engel, que pendant la guerre de 1866, la mortalité totale des troupes de première ligne prussiennes fut de 3 % de l'effectif, tandis que celle de la landwehr n'était que de 0,5 %. Pour la guerre de 1870, le Ministère de la Guerre prussien donne pour l'armée active 4,3 %, et pour la landwehr 1 %.

Pour l'intelligence de ces chiffres, il faut se rappeler que l'armée active allemande était composée d'hommes de 20 ans à 35 ans, et que la landwehr comprenait les hommes de 35 ans à 45 ans.

La différence entre ces taux est considérable : dans la première guerre la réserve a été six fois moins éprouvée que l'armée de première ligne, dans la seconde quatre fois moins. L'explication en est que la landwehr a, en réalité, peu combattu.

§ 2. — MORTALITÉ DE LA POPULATION CIVILE.

Pour les compagnies d'assurances, l'importance du risque de guerre ne se restreint pas aux sinistres survenus aux armées. Les compagnies ont à subir le contre-coup des hostilités dans la population civile, même avec la victoire. Ce contre-coup se traduit pour elles par l'augmentation des sinistres, conséquence de l'élévation de la mortalité générale du pays.

Les tableaux ci-dessous montrent que la population civile de la nation victorieuse paie un lourd tribut à la guerre, et que, qui plus est, les pays neutres voisins des États belligérants voient s'accroître, considérablement, leur mortalité. Lorsqu'il s'agit d'un pays vaincu, les décès de non combattants sont, naturellement, encore beaucoup plus nombreux, pour une multitude de causes. Dans les villes assiégées et bombardées la population civile partage les dangers de la défense, et elle est la première victime de la rareté des vivres. Dans tout le pays, l'état sanitaire s'aggrave par suite de souffrances physiques et morales, et des privations de toutes sortes qu'entraîne la détresse financière. Enfin, des épidémies surgissent qu'il est difficile de vaincre. Parfois, les effets de la guerre continuent à se faire sentir longtemps après la conclusion de la paix. A Metz, et dans la campagne environnante, la population fut, longuement, éprouvée par des ma-

ladies dues à l'insuffisance de l'ensevelissement des cadavres.

Ne faut-il pas encore tenir compte des hommes, femmes et enfants non combattants fusillés sans autre forme de procès, comme les malheureux habitants de Bazeilles ? Sans doute, depuis 1870, les grandes puissances ont toutes proclamé l'inviolabilité absolue des non belligérants, et il est permis d'espérer que dans les guerres futures, elles feront un effort pour respecter leurs engagements, mais l'on ne saurait être sûr que dans l'acharnement de la lutte, la population civile ne sera pas, encore une fois, la victime d'un vainqueur exaspéré. L'on ne peut être certain à l'avance, que les personnes notables des localités envahies ne seront pas de nouveau prises comme otages. Or, elles contiennent, au premier chef, des assurés sur la vie. Les atrocités commises dans les Balkans ne sont pas faites pour apaiser les craintes.

Il n'y a pas de statistique spéciale qui permette d'évaluer l'importance de la mortalité, due à la guerre, dans la population civile. L'on peut, cependant, s'en rendre compte, assez exactement, par l'examen des statistiques générales des décès pour les années de guerre, celles qui les précèdent et celles qui les suivent. M. S. Dumas a publié, à ce sujet, les tableaux très instructifs suivants :

TABLEAU XI.

**VI. — Influence de la guerre sur la mortalité
de la population civile.**

Guerre des Duchés (Danemark).

ANNÉES	Nombre de décès			Proportion des décès pour 100 habi- tants	Nombre des naissances
	Mas- culins	Féminins	Total		
1862.....	15,294	14,906	30,200	1,84	50,942
1863.....	15,367	14,966	30,333	1,83	51,701
1864.....	20,060	19,040	39,100	2,33	50,797
1865.....	20,125	19,141	39,266	2,32	53,218
1866.....	18,056	17,651	35,707	2,09	55,141

L'augmentation en % du nombre des décès pendant l'année de la guerre et la suivante, en comparaison des années précédentes, atteint presque 30 %. Ce taux est considérable pour le Danemark, eu égard à la faiblesse ordinaire du chiffre de mortalité. Il est, cependant, sensiblement inférieur à celui constaté en Allemagne, en Autriche-Hongrie, et en France d'après les tableaux ci-dessous.

TABLEAU XII.

Guerres de 1866.

ANNÉES	Nombre des décès			Proportion des décès pour 100 habi- tants	Nombre des naissances
	Masculins	Féminins	Total		
Allemagne					
1864.....	?	?	1.090.904	2,78	1.544.926
1865.....	?	?	1.154.443	2,92	1.551.644
1866.....	?	?	1.281.469	3,22	1.569.145
1867.....	?	?	1.106.636	2,76	1.532.849
1868.....	?	?	1.173.053	2,92	1.544.160
Autriche					
1864.....	300.207	284.935	585.142	3,01	789.827
1865.....	307.911	290.952	598.863	3,05	746.445
1866.....	413.532	390.806	804.338	4,08	746.507
1867.....	298.600	281.455	580.055	2,94	726.538
1868.....	295.694	275.864	571.558	2,87	758.591
Hongrie					
1865.....	200.275	158.335	385.610	»	531.082
1866.....	260.118	243.925	504.043	»	546.110
1867.....	224.906	211.528	436.434	»	506.234
1868.....	229.940	213.859	443.799	»	557.841

TABLEAU XIII.

Guerre franco-allemande (France).

ANNÉES	Nombre des décès			Proportion par 100 habi- tants	Nombre des naissances
	Masculins	Féminins	Total		
1869.....	442.988	421.332	864.320	2,35	948.526
1870.....	553.037	493.872	1.046.909	2,84	943.515
1871.....	692.233	578.777	1.271.010	3,51	826.121
1872.....	409.811	383.253	793.064	2,20	966.000

Rappelons que, pendant le siège de Paris, la mortalité de la semaine est passée de 1.000 à 2.785 décès.

Pour Metz, l'augmentation n'est pas moindre. De 1.200 décès en 1870, la mortalité annuelle est passée en 1871 à 3.174 décès.

Nous n'avons pu nous procurer les statistiques nécrologiques de Strasbourg et de Belfort. M. le colonel Roussel estime que pendant le siège de Strasbourg les 15.000 hommes de la défense, ont eu 2.500 décès, et que la population civile a compté 400 tués du fait du bombardement. A Belfort, les 16.200 défenseurs ont perdu 4.713 hommes et les civils tués par l'ennemi ont été au nombre de 336. Si l'on tient compte de la population respective des deux villes, l'on voit combien la population civile de

Belfort a été éprouvée, du fait de la prolongation du siège.

Les chiffres concernant l'influence de la guerre de 1870 sur la population française, sont sujets à correction. Ils ont été établis pour le territoire actuel de la France. En raison de l'annexion de l'Alsace-Lorraine la mortalité des pays cédés à l'Allemagne a été comptée dans la statistique du vainqueur. Nous ne la connaissons pas, mais il y a tout lieu de supposer qu'elle est importante, les contrées les premières envahies ayant, naturellement, plus souffert de la guerre que le reste du pays. Il conviendrait de l'ajouter à la mortalité générale française. Nul pays dans les guerres modernes n'a été plus éprouvé que le nôtre, l'augmentation pour lui n'est pas moindre que 33 % !

D'une manière générale et sans que l'observation suivante puisse constituer autre chose qu'une simple indication, l'on constate qu'après la guerre, le taux de la mortalité rentre rapidement dans les limites normales ; parfois même il est inférieur à celui des années qui ont précédé le conflit, témoins l'Allemagne en 1867 et la France en 1872. La raison en est que, du fait de la guerre, il s'est produit une sorte de sélection dans la population, le pays sort de l'épreuve débarrassé de ses membres les plus débiles. En outre, dans tous les pays objets des statistiques ci-dessus, on constate que deux ans après la guerre,

lorsque ce n'est pas dès l'année même qui suit immédiatement la lutte, le nombre des naissances augmente sensiblement, malgré les pertes éprouvées, spécialement, par la population masculine. Il semble qu'il y ait eu, en raison des morts de la guerre, rupture d'équilibre entre le chiffre de la population et les ressources de la nation. Stimulée, l'activité créatrice du pays se hâte de combler les vides.

Le fait ne saurait devoir passer inaperçu des compagnies d'assurances.

La guerre franco-allemande a eu sur les pays environnants une répercussion marquée : de 2,52 % en 1869, le taux de la mortalité, en Suisse, est passé à 2,73 en 1870, 2,92 en 1871, pour retomber à 2,39 en 1872. En Belgique, le taux monte de 2,21 en 1869, à 2,36 en 1870, 2,81 en 1871, pour redescendre en 1872 à 2,35. La Hollande, bien que fort éloignée du théâtre de la guerre, ne fut pas épargnée : de 2,29 % en 1869, le taux s'élève à 2,58 en 1870 ; 2,95 en 1871, et 2,59 en 1872.

L'Allemagne, nation victorieuse, n'est pas, contre toute attente, le pays le plus éprouvé. Son taux de mortalité qui était de 2,85 % en 1869, est passé à 2,90 en 1870, 3,10 en 1871 et 3,06 en 1872.

Ces chiffres donnent à penser qu'à la guerre franco-allemande, s'est ajoutée une autre cause commune d'accroissement de la mortalité, dans l'Europe occidentale. Pourtant l'influence de la guerre de 1870

est indéniable ; l'Angleterre, en raison de son isolement, est restée presque réfractaire à l'augmentation générale, et si l'on constate une légère aggravation de son taux de mortalité (2,23 $\%$ en 1869, 2,29 en 1870, 2,26 en 1871, et 2,13 en 1872) cette élévation s'est produite en 1870, alors que dans tous les autres pays elle se manifeste principalement en 1871.

Nous arrêtons, ici, notre étude de l'influence de la guerre sur la mortalité de la nation. Il eut été utile de connaître quelles sont les classes de la population les plus atteintes par la guerre et quel est l'âge moyen des décédés. Les statistiques ne nous donnent pas ces renseignements, la question n'ayant pas pour leurs auteurs, médecins ou militaires, l'importance qu'elle acquiert pour les assureurs (1).

SECTION III.

Importance spéciale du risque de guerre pour les compagnies d'assurances sur la vie.

Le risque de guerre, disions-nous au début du présent chapitre, n'est pas limité pour les compagnies d'assurances aux pertes brutales en hommes. Certaines circonstances particulières font que pour elles le risque est plus complexe et plus considérable, les unes sont propres à l'assurance, les autres spéciales au caractère commercial des compagnies.

1. Voir M. Dumas, *opéra citat.*

Laguerre exerce, particulièrement, ses ravages dans les rangs des troupes de première ligne qui contiennent naturellement les jeunes assurés. Or, les pertes que les compagnies ont à redouter en cas de guerre, sont d'autant plus graves que l'assuré, exposé au risque d'être tué, a payé peu de primes et que la prime stipulée au contrat est moins élevée. D'autre part, les assurés ne se répartissent pas également sur l'étendue du territoire français. Un grand nombre d'entre eux est domicilié dans les contrées particulièrement industrielles de la France : le Nord, l'Est et le bassin de Paris. C'est, également, dans ces régions que les capitaux assurés sont les plus forts par rapport au nombre des contrats. Enfin les assurés de ces pays paieront plus volontiers la surprime de guerre exigée pour le maintien en cours de la police, parce qu'ils sont en général plus aisés que les assurés du reste de la France (1). La nécessité d'une mobilisation rapide exige que les hommes soient affectés aux corps d'armée les plus rapprochés de leur domicile. Il est donc certain qu'en cas de guerre, une fraction importante des assurés français sera incorporée dans les 1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 20^e corps, dont plusieurs constituent les troupes de couverture. Il y a lieu de craindre que ce soit les corps les plus éprouvés au début de la campagne. En cas de défaite, l'Est, le

1. M. Lux, *opéra citat.*

Nord et peut-être même le bassin de Paris, seront les premiers pays envahis, c'est-à-dire ceux dans lesquels la population civile aura le plus à souffrir.

Le danger s'atténue, heureusement, avec le temps. L'assurance fait ses plus grands progrès dans les régions qui lui étaient jusqu'à présent réfractaires, c'est-à-dire dans les contrées agricoles, celles où l'on compte, maintenant, les contrats les plus nombreux et d'importance moyenne, les meilleurs risques pour les compagnies.

Il est permis de supposer que la situation est la même pour les compagnies allemandes, qui réalisent un très grand nombre de leurs affaires dans l'Ouest de l'Empire, particulièrement, dans la vallée du Rhin.

D'autre part, les grandes compagnies opèrent actuellement dans plusieurs pays à la fois. Le fait a son importance, si l'on considère la répercussion que peut avoir une guerre européenne dans les États neutres, voisins des belligérants, comme ce fut le cas en 1870. Les compagnies ont, cependant, tout avantage à étendre leurs opérations dans un très grand nombre de pays, afin de mieux diviser les risques.

La prospérité des sociétés d'assurances est liée à la solidité de leurs contrats. Les exigences de la production, excitées par la concurrence croissante, les obligent à s'imposer des sacrifices de plus en plus impor-

tants pour la réalisation des affaires. Contrairement à ce que pense le public, elles cherchent à éviter le rachat de leurs polices. La résiliation des contrats récents représente toujours pour elles un gain manqué, à supposer même que cette résiliation ne se traduise pas par une perte. Or, tant que sévira la crise financière inséparable de toute guerre, les rachats se multiplieront à la fois chez les assurés incorporés et dans la population non combattante. La rareté de l'argent rendra difficile le paiement des primes et des surprimes. De nombreux assurés succomberont à la tentation de se procurer immédiatement de l'argent liquide, en sacrifiant leur contrat.

Pour payer les sinistres, les rachats, et les arrérages des rentes viagères, les compagnies devront réaliser, dans de mauvaises conditions, une partie de leur actif, surtout si, comme c'est le cas en Allemagne, elles ont eu une affection marquée pour les placements hypothécaires.

Enfin, la guerre exercera des effets sensibles sur la réalisation des assurances même quelque temps après la signature de la paix. Les capitaux s'étant faits rares, les assurables auront des difficultés assez grandes à se ménager les ressources nécessaires aux besoins immédiats, pour remettre à plus tard le soin de songer à la prévoyance. En ce qui concerne les rentes viagères, un double phénomène se produira successivement. La faiblesse des cours et les malheurs du temps empê-

cheront, tout d'abord, les capitalistes de réaliser leurs valeurs et de vendre leurs biens immobiliers. Puis, lorsque la crise sera passée et que les cours remonteront, la hausse du taux de l'intérêt fera perdre aux rentes viagères le meilleur de leurs avantages, et détournera le public des placements à fonds aliéné.

Les compagnies d'assurances doivent tenir compte de toutes ces considérations, si elles veulent couvrir le risque de guerre.

SECTION IV.

Indications que peut donner l'étude du risque de guerre dans le passé.

Sous les réserves formulées au début de la section I du présent chapitre, il est permis de tirer des dernières guerres les indications suivantes :

1° *Le taux de la mortalité augmente avec la durée de la guerre.* Une guerre violente, mais courte, est beaucoup moins meurtrière qu'une guerre qui traîne en longueur. C'est, en effet, à la prolongation des hostilités qu'il faut attribuer l'élévation des pertes. Les combats, sans être décisifs, sont plus nombreux, les souffrances des sièges croissent rapidement avec la durée de l'investissement, les maladies et les épidémies se développent dans la population civile et dans l'armée anémiée et démoralisée par une campagne languissante ;

2° L'augmentation des effectifs engagés n'a pas pour conséquence d'aggraver le taux de la mortalité.

Cette constatation a une signification particulière, si l'on songe que l'un des caractères distinctifs de la guerre moderne réside dans l'importance des troupes en présence. Sans doute, plus les armées sont considérables, plus le chiffre brut des décès est élevé, mais le pourcentage des morts n'augmente pas. La raison en est, vraisemblablement, qu'une grosse armée, comme l'est toute armée recrutée par le service obligatoire, offre moins de résistance au feu, qu'une armée de métier moins considérable. L'importance des troupes ennemies peut rendre fatal tout mouvement en avant insuffisamment préparé. Les deux armées en contact sont tenues à agir avec prudence, à n'engager que progressivement la totalité de leurs effectifs, à ne développer leurs mouvements que méthodiquement.

La puissance des armements modernes fait de tout ennemi, quel qu'il soit, un adversaire redoutable. Elle rend périlleuses les attaques sur un seul point, et oblige les deux adversaires à étendre démesurément leur front. C'est à elle qu'il faut attribuer la faveur dont jouit encore la tactique de l'enveloppement. Dans la guerre moderne, la victoire est plutôt amenée par la supériorité des dispositions tactiques prises petit à petit, quelquefois au bout de plusieurs jours, par l'un des belligérants, que par l'enlève-

ment de vive force des positions occupées par l'ennemi. Les péripéties de la bataille sont longues, mais le dénouement est brusque. Lorsque l'adversaire se sent vaincu, il cherche à rompre le combat, et à se retirer prudemment afin d'éviter un désastre.

D'autre part, les gros effectifs rendent difficile la poursuite, chacun des belligérants est exténué par les fatigues d'une lutte qui devient, à chaque guerre, plus longue, et le vainqueur est souvent hors d'état de tirer de la victoire tous ses avantages. La cavalerie à qui était dévolue, autrefois, la tâche d'achever la défaite de l'ennemi, n'ose plus se lancer audacieusement à sa poursuite, de crainte d'être décimée, si elle s'éloigne trop du gros de l'armée.

3° *Le perfectionnement des armements n'a pas pour conséquence d'élever le pourcentage des morts au feu.* Si l'on consulte les tableaux 6 et 7, l'on constate que le taux pour cent des morts de blessures est en décroissance.

Au fur et à mesure que les armements se perfectionnent, l'ingéniosité humaine trouve de nouveaux moyens de diminuer la vulnérabilité des troupes sous le feu. Les armes modernes à tir rapide font une consommation de munitions hors de rapport avec les résultats obtenus. C'est qu'il y a une grande différence entre l'expérience d'une arme nouvelle au polygone, et son utilisation sur le champ de bataille, et qu'il est autrement facile de diriger son feu sur des

cibles immobiles et inoffensives que sur un ennemi vivant et ripostant. Sous les coups de l'adversaire, les troupes s'énervent et tirent à tort et à travers.

4° Le pourcentage des morts de maladies et des disparitions, par rapport à celui des morts de blessures, est en décroissance.

La cause en est imputable aux perfectionnements considérables, apportés, petit à petit, aux services de santé et aux progrès généraux de la médecine et de la chirurgie, si remarquables depuis quarante ans. L'organisation des hôpitaux de campagne et des hôpitaux d'évacuation, se développe progressivement. Les méthodes antiseptiques et les inoculations préventives empêchent les épidémies de prendre leur extension d'autrefois.

5° Le pourcentage des blessés guéris s'accroît dans une importante proportion. La raison est la même que pour la diminution des morts de maladies. L'organisation de la relève des blessés, des ambulances au combat, des hôpitaux de campagne et d'évacuation a fait de très grands progrès. Dans les toutes dernières guerres, notamment dans la guerre russo-japonaise et dans la guerre des Balkans, l'emploi des pansements individuels, préconisé en France en premier lieu, a fait diminuer de beaucoup la mortalité des blessés, en permettant de leur donner des soins immédiats sur le champ de bataille même. A moins d'urgence, l'intervention chirurgicale est retardée jus-

qu'à l'arrivée des blessés dans les hôpitaux de l'arrière. La comparaison de la guerre franco-allemande et de la guerre russo-japonaise est instructive à ce point de vue.

En 1870, dans les rangs de l'armée allemande, sur 100 blessés, 10 environ sont morts des suites de leurs blessures ; en 1904, sur 100 blessés japonais, 7 seulement sont décédés. Les Russes que l'on a, à cet égard au moins, injustement accusés d'une organisation insuffisante, sont parvenus à sauver 95 de leurs blessés sur 100.

De nombreux spécialistes affirment que les armes modernes produisent des blessures plus faciles à guérir. La lutte à l'arme blanche est plus rare ; d'autre part, les balles nouvelles traversent le corps sans y causer les lésions profondes et étendues que l'on constatait autrefois. Grâce à l'emploi de calibres très réduits, la plaie est si étroite qu'elle se referme facilement. Si la balle moderne a des effets plus graves que les projectiles anciens lorsqu'elle touche un os, l'amputation des membres se fait, heureusement, avec moins de danger que jadis.

Enfin, si l'on constate une augmentation du nombre des blessés dus au feu de l'artillerie, leur guérison est facilitée, dans une certaine mesure, par la petite force de pénétration des balles de shrapnells.

6° Pour toutes ces raisons, l'on peut dire que d'une

manière générale, le taux de la mortalité militaire à la guerre est en décroissance.

Nous examinerons, dans le chapitre suivant, si l'on est en droit d'espérer que les guerres futures permettront les mêmes constatations que les luttes du passé.

CHAPITRE III.

Le risque de guerre est-il assurable ?

Le risque de guerre, ainsi défini et déterminé, est-il, en principe, assurable ? La question a soulevé de vives controverses, et, si l'affirmative a généralement prévalu, ses adversaires ne se déclarent pas persuadés.

La cause essentielle des difficultés que présente l'assurance de ce risque est que la guerre est l'œuvre des hommes groupés en nations. L'assurance est née le jour où l'homme est parvenu à apprécier la constance et la périodicité des lois naturelles auxquelles la société est assujettie, en même temps qu'il prenait conscience de son impuissance, à les modifier, sérieusement, par son fait.

Ces lois comprennent un certain nombre de risques de mort, que la science des assurances a réussi à évaluer rigoureusement, en raison de leur triple caractère de constance, de périodicité, et d'omnipotence.

Mais aux risques de mort résultant du jeu des lois naturelles, viennent s'ajouter trois causes de décès

qui sont la création propre de l'homme, et que l'assurance hésite à garantir, parce que l'homme paraît, en principe, maître d'en faire varier l'intensité et la fréquence à sa guise ; ce sont le suicide, le duel et la guerre.

Toutefois la difficulté particulière de garantir le risque de guerre provient de ce qu'il s'agit d'une œuvre de l'homme groupé en nations, c'est-à-dire d'un risque créé par les quelques individualités, qui sont les États. L'on s'est vite rendu compte, en effet, que les autres risques nés de l'homme, le duel, le suicide, obéissent à des règles fixes qui permettent de déterminer l'importance du risque avec la même précision que pour ceux résultant des lois naturelles.

La plupart des compagnies garantissent maintenant, avec ou sans conditions, le duel et le suicide. S'il est impossible de prévoir à quel moment s'accomplira l'acte d'un individu isolé, on peut, en revanche, savoir à l'avance combien il sera effectué d'actes semblables dans une collectivité déterminée, pendant une période de temps donnée. Or les nations constituent, à l'égard du risque de guerre, des individus isolés. La fréquence et la périodicité de leurs actes ne peuvent être comparées à celles des actes commis par une collectivité. C'est ce qui rend si délicate la tâche de l'assurance lorsqu'il s'agit d'un risque créé par les nations.

SECTION I.

Examen des arguments produits contre l'assurabilité du risque de guerre.

La première objection faite contre l'assurabilité du risque de guerre a été tirée, comme de juste, du vieux principe que l'assurance ne garantit pas les risques résultant du fait volontaire de l'homme. A l'époque où elle a été présentée pour la première fois, ce principe subsistait intact ; elle a perdu la plus grande partie de sa valeur depuis que les compagnies ont consenti à assurer le duel et le suicide sous certaines conditions. La décision des compagnies est fondée sur la constance des sinistres qui leur sont imputables pour une population déterminée. C'est ainsi que l'on a pu dire, en s'appuyant sur les statistiques anglaises parues depuis plus de cinquante ans, que les risques de suicide, de décès par accident ou par négligence, représentent l'élément le plus stable de la mortalité d'un peuple (1).

Cette constance si ferme de la répétition des actes de l'homme, a fourni d'ailleurs au déterminisme, l'un de ses arguments les plus forts contre la liberté.

Pour les premiers partisans de la non-assurabilité du risque de guerre, l'assimilation de la guerre au suicide et au duel était complète. La guerre, disaient-

1. Rapport du Bureau fédéral des assurances, 1888.

ils, présente comme le duel et le suicide le caractère d'être une œuvre voulue de destruction. Elle n'est pas autre chose que le duel de deux nations. Sous cette forme saisissante, l'argument est spécieux. Enfin, disait-on, garantir le risque de guerre, c'est couvrir *ipso facto*, le suicide exclu de vos polices, car comment peut-on savoir si, pendant la campagne, tel assuré que l'on croit tué à l'ennemi, ne s'est pas en réalité suicidé ? Pas n'est besoin de s'arrêter sur cette seconde raison, qui n'est que brouilles dans une question aussi large que celle de l'assurabilité du risque de guerre.

La seconde objection formulée contre la possibilité de garantir ce risque, est que, dit-on, ce risque ne doit pas être considéré comme l'un des éléments permanents de l'assurance sur la vie. A l'appui de cette opinion, l'on invoque le fait indiscuté que les compagnies ne prennent pas en considération le risque de guerre pour la fixation du taux des primes, les tables de mortalité en usage n'en faisant pas état. Cet argument n'est pas plus convaincant que le premier. Il ne suit pas de ce que le risque de guerre n'est pas entré en ligne de compte pour la détermination des primes, qu'il soit inassurable ; il en résulte, simplement, que les compagnies ne s'en sont pas occupé. Quant à la première partie du raisonnement, elle n'apporte pas la preuve attendue. Le risque de guerre ne serait-il pas un élément permanent de l'assurance,

qu'il n'y aurait pas lieu d'en conclure qu'il est inassurable. En effet, bien que ce ne soit qu'un élément accidentel de l'assurance, le risque de voyage et de séjour dans des contrées malsaines est assurable et assuré.

D'autre part, n'est-on pas, précisément, fondé à considérer le risque de guerre comme l'un des éléments permanents de l'assurance ? La majorité des assurés est exposée, à des degrés divers, au risque de guerre ; faut-il le regarder comme accidentel, par égard à la minorité qu'il n'affecte pas ? Nous verrons dans la suite de cette étude que les compagnies ont été amenées à l'admettre comme l'un des éléments permanents de l'assurance, puisque toutes se sont occupées de le réglementer, et que les compagnies françaises, au moins, sont unanimes à suspendre, pendant la guerre, en absence d'une convention spéciale, les effets des polices souscrites par leurs assurés militaires. Enfin si on considère la répercussion de la guerre dans la population civile, et étant donné que le conflit n'exerce aucune influence sur le sort des contrats appartenant aux assurés de cette catégorie, les compagnies ne feraient-elles pas preuve d'une grave imprévoyance en n'admettant pas le risque de guerre comme l'un des éléments permanents de l'assurance, et en ne prenant pas leurs dispositions en conséquence ?

Les prétentions de l'assurance sur la vie sont, dit-

on, limitées à la garantie des risques isolés et particularisés, indépendants les uns des autres. Certains risques sont de leur nature inassurables. Il n'y a pas d'assureur qui puisse, efficacement, prendre à sa charge le risque d'un désastre universel. L'exagération des mots est, ici, évidente. S'il s'agit d'un désastre universel, l'assureur peut impunément en assumer la garantie, parce qu'il ne trouvera personne à qui payer les capitaux assurés. D'autre part, la guerre est heureusement très loin d'être un fléau de cette envergure. Tout compte fait, aucun peuple n'a jamais été atteint dans ses œuvres vives par la guerre.

L'histoire fournit des exemples d'États qui ont été absorbés par leur vainqueur, l'on ne connaît pas de race européenne qui ait disparu de ce chef. Quelle que soit sa violence, la guerre n'est jamais qu'un mal localisé et temporaire, dont les suites s'effacent rapidement devant l'activité créatrice des deux anciens adversaires.

La guerre n'est pas comparable aux cataclysmes naturels qui ravagent si fréquemment la surface du globe. En moins de dix ans, Saint-Pierre, San Francisco et Messine ont été détruites par la lave ou les secousses sismiques. Chacune de ces catastrophes a causé séparément, autant, et même plus, de morts qu'aucune des grandes guerres européennes. L'assurance sur la vie n'en a pas été ébranlée, et personne ne songe à rayer les cataclysmes naturels des risques garantis

par les polices. La destruction de San-Francisco était pourtant un coup droit à l'assurance, si l'on songe au développement incomparable de cette dernière dans les États-Unis d'Amérique.

Le gros argument produit contre l'assurabilité du risque de guerre est l'insuffisance des bases statistiques nécessaires à sa détermination, et l'inconnu de la guerre future. L'appréciation de ce risque est, dit-on, impossible. L'assurance ne se préoccupe que des risques de mort ayant une cause physiologique, et les tables de mortalité ne sont faites que pour eux. La guerre donne, précisément, naissance à une cause de mort qui n'est pas physiologique (1).

Rien ne sert de méconnaître l'importance de l'argument ; reste à savoir si sa portée est telle que le risque doive être définitivement classé parmi les inassurables. Il est certain que le risque de guerre n'est pas un risque comme les autres ; autrement, la solution définitive de la question serait trouvée à l'heure actuelle. Il est exact, d'autre part, que les tables de mortalité ne tiennent compte que des décès dus à une cause physiologique, mais, ainsi qu'il a déjà été dit plus haut, l'on n'est pas fondé à en conclure que le risque de guerre est inassurable. L'on est seulement autorisé à soutenir que le contrat pour lequel l'assuré paie une prime, calculée d'après les tables de

1. M. Dumas, *Opera citat.*

mortalité qui ne prennent pas en considération le risque de guerre, ne doit pas couvrir ce risque. L'assurabilité de ce risque et les moyens de l'organiser sont deux questions distinctes.

A supposer même que les statistiques parues sur les guerres passées soient aussi insuffisantes que l'on veut bien le dire, leur imperfection ne serait pas un obstacle insurmontable à l'assurabilité du risque.

Ce n'est pas la première fois que l'assurance sur la vie s'est trouvée en présence d'un risque pour lequel il n'y avait pas de données statistiques complètes. Toutes les compagnies du monde assurent maintenant, les unes sous conditions, les autres sans aucune réserve, le risque de voyage et de séjour sur la surface entière du globe. Elles se sont pourtant décidées à garantir ce risque sans avoir les statistiques permettant d'évaluer son intensité. Lorsqu'elles exigent une prime supplémentaire, cette surprime a été fixée arbitrairement, et ne correspond que de loin à l'importance du risque couru. C'est un coefficient fixe d'accidents que l'on ajoute à la prime ordinaire(1), sans s'occuper de l'âge de l'assuré, bien qu'il soit indéniable que le séjour dans les pays tropicaux a une gravité variable suivant l'âge de l'individu. L'assurance du risque de séjour dans les contrées malsaines est si fortement entrée dans les mœurs, malgré

1. M. Fleury. *Opera citat.*

l'absence des statistiques, que la seule critique adressée aux compagnies françaises, à son sujet, vise l'exigence d'une surprime, même minime. Un fort courant se manifeste aujourd'hui, en faveur de la garantie sans aucune surprime du risque de voyage et de séjour, dans l'univers entier, à l'exemple des compagnies étrangères les plus importantes. Si l'on tient compte de ce que depuis cinquante ans, les compagnies accentuent, sans esprit de retour, le libéralisme de leurs polices, sous la pression de la concurrence, et des assurés, il est à présumer que ce mouvement triomphera dans un avenir peut être peu éloigné.

La garantie du risque de séjour sur toute la surface du globe, malgré l'absence de statistiques précises, constitue un précédent qui mérite d'être invoqué à l'appui de l'assurabilité du risque de guerre.

D'autre part, s'il est vrai que l'assureur ne possède pas les données statistiques permettant d'exprimer en chiffre la valeur du risque de guerre, il est inexact de dire qu'il ne dispose pas des éléments nécessaires pour en conjecturer, avec chance de succès, l'intensité. L'on sait ce qu'il faut entendre par l'expression « sinistre de guerre » et ainsi qu'il l'a été démontré dans le chapitre précédent, il est permis de tirer des luttes passées des indications précieuses pour l'avenir.

Les partisans de la non assurabilité du risque de guerre objectent également que ce risque comporte en lui-même une inconnue variable capable d'aggra-

ver, inopinément, son importance, et de rendre caduque toute solution précédemment adoptée (1). Le risque de guerre serait le rocher de Sisyphe de l'assurance. Les promoteurs de cet argument ne se rendent pas exactement compte de la nature de cette inconnue variable. Cette locution fait impression parce qu'elle est empruntée à la terminologie mathématique, mais au lieu d'une preuve ses auteurs n'ont apporté qu'un exemple à l'appui de l'existence de cette inconnue.

La découverte, ou le perfectionnement d'un engin destructeur, peut, dit-on, modifier si complètement les conditions de la guerre, que les dispositions prises pour en garantir le risque, deviendront illusoires.

Sans doute, la science militaire n'a pas dit son dernier mot, et elle continuera à mettre à la disposition des armées des moyens de destruction de plus en plus puissants. Il n'est pas sûr qu'ils seront de plus en plus efficaces. L'étude des guerres passées montre que les perfectionnements successifs des armements n'ont pas eu pour conséquence d'augmenter le taux de la mortalité au feu. Depuis un quart de siècle, les découvertes se sont multipliées, et l'on a vu apparaître, à maintes reprises, des engins nouveaux, qui devaient, aux dires de leurs inventeurs, révolutionner, de fond en comble, l'art militaire, et donner à leurs

1. M. Adan, *oper citat.*

bienheureux possesseurs une suprématie indiscutable. Le moyen de défense correspondant a été chaque fois trouvé: c'est l'histoire bien connue du cuirassement et du canon, du torpilleur et de la grosse unité. Jusqu'à présent le dernier mot reste au Dreadnought.

Si l'ingéniosité humaine découvre jamais l'engin de destruction, supprimant toute défense, ou bien les puissances parviendront, dans leur intérêt commun à lui en interdire l'emploi, ou bien la guerre deviendra impossible.

D'ailleurs, à notre époque de production intense, l'invention d'un nouvel engin de guerre, ne reste pas longtemps le secret et l'apanage d'un peuple.

Enfin, l'on a invoqué comme dernier argument contre l'assurabilité du risque de guerre, que les hostilités avaient sur les assurés non combattants une répercussion telle qu'elle en rendait la garantie impossible.

A l'appui de cet argument, l'on citait l'augmentation des sinistres, la diminution de la production, et la multiplication des résiliations que font ressortir les comptes-rendus des compagnies françaises pour l'exercice 1870, comparés à ceux de l'année 1869. En 1869, le paiement des sinistres pour l'ensemble des compagnies françaises s'inscrivait au passif pour une somme de 8.313.000 ; en 1870, les compagnies durent déboursier 9.643.000. La production totale des compagnies qui étaient en 1869 de 202.000.000, est tombée en 1870 à 81.000.000.

Enfin les résiliations en 1870 se sont montées à 15.000.000. Ces chiffres se retournent plutôt contre ceux qui les invoquent. Après les calamités sans précédent de l'Année Terrible, l'on s'attend à trouver entre les exercices 1869 et 1870, un écart beaucoup plus considérable. L'on ne peut que s'étonner, que malgré sa répercussion énorme dans la population civile, la guerre franco-allemande n'ait élevé que de 1.330.000 francs, le total des sinistres payés.

Les grosses compagnies modernes sont exposées à enregistrer une différence équivalente en pleine période de paix, sans qu'il y ait lieu de s'inquiéter pour leur solidité. L'on constate parfois des variations, proportionnellement aussi importantes, dans les bilans annuels des compagnies.

Quant au chiffre de production, s'il accuse en 1870 une diminution de 60 %, il s'est relevé très rapidement et peu d'années après la guerre il dépassait sensiblement celui des exercices antérieurs les plus favorables.

Pour conclure, aucun des arguments produits contre l'assurabilité du risque de guerre ne paraît décisif. Il y a, au contraire, de très fortes raisons de considérer ce risque comme assurable, au même titre que le risque de séjour dans les contrées malsaines et que celui qui découle de l'exercice d'une profession dangereuse.

SECTION II.

Le risque de guerre est assurable.

Ainsi qu'il a été dit plus haut, le fait que toutes les compagnies assurent le risque de voyage et de séjour dans les régions tropicales mérite d'être invoqué comme un précédent en faveur de l'assurabilité du risque de guerre. La situation est exactement la même. Il s'agit, dans les deux cas, d'un risque dont il n'a pas été tenu compte dans l'établissement des tables de mortalité, partant dans la fixation des primes, et pour lequel il n'existe pas de statistiques complètes. L'on aurait tort de croire que le nombre des assurés qui souscrivent une police précisément pour se rendre aux colonies, représente une quantité négligeable pour les compagnies. Ce nombre, tout en étant naturellement bien moins élevé que celui des assurés mobilisables, est, cependant, important et croît de jour en jour. L'usage de s'assurer en vue d'un séjour sous les tropiques pénètre de plus en plus dans les mœurs. La majorité des grandes compagnies coloniales impose, maintenant, à leurs employés l'obligation de souscrire une assurance avant de s'embarquer. D'autre part, le risque de séjour dans les contrées insalubres comporte pour les compagnies une gravité spéciale, dépassant à cet égard celle du risque de guerre. Du jour où l'assuré est rentré en

urope, la surprime de voyage exigée cesse d'être due, et le séjour aux colonies n'est pas plus pris en considération que s'il n'avait jamais eu lieu. L'on sait pourtant combien est élevée la mortalité des coloniaux rentrés en Europe, et combien il est fréquent que les effets mortels du séjour aux colonies ne se produisent que très longtemps après le retour. Pour couvrir les sinistres de cette catégorie, les compagnies ne disposent d'aucunes ressources particulières.

Si toutes les compagnies, sans exception, assurent le risque de séjour dans les pays malsains, c'est, évidemment, que l'assurance de ce risque était une nécessité inéluctable. N'est-ce pas précisément la même chose pour le risque de guerre? Il n'y a plus de compagnies, à l'heure actuelle, qui n'ait adopté un système de garantie totale ou partielle du risque de guerre. La preuve de l'assurabilité de ce risque est faite, du coup, en même temps que celle de sa nature impérative. Les compagnies ont été conduites à organiser l'assurance du risque de guerre, par l'opinion, par la concurrence et par les changements survenus dans la théorie générale de l'assurance sur la vie. Exerçant pour la plupart dans des pays soumis au service militaire obligatoire, et vivant, en conséquence, dans une atmosphère mi-civile et mi-militaire, les compagnies ne désiraient pas, et d'ailleurs, ne pouvaient pas rester insensibles aux doléances croissantes de leurs assurés, et demeurer plus

longtemps exposées au reproche d'antipatriotisme. Les sociétés qui auraient continué à exclure purement et simplement le risque de guerre de leurs polices, se seraient mises dans un état d'infériorité dangereuse vis-à-vis de leurs concurrents plus hardis. Le temps ne devait pas tarder, en effet, où, dans un but de réclame facile, les compagnies des pays étrangers moins exposés que les autres au risque de guerre, en raison de leur situation géographique, allaient venir combattre les sociétés indigènes avec leurs polices complètes et universelles. Pour ne pas se laisser distancer, les compagnies de chaque pays devaient accepter le principe dominant toute la question, à savoir que l'accomplissement du devoir patriotique ne peut être une cause de déchéance du contrat (1).

D'autre part, la théorie de l'assurance évolue et s'élargit avec le temps. L'on ne demande plus seulement à l'assurance de réparer le dommage causé par la mort d'une personne ; l'assurance sur la vie est, en outre, devenue, par ses combinaisons les plus usuelles, un procédé de « capitalisation collective et aléatoire », selon les termes de M. Planiol (2). La faveur du public se porte, de plus en plus, vers les assurances mixtes et similaires, c'est-à-dire vers les catégories d'assurance où l'assuré touche lui-même, à l'échéance, le capital stipulé, s'il ne décède pas avant

1. Circulaire du Comité déjà citée.

2. Planiol. *Opera citat.*

cette époque, et grâce auxquelles il reçoit parfois, en cas de vie à l'échéance, un capital supérieur à celui prévu en cas de décès avant cette date. Le contrat est souscrit, autant dans l'intérêt de l'assuré lui-même qu'au profit de ses héritiers. L'assurance sur la vie est ainsi devenue un procédé très employé de se constituer un capital, et c'est même le seul but des assurances de capitaux en cas de vie.

L'assuré désire avoir la certitude de toucher en tous cas ce capital, s'il est vivant à l'échéance. De là est venue la conception de l'assurance incontestable, universelle et complète à laquelle on tend de plus en plus.

Pour toutes ces raisons, il était naturel que dans un pays comme le nôtre, l'assurance du risque de guerre ait été réclamée comme une réforme indispensable et urgente.

Nous verrons, dans le chapitre suivant, jusqu'à quel point cette demande a reçu satisfaction.

Ainsi, l'on peut dire que l'idée de l'assurabilité du risque de guerre s'est imposée par la force des choses, abstraction faite de toute prévision sur la guerre future. Il convient, cependant, en souvenir des anciennes objections, d'examiner si ce risque n'est pas susceptible de prendre dans l'avenir une gravité telle que sa garantie, même partielle, soit de nature à acculer les compagnies à la faillite, événement encore plus préjudiciable à l'assuré qu'à l'assureur. Cette éven-

tualité peut être écartée. Il est permis de déduire de sérieuses présomptions, à cet égard, des indications fournies par les guerres passées.

Nous avons remarqué que le taux de la mortalité à la guerre est d'autant moins élevé que la lutte est courte.

Les guerres futures seront-elles plus longues que leurs devancières? Il y a tout lieu de croire, et il est communément admis, qu'elles ont le maximum de chances d'être plus brèves, particulièrement, dans l'Europe occidentale. Le premier choc se produira beaucoup plus tôt qu'autrefois, il se pourrait même qu'il précédât la déclaration de guerre. Le passage de l'armée sur le pied de guerre, est presque immédiat et la concentration des troupes est activée par tous les moyens. Les perfectionnements apportés à la mobilisation des chemins de fer, la multiplication des voies stratégiques permettent d'amener, en quelques jours, sur le théâtre des hostilités, les corps les plus éloignés de la frontière. Les guerres passées ignoraient, complètement, cette précipitation à la mort. D'autre part, chacun des adversaires tentera de devancer l'autre, et d'emporter dès le début un avantage marqué, dont le résultat moral peut être immense.

Les batailles seront plus longues, mais moins nombreuses. Si aucun des belligérants n'emporte, rapidement, une victoire nette, la médiation d'une tierce puissance, de plus en plus usitée, interviendra pour la

conclusion d'un armistice. Les hostilités se trouveront, au moins, suspendues. En outre, en raison du service obligatoire, et des complications de la vie moderne, l'état de guerre aura un réfléchissement profond dans tout le pays qui sera, momentanément, paralysé. Cet arrêt général de l'activité de la nation peut être la source de calamités telles que la guerre ne pourra se prolonger très longtemps, sans mettre les belligérants hors d'état de se combattre mutuellement. Il se peut même que la crise économique inévitable prenne une acuité si critique que la paix s'impose au vainqueur comme au vaincu, avant que l'un d'eux soit épuisé.

M. Dumas fait remarquer, judicieusement à ce sujet, qu'en raison du groupement des puissances en deux camps hostiles, la prochaine grande guerre sera, probablement, une lutte de coalitions, et qu'en conséquence, il sera impossible aux belligérants de remédier aux effets de la crise économique, par des secours venus du dehors (1). La détresse financière pourra même obliger le vainqueur à demander la paix. La guerre russo-japonaise fournit, à cet égard, un exemple frappant. Le Japon victorieux a dû accepter le traité de Portsmouth et renoncer à tirer de sa victoire tous les avantages qu'il espérait.

Enfin, l'un des caractères distinctifs des guerres modernes est le chiffre considérable des prisonniers faits

1. M. Dumas. *Opera citat.*

de chaque côté. Une armée vaincue peut être mise hors d'état de continuer la campagne bien plus en raison du nombre des prisonniers perdus, qu'en raison de ses morts et de ses blessés. Il est logique d'escompter que le nombre des prisonniers ira en augmentant avec les effectifs en présence et avec l'extension progressive du front de bataille. Un corps d'armée entier sera plus facilement qu'autrefois coupé du gros et cerné.

Sans être taxé d'exagération, l'on peut supposer que lors de la prochaine guerre le nombre des prisonniers faits au vaincu ne sera pas inférieur aux 15 ou 20 % de son effectif. Si l'on ajoute à ce taux le pourcentage des morts qui, dans les calculs les plus optimistes, ne descendra pas au-dessous de 5 %, celui des blessés acceptable pour le triple et même le quadruple de celui des morts, celui des malades égal au moins à la moitié des tués, et celui des disparus, pour lequel il n'y a pas de statistique indicatrice, mais qui sera, cependant appréciable, l'on est amené à conclure que, dès les premières grandes batailles, le vaincu n'aura pas perdu moins de la moitié de son effectif, peut-être même ses $3/5^{\text{èmes}}$, et qu'il lui sera, en conséquence, impossible de continuer la guerre avec chances de succès.

En résumé, l'on est en droit d'escompter que lors de la prochaine grande guerre, la durée des hostilités réelles se calculera par semaines.

Nous avons vu que l'accroissement des effectifs n'a pas eu pour conséquence, dans le passé, d'élever le taux de la mortalité à la guerre. La lutte entre deux grosses armées n'est pas plus meurtrière que celle engagée entre deux petites. Il est, peu probable, d'autre part, que l'effectif des belligérants incorporés dans les armées de première ligne dépasse de beaucoup celui des armées russe et japonaise, l'aire, sur laquelle on peut faire mouvoir et ravitailler des troupes, étant forcément limitée, surtout dans l'Europe occidentale. Il n'est pas certain, non plus, que les classes mobilisables seront toutes appelées en même temps. Les plus âgées ne seront probablement convoquées que par le vaincu, et à la dernière extrémité.

Il convient de rappeler à leur égard que la mortalité des armées de réserve est beaucoup plus faible que celle constatée dans les troupes de première ligne.

Les perfectionnements successifs apportés aux armements n'ont pas eu pour conséquence, dans le passé, d'aggraver le taux de la mortalité sur le champ de bataille. Tout porte à croire qu'il continuera à en être de même dans l'avenir, les causes restant identiques. Les armes nouvelles augmenteront, proportionnellement, la force défensive de l'ennemi, et obligeront chacun des belligérants à conduire la bataille avec une grande prudence.

Comme dans les dernières grandes guerres, le

vaincu de l'avenir pourra être obligé d'abandonner ses positions, avant qu'un assaut général lui ait été donné, et le vainqueur n'osera le poursuivre vigoureusement, précisément par crainte de la puissance défensive des armes modernes, même aux mains du vaincu.

Le pourcentage des morts de maladies, par rapport aux morts de blessures, a été constamment en décroissant, alors que le nombre des blessés et des malades guéris allait en augmentant. Nulle crainte que, dans l'avenir, les progrès de la médecine et de la chirurgie cessent brusquement. D'autre part, le service de santé aux armées peut être encore l'objet de perfectionnements importants.

Les assureurs sont en droit d'espérer que les puissances tiendront les engagements solennels pris à Genève et à La Haye, de ne rechercher dans la guerre que la mise hors de combat de l'ennemi, et non pas sa mort, et respecteront l'interdiction d'employer des engins qui tuent et ne blessent pas, tels que les balles explosives, et les gaz délétères.

Les progrès de la médecine et de la chirurgie doivent surtout produire leurs bons effets dans la population civile, et amener, de ce fait, une baisse importante de la mortalité, dans les guerres futures. Les perspectives d'une épidémie invincible s'éloignent. En raison de la rapidité probable de la guerre de demain, l'éventualité de sièges meurtriers et pro-

longés, semblables à ceux de Paris et de Belfort s'atténue considérablement. Les ouvrages fortifiés modernes ont été reportés à une distance assez grande de la ville qu'ils protègent, pour que cette dernière ne puisse être sérieusement éprouvée par un bombardement avant leur reddition.

La prise de ces forts, en rendant la résistance impossible, imposera la capitulation de la place assiégée.

En résumé, avons-nous dit, l'étude des guerres passées permet de constater que, d'une façon générale, le taux de la mortalité à la guerre est en décroissance. Nous avons la ferme espérance que cette heureuse diminution des effets de la guerre se continuera, et même s'accroîtra, dans l'avenir, puisqu'il n'est pas probable, que contrairement aux enseignements du passé, l'augmentation des effectifs et le perfectionnement des armements soient susceptibles d'entraîner demain une aggravation des effets meurtriers de la bataille, et que, d'autre part, l'on peut tenir pour certain que grâce aux perfectionnements des services sanitaires et aux progrès généraux de la médecine et de la chirurgie, le nombre des blessés et celui des malades guéris ira toujours croissant.

Pas n'est besoin, cependant, de hasarder un pronostic pour l'avenir. Il suffit, pour plus de sûreté, de s'en tenir purement et simplement au taux moyen de la mortalité constaté dans les guerres an-

térieures, qui n'est pas si élevé qu'on ne puisse espérer couvrir efficacement le risque de guerre. Ce taux paraît osciller autour de 6 % de l'effectif. Par mesure de précaution, l'assurance doit chercher à garantir ce risque, comme s'il représentait même un taux de 7 à 8 %. Les grandes compagnies feront acte de prévoyance en se plaçant à ce dernier point de vue. Les petites sociétés doivent même considérer comme une obligation d'adopter le taux de 8 %. Les effets de la guerre se feront plus rudement sentir chez elles que chez les premières, en raison de la faiblesse relative de leurs ressources et du petit nombre de leurs assurés, situation qui leur permettra plus difficilement de trouver une compensation aux sinistres de la guerre, dans les polices de leurs assurés civils et étrangers.

CHAPITRE IV.

L'assurance du risque de guerre.

A l'exception de quelques sociétés étrangères, les compagnies sont restées fidèles au vieux principe que la guerre est exclue des risques garantis par la police, malgré les tempéraments qu'elles lui ont apportés.

En revanche, divers systèmes ont été organisés, successivement, pour assurer le risque de guerre.

L'on peut dire, *grosso modo*, que l'histoire des effets de la guerre sur le contrat, et celle de l'assurance du risque ont passé par trois phases progressives, la première période expire en 1871, la seconde va à peu près de 1871 à 1887, la troisième part de cette date et dure encore.

Nous ferons rapidement l'historique de la question, puis examinerons, successivement, quels sont les effets de la guerre sur le contrat, et quels sont les systèmes d'assurance en usage.

SECTION I.

Historique.

Première période. — Jusqu'en 1871, les compagnies françaises se sont tenues, expressément, au principe que les deux termes guerre et assurance s'excluaient réciproquement. Elles ne consentaient à garantir sous aucune condition, le risque de guerre.

Il y a, disent les polices de ce temps, *nullité du contrat* lorsque l'assuré meurt à la guerre ou des suites des blessures qu'il y a reçues. S'il a été versé moins de trois annuités sur la police, les primes perçues restent acquises à la compagnie ; si le contrat a plus de trois ans, cette dernière paie aux ayants-droit de l'assuré, la somme qu'elle aurait dû verser en rachetant la police la veille de l'entrée en campagne. Ces dispositions étaient, au fond, quelque peu contradictoires. Comment le contrat pouvait-il être nul, et donner lieu cependant à une liquidation ? Le terme nullité était impropre ; en réalité il ne s'agissait que d'une résiliation.

Toutefois, le contrat n'était annulé qu'autant que l'assuré mourait à la guerre, ou des suites des blessures qu'il y avait reçues. Par suite, s'il survivait, sa police continuait à être en cours, comme si la guerre n'avait pas eu lieu.

A cet égard, ce système était avantageux pour l'assuré puisqu'il n'avait aucune formalité à accomplir pour remettre son contrat en vigueur à la fin de la guerre, mais cet avantage était plus que compensé par l'obligation de continuer à payer les primes pendant les hostilités, à peine de résiliation de la police. Aucune procédure n'était organisée pour permettre à l'assuré de payer les primes arriérées, et, en conséquence, de faire rentrer son contrat en vigueur. Il était, à cet égard, livré au bon plaisir de la compagnie.

Un autre inconvénient du système était de ne pas préciser dans quels cas l'assuré était considéré comme décédé des suites de ses blessures. L'imprécision de la police aurait été la cause de contestations inévitables si de nombreux assurés étaient morts à la guerre ; il ne s'en produisit pas, au moins en justice, en raison du faible développement de l'assurance à cette époque.

Ainsi les conditions faites à l'assuré étaient très dures. Obligé de supporter la guerre, force majeure, il se trouvait frappé de déchéance par la compagnie s'il y périssait, et cette déchéance avait toutes les apparences d'une punition. Aux yeux des ayants-droit de l'assuré, la compagnie réalisait un gain injuste en rachetant la police.

La question du risque de guerre n'avait heureusement pas à cette époque d'intérêt pratique en raison

du mode de recrutement de l'armée. Seuls les officiers des troupes impériales constituaient un élément assurable, exposé au risque de guerre, et, en fait, ils ne s'assuraient pas.

Par contre l'introduction, dès cette époque, en Prusse, du service militaire obligatoire, imposait aux compagnies de ce pays le devoir de s'occuper sans plus tarder de l'assurance du risque de guerre et à prendre position dans la question. Elles se prononcèrent unanimement pour l'exclusion de la guerre des risques couverts par la police, mais certaines organisèrent, immédiatement, la garantie intégrale du risque, au moyen d'une convention spéciale, accessoire au contrat principal, et stipulant le paiement d'une surprime variant avec les sociétés de 4 à 10 % du capital assuré.

La guerre de 1870-1871 éclata sur ces entrefaites. En Prusse, les résultats du système précité furent favorables aux compagnies, mais l'assurance sur la vie était encore si peu entrée dans les mœurs que le nombre des assurés tués pendant cette campagne, et garantis contre le risque de guerre, fut minime.

L'expérience fut faite sur une échelle trop petite pour qu'il soit permis d'en tirer des conclusions définitives. Voici quel fut pour la Compagnie la « Gotha » le bilan de la guerre franco-allemande. Cette société exigeait pour le maintien en cours du contrat, le paiement d'une surprime de 4 à 6 % du capital

stipulé, suivant la situation militaire de l'assuré. 514 assurés furent mobilisés ; sur le nombre 195 seulement, soit à peine les 2/5^{èmes}, consentirent à laisser leur contrat en vigueur en signant la convention prévue et en acquittant la surprime ; 15 demandèrent le rachat ; le reste, soit 366, c'est-à-dire la grosse majorité, laissa suspendre les effets des polices. Le nombre des assurés tués à la guerre fut de 26, soit 5% environ des assurés mobilisés ; 15 d'entre eux avaient leurs polices suspendues, 11 avaient versé la surprime de guerre, qui avait servi à constituer un fonds de 19.852 marks. Or le capital total des polices sinistrées n'était que de 15.500 marks. Si l'on tient compte de la réserve de ces contrats, la surprime prévue était beaucoup trop forte, et elle permettait à la compagnie de réaliser un bénéfice considérable.

En France, la défaite fut cause que de nombreux assurés, qui ne devaient pas normalement être exposés au risque de guerre, firent campagne, et la question de l'assurance de ce risque prit, de ce fait, l'intérêt pratique qui lui manquait jusqu'alors.

Conformément aux conditions générales de leurs polices, leurs contrats furent « annulés » en cas de décès. Des difficultés s'élevèrent au sujet des gardes nationaux mobilisés, assurés sur la vie, qui furent tués en combattant. Ces difficultés ont été exposées dans le chapitre I^{er}. Rappelons, qu'il y eut des contestations judiciaires, et que les procès furent tran-

chés par interprétation des clauses des polices de chaque compagnie intéressée, qui n'étaient pas toutes semblables. Pour mémoire, la Cour d'Appel de Paris a décidé que la clause aux termes de laquelle une police exclut le risque de mort à la guerre, ne devient pas nulle si l'assuré, étant requis en sa qualité de garde national sédentaire de faire un service d'ordre public dans le département où il a son domicile, ne s'applique pas au cas de guerre, mais au cas d'émeutes, séditions, associations de malfaiteurs, spécifiés par l'article 107 de la loi du 26 juin 1851, sur la garde nationale. Les héritiers furent donc déboutés de leur demande contre la compagnie. Par contre, la Cour de Douai a décidé que la clause d'une police stipulant l'annulation du contrat en cas de décès survenu à la guerre ne s'applique pas aux gardes nationaux, à quelque catégorie qu'ils appartiennent.

Devant le péril, des sociétés mutuelles spéciales, absolument indépendantes des compagnies d'assurances, se constituèrent en 1870-1871, pour réparer en commun le dommage causé par la mort de leurs adhérents. Des projets très vastes furent échafaudés, qui ne devaient pas moins qu'englober la garde nationale, l'armée active, les francs-tireurs, les mobiles, et même les non-combattants. Les membres de cette association devaient être divisés en trois catégories, ayant chacune leur caisse distincte, mais qui

devaient se prêter mutuellement leur concours financier, pour permettre à la société de donner soit à la famille des morts, soit aux blessés invalides, une somme égale à cinq fois leur apport. L'association ne fut pas mise sur pied, du moins sur les larges bases prévues. Il se forma plusieurs associations distinctes, dont la plus importante fut la « Société d'Assurance mutuelle des gardes nationaux de la Seine ». Cette association dut, conformément à la législation en vigueur, demander l'autorisation de l'État. Cette autorisation lui fut donnée par un décret du Gouvernement de la Défense nationale, du 21 octobre 1870.

La société était constituée, en principe, pour toute la durée de la guerre, à condition, toutefois, que cette dernière ne se prolongeât pas plus d'une année à compter de sa constitution ; auquel cas elle devait se dissoudre à l'expiration de ce délai. L'association avait pour but de verser une certaine indemnité aux ayants-droit du sociétaire mort à la guerre, dans un délai d'un mois à compter de la dissolution de la société, si cette dissolution se faisait avant la signature de la paix. Par mesure de précaution, le Conseil d'administration de la société était autorisé, un mois après la constitution définitive de cette dernière, à décider qu'à partir de cette date, les souscriptions reçues ne donneraient plus droit qu'aux $\frac{2}{3}$ de l'indemnité. La caisse de l'association était alimentée par des versements volontaires, variant, au choix du sociétaire, de

25 à 500 francs. Le produit de ces souscriptions, et des libéralités que la société était autorisée à recevoir, devait être réparti proportionnellement aux mises, mais sans qu'en aucun cas la somme versée aux ayants-droit de l'assuré décédé puisse excéder 75 fois l'apport de l'associé. L'association donna d'excellents résultats, car, par bonheur, il ne se produisit qu'un décès, pour lequel elle versa 4.500 francs (75 fois la mise de 20 francs). Comme le Gouvernement de la Défense nationale avait généreusement doté l'association de 25.000 francs, ce fut lui qui paya le sinistre. Les sociétaires furent remboursés de leurs cotisations, soit de 13.000 francs. L'excédent fut remis au Ministre de l'Intérieur pour être employé en secours.

Parmi les sociétés de même genre, il y a lieu de citer la « Défense mutuelle de Paris » organisée sur un plan semblable. Elles ne paraissent d'ailleurs pas avoir fonctionné.

Enfin l'État lui-même est intervenu pendant la guerre, et a manifesté l'intention de rendre l'assurance obligatoire pour les combattants du siège de Paris. L'État se chargeait lui-même du recouvrement des primes, sous la forme d'un impôt spécial.

L'embryon du système est exposé dans un décret du Gouvernement de la Défense nationale rendu le jour même de son installation. « Considérant que les devoirs de la République sont les mêmes à l'égard des victimes du bombardement de Paris, qu'à l'égard

de ceux qui succombent les armes à la main pour la défense de la patrie (le gouvernement) décrète : Tout français frappé par les balles prussiennes est assimilé au soldat frappé par l'ennemi. Les veuves de ceux qui ont péri par l'effet du bombardement de Paris, les orphelins de père ou de mère sont assimilés aux veuves et aux orphelins des soldats tués à l'ennemi. » Le décret ne disait pas comment ils seraient les uns et les autres, indemnisés de la perte causée par le décès du chef de famille.

Ce décret resta lettre morte. Il est cependant intéressant en raison de l'idée qu'il contient.

Deuxième période (1871-1887). — Pendant cette période, les compagnies de toutes nationalités étudient sérieusement le risque de guerre, et adoptent les lignes générales de leurs dispositions relatives aux effets du risque sur le contrat, et aux moyens de le garantir. L'on peut dire que la loi militaire de 1872, en instituant, en France, le service obligatoire, a donné à la question, dans notre pays, sa véritable raison d'être. Son intérêt a cru au fur et à mesure que nos lois militaires successives ont augmenté le nombre des assurés mobilisables. Après une lutte très vive entre les partisans de la non-assurabilité du risque de guerre, et ceux de son assurabilité, il ne resta plus de compagnies qui se refusassent à couvrir le risque de guerre, au moins partiellement, à quelque condition que ce fût. Déjà, du reste, à cette époque,

certaines compagnies étrangères déclaraient le risque de guerre sans effet sur leurs contrats et s'engageaient à le garantir, sans convention spéciale, et sans surprime.

Les compagnies françaises n'abandonnèrent pas le principe que la guerre est exclue des risques couverts par la police, et conservèrent à cet égard les dispositions antérieures à la guerre de 1870. Elles modifièrent, légèrement, les clauses concernant l'effet de guerre sur le contrat. Désormais, lorsque l'assuré est appelé à un service de guerre contre une puissance étrangère, il n'y a plus « nullité » du combat, comme autrefois lorsque l'assuré était mort à la guerre ou des suites des blessures qu'il y avait reçues. Il y a maintenant résiliation du contrat, mais la portée de la cause de résolution du contrat s'est considérablement étendue.

Elle n'atteint plus seulement l'assuré mort à la guerre ou de ses suites, elle affecte tous les assurés mobilisés. Au point de vue de leurs effets, la nullité de jadis et la résiliation d'alors ne se différenciaient que par le mot. Si les trois premières annuités n'avaient pas été acquittées, les primes perçues restaient acquises à la compagnie ; dans le cas contraire, la compagnie versait à l'assuré, ou à ses ayants-droit, la somme qu'elle aurait dû payer en rachetant le contrat la veille de l'entrée en campagne. Les polices n'organisent pas encore de procédure permettant à l'assuré

de remettre son contrat en cours s'il survit à la guerre. Toutefois, l'assuré trouvait dans la résiliation de son contrat l'avantage de ne pas avoir à payer de primes pendant la campagne.

Malgré le maintien de ces dispositions rigoureuses, un grand pas en avant avait cependant été fait, les compagnies consentant à garantir l'assuré contre le risque de guerre au moyen d'une convention spéciale, additionnelle au contrat. Cette convention, constatée par un avenant, garantit le paiement du capital assuré en cas de mort à la guerre, contre le versement d'une surprime. Le taux de cette surprime, son mode de fixation et les effets de cette convention étant restés sensiblement les mêmes depuis cette époque, nous en renvoyons l'étude à la section II du présent chapitre, consacrée à l'examen des divers systèmes actuellement en vigueur. Il y a lieu, toutefois, de noter, dès maintenant, qu'à cette époque la surprime de guerre était calculée sur le capital assuré sans que l'on tienne compte de la valeur de rachat du contrat.

Troisième période. — Les incidents de frontière de 1887, notamment l'affaire Schnœbelé, amenèrent les compagnies à compléter leurs dispositions, et à présenter un nouveau système d'assurance du risque de guerre. Nous sommes, ainsi, conduits à l'époque présente.

SECTION II.

Effets de la guerre sur le contrat d'assurance.

Les compagnies qui continuent à exclure la guerre des risques garantis par la police, représentent toujours la très grosse majorité. Celles qui acceptent de couvrir purement et simplement ce risque, ne constituent que des exceptions. Elles sont toutes étrangères.

Pour ces dernières, la question des effets de la guerre sur le contrat ne se pose pas. La guerre étant admise parmi les risques couverts par la police, le contrat suit son cours en temps de guerre comme en temps de paix, sans aucune différence.

Actuellement, en France, la situation est la suivante :

Le risque de guerre n'est garanti, intégralement ou partiellement, que par une convention spéciale, additionnelle à la police. Du jour où les assurés en cas de décès, incorporés à un titre quelconque dans l'armée sont considérés pour la solde et les allocations comme entrés en campagne, leurs polices sont « suspendues ». Cette suspension dure, en général, jusqu'à l'expiration du huitième mois qui suivra la cessation des hostilités.

Toutefois, à la différence des anciennes règles, le

contrat n'est pas résilié. En conséquence, si l'assuré est encore en vie à l'expiration du délai ci-dessus, sa police rentrera en cours de plein droit, sans accomplissement d'aucune formalité. L'assuré doit simplement payer le montant des primes échues pendant la durée de la guerre, et qu'il n'a pas eu à acquitter puisque son contrat était suspendu.

Les compagnies stipulent que le montant des primes arriérées est augmenté d'un intérêt de retard de 4 %. l'an. Le paiement de cet intérêt moratoire est, à première vue, injustifié. Il ne se comprendrait que si l'assuré devait acquitter les primes échues pendant la guerre aux époques stipulées au contrat. Le retard apporté aux versements des primes ne provient pas de son fait. Les compagnies peuvent répondre que la prime demandée à l'assuré est calculée d'après les lois des intérêts composés, et qu'elles ne peuvent, en conséquence, payer à l'échéance le capital stipulé qu'autant que les primes leur ont été exactement versées aux époques déterminées.

Ainsi donc, les compagnies garantissent le paiement intégral du capital prévu, si l'assuré décède des suites d'une blessure ou d'une maladie contractée à la guerre, à condition que ce décès se produise plus de huit mois après la cessation des hostilités.

Si l'assuré survivant désire remettre son contrat en cours avant l'expiration du délai de huit mois, les compagnies ne se refusent pas à accéder à sa de-

mande à condition qu'il passe un examen médical devant un médecin désigné par elle, et qu'elle juge les résultats de cet examen satisfaisants. Le refus de la compagnie d'accepter la remise en cours anticipée du contrat, en raison du mauvais état de santé de l'assuré, ne saurait, à notre avis, être définitif et autoriser celle-ci à s'opposer à la réintégration de plein droit de la police, à l'expiration du délai de huit mois. L'assuré en demandant à abréger la durée du délai d'épreuve qui lui est imposé, n'a fait qu'exercer une faculté qui lui est reconnue par les conditions générales de sa police. Il n'en saurait résulter pour lui de cause de déchéance. Ainsi donc, à l'expiration du délai d'épreuve, la compagnie reprend en bloc tous les risques bons et mauvais des assurés militaires survivants.

Les polices ne disent pas pendant combien de temps l'assuré conservera le droit de remettre son contrat en cours par le simple paiement des primes arriérées, une fois le délai de huit mois expiré. L'assuré doit, à notre avis, profiter de cette faculté jusqu'au moment où il a reçu de la compagnie une lettre recommandée le mettant en demeure d'acquitter les primes arriérées dans un certain délai. Cette lettre de mise en demeure lui parviendra, au plus tard, un mois après l'échéance de la première prime due après la cessation définitive des hostilités.

Si l'assuré militaire décède entre le jour où il est

considéré comme entré en campagne et celui où sa police est remise en cours, la compagnie, quelle que soit la cause du décès, est libérée en versant aux ayants-droit le montant de la réserve mathématique du contrat, à supposer même qu'une seule prime ait été payée. Par comparaison avec les règles antérieures, cette disposition constitue un sérieux progrès. Auparavant, lorsque l'assuré n'avait pas versé trois annuités au moins, l'assurance était tenue pour sans effet et les primes perçues restaient acquises à la compagnie. Lorsqu'il avait été payé plus de trois primes annuelles, la compagnie versait aux ayants-droit la valeur de rachat de la police, calculée à la date de l'entrée en campagne. Or la réserve mathématique est toujours supérieure à la valeur de rachat. La différence entre ces deux sommes est particulièrement sensible dans les catégories d'assurances, où le capital, payable en cas de vie de l'assuré à l'échéance, est supérieur à celui versé en cas de décès avant cette date. C'est le cas des assurances combinées et de l'assurance mixte à capital doublé.

Pour certaines catégories d'assurance, l'assurance mixte à terme fixe et l'assurance dotale avec contre-assurance, les compagnies consentent même, généralement, à verser aux ayants-droit de l'assuré tué à la guerre, plus que la réserve mathématique du contrat. En pareils cas, l'assureur verse aux ayants-droit, à l'échéance du contrat, la valeur de réduction

de la police. Cette valeur est égale au capital de celle-ci, réduit dans la proportion du nombre total des primes payées au nombre des primes stipulées. Par dérogation aux dispositions en vigueur pendant le temps de paix, le contrat d'assurance mixte à terme fixe, ou d'assurance dotale de l'assuré tué à la guerre, a une valeur de réduction payable à ses héritiers, à supposer qu'il n'ait été versé qu'une seule annuité. Les compagnies sont plus libérales lorsqu'il s'agit d'une assurance mixte à terme fixe, ou d'une assurance dotale avec contre-assurance, parce que dans ces deux catégories d'assurance, le capital est payable à l'échéance, que l'assuré soit vivant ou non à cette date. La mort de l'assuré à la guerre est assimilée, non pas à la mort de l'assuré en temps de paix, mais à la cessation volontaire du paiement des primes, avec cet avantage en plus que le contrat a une valeur de réduction dès le paiement d'une seule annuité.

Par contre, lorsqu'il s'agit d'une assurance temporaire, ou d'une assurance de survie, si le décès de l'assuré se produit soit à la guerre, soit dans le délai d'observation de huit mois, et quelle qu'en soit la cause, la compagnie n'a rien à payer aux ayants-droit, et elle garde dans sa caisse les primes reçues quel qu'en soit le nombre.

Au premier abord, la compagnie semble faire preuve à l'égard des assurés de ces deux catégories d'une sévérité injustifiée.

Il n'en est rien cependant. La réserve des contrats d'assurance temporaire et de survie est très faible. Pour toutes les polices d'assurance de survie en cours dans l'une des plus grandes compagnies françaises, la réserve totale atteint quelques milliers de francs. La somme à verser aux ayants-droit de l'assuré mort à la guerre serait dérisoire.

En payant la réserve mathématique, et, en certains cas, la valeur de réduction du contrat, quel que soit le nombre des primes payées, les compagnies ont fait une importante concession à leur clientèle. Les ayants-droit des assurés décédés à la guerre reçoivent ainsi la somme exacte qui leur est due. Les compagnies s'interdisent de réaliser un bénéfice du fait de la guerre, et elles renoncent à exercer une retenue, à titre d'indemnité de résiliation.

La réserve de chaque contrat, en cas de décès de l'assuré à la guerre, est calculée en se plaçant au jour de l'entrée en campagne, si l'on s'en rapporte aux anciennes dispositions des compagnies qui ne semblent pas avoir été abrogées. Il serait plus exact de prendre comme date de calcul, le jour à partir duquel l'assuré a été considéré pour la solde et les allocations comme entré en campagne, puisque c'est à compter de ce jour qu'il y a risque de guerre. La différence peut être sensible s'il s'agit d'un assuré appartenant à l'armée territoriale ou à la réserve de cette armée, et qui comme tel est susceptible d'être

tre mobilisé longtemps avant d'être envoyé sur le théâtre des hostilités. Il découle de ce que la réserve de chaque contrat sinistré est décomptée au jour de l'entrée en campagne, qu'il n'y a pas lieu de déduire de la somme versée aux ayants-droit de l'assuré le montant des primes échues pendant la guerre.

Nous touchons avec le paiement des primes pendant la période de guerre, une question importante qui n'est pas encore élucidée.

En principe, les primes cessent d'être exigibles pendant la durée de guerre, en raison de la suspension des effets de la police. C'est là pour les assurés soumis au risque de guerre le meilleur avantage du système. Toutefois, à première vue, la clause qui consacre ce principe, telle qu'elle est rédigée dans les polices françaises, paraît contenir une contradiction. Il y est dit que si l'assuré survit à la guerre et au délai d'observation de huit mois, il a la faculté de remettre son contrat en cours, à condition de payer à la compagnie les primes arriérées et des intérêts de retard de 4 % l'an « pour les primes qui n'auraient pas été payées à l'échéance ». Il semblerait d'après ces derniers mots que les primes n'ont pas cessé d'être exigibles pendant toute la durée de la guerre et du délai d'observation.

A notre avis, la contradiction n'est qu'apparente et la clause de la police peut s'expliquer comme suit. La compagnie ne demande pas à l'assuré le verse-

ment de sa prime dans les délais fixés pour le temps de paix, elle attend pour ce règlement que la période dite de guerre soit terminée.

Cette attitude lui est imposée par la suspension des effets des polices soumises au risque de guerre, motivée par le fait que ce risque n'est pas garanti. Ainsi donc, la compagnie ne peut pas par application des conditions générales des contrats en vigueur en temps de paix, résilier la police pour défaut de paiement des primes échues.

Toutefois, la compagnie ne refuse pas d'accepter, pendant la période dite de guerre, le paiement volontaire des primes échues sur les contrats appartenant aux assurés mobilisés, étant bien entendu que le versement n'a pas pour effet de remettre en cours la police pendant la période dite « de guerre », et de rendre garanti le risque de guerre exclu du contrat. Les assurés mobilisés ont un avantage appréciable à ne pas attendre le retour de la paix pour le paiement des primes échues, s'ils disposent des ressources pour le faire. Ils évitent ainsi, en cas de service à la guerre, d'avoir à payer les intérêts moratoires de 4 % et d'avoir à verser une somme trop forte, si, au moment de la remise en vigueur de la police, vient s'ajouter, à bref délai, aux primes arriérées, la première prime échue depuis la cessation de la période de guerre.

Si l'assuré décède à la guerre ayant payé les primes échues pendant la suspension du contrat, ou bien

la compagnie remboursera le montant de ces primes aux ayants droit, ou bien elle devra en tenir compte dans le calcul de la réserve qu'elle a à leur verser.

Quoi qu'il en soit, il est à souhaiter que les compagnies adoptent, dès le temps de paix, des dispositions plus explicites sur ce sujet.

Sur cette question s'en greffe une seconde, que les compagnies ont, également, omis d'éclaircir ; c'est celle du paiement des primes échues pendant la période de guerre sur les polices appartenant aux assurés non militaires.

En raison du silence des polices, il y a lieu d'admettre que les conditions générales des contrats concernant le versement des primes en temps de paix s'appliquent en temps de guerre. Toutefois, si les compagnies ne décident pas, au dernier moment, d'apporter un large tempérament aux dispositions en vigueur, elles risquent de se mettre, dans l'obligation de résilier la majorité des polices des assurés non militaires. En raison de la crise financière qui ne peut manquer de sévir, il sera presque toujours matériellement impossible à ces derniers d'acquitter la prime dans le délai de quatre semaines prévu pour le temps de paix.

D'autre part, si la compagnie n'envoie pas à ces assurés, à l'expiration de ce délai, la lettre recommandée d'usage les mettant en demeure d'effectuer leurs versements dans un dernier délai, elle con-

tinuera à assumer la charge du risque, et devra, en cas de décès d'un assuré militaire, payer la totalité du capital assuré, même si les primes échues n'ont pas été régulièrement acquittées. Il ne lui restera que la ressource de déduire le montant de ces primes du capital versé.

Les compagnies seront donc amenées, à notre avis, à adresser, en temps de guerre, à leurs assurés, une lettre de mise en demeure. Pour éviter les résiliations immédiates, les dispositions de cette lettre recommandée devront être différentes de celles du temps de paix. Cette lettre devra accorder à l'assuré un très long délai pour se libérer, et lui rappeler qu'il peut dans la majorité des cas, acquitter sa prime, au moyen d'une avance sur la valeur de rachat de son contrat.

La compagnie ignorant quels sont, exactement, ses assurés civils et ses assurés militaires, devra envoyer sa lettre de mise en demeure à tous sans exception. Elle devra, toutefois, insérer dans sa lettre de mise en demeure, la réserve que, au cas où cette lettre toucherait un assuré militaire, elle n'apporterait pas de dérogation aux clauses de la police concernant le risque de guerre.

L'ensemble des observations ci-dessus présentées ne sera naturellement susceptible d'application qu'autant qu'une loi n'interviendra pas, pendant le conflit, pour remettre les échéances.

Malgré le principe que la guerre suspend les effets

du contrat et ne le résilie pas, il se produira encore, lors du prochain conflit, de nombreuses résiliations. Ce sera le cas des contrats déjà grevés d'une avance, et dont les assurés militaires ne pourront payer les intérêts en raison de l'état de guerre.

Pour ces derniers en effet, la clause d'usage que la compagnie rachète d'office la police en cas de non paiement des intérêts, continuera à produire son effet, en temps de guerre comme en temps de paix. L'avance est un placement pour la compagnie, et, en conséquence, la suspension de la police n'a aucune influence sur elle.

L'assuré ayant reçu, à ce titre, une somme pouvant atteindre les $9/10^{\text{èmes}}$ de la valeur de rachat de sa police, il est possible que les intérêts dûs ajoutés à la somme avancée menacent de dépasser la totalité du prix de rachat de la police. Pour parer à ce danger, la compagnie est dans la nécessité de racheter le contrat sans plus attendre. Toutefois, en raison du silence des conditions générales des polices, il est permis d'espérer qu'au cas où l'assuré n'aurait pas, après la cessation de la guerre, touché encore ce qui lui revient sur le prix de rachat d'office de son contrat, la compagnie ne refuserait pas, après le retour de la paix, d'accepter le paiement des intérêts arriérés, et de remettre le contrat en cours, comme elle le ferait s'il s'agissait du versement des primes impayées.

Une dernière question reste à examiner, celle de

la constatation des sinistres de guerre. Les compagnies exigent, en temps de paix, que le sinistre leur soit notifié, dans la forme écrite, par l'ayant-droit, dans un délai de trois mois. Pour les assurés décédés sous les drapeaux en temps de guerre qui ont maintenu leur police en cours au moyen d'un avenant, les compagnies stipulent habituellement, que ce délai de trois mois ne commence à courir que du jour de la signature de la paix. A l'appui de la déclaration de sinistre, les compagnies demandent, en temps normal, qu'il leur soit fourni, entre autres pièces, un acte officiel de décès et un certificat du médecin traitant, constatant la nature de la maladie à laquelle l'assuré a succombé. Les conditions générales des polices ne prévoient pas quelles sont les pièces à produire en cas de sinistre de guerre. La force des choses obligera les compagnies à se montrer conciliantes à ce sujet. En cas de sinistre à la guerre, le délai de trois mois prévu par l'assureur est bien court pour permettre aux ayants-droit de l'assuré de s'enquérir si le décès de leur auteur a été constaté officiellement par les autorités militaires, ou si ce dernier n'a pas été simplement porté comme disparu. D'autre part, sauf dans des cas très rares, il leur sera impossible de remettre à la compagnie le certificat médical précité. C'est une condition qui devra être écartée. En ce qui touche l'acte de décès officiel exigé par la compagnie, il consistera, non plus comme en temps de paix, dans

l'acte de décès normal, mais dans un extrait de l'expédition de l'acte de l'état civil prévu par les articles 93 et suivants du Code civil. Quant aux disparitions si fréquentes à la guerre, les polices n'organisent aucune procédure pour parvenir au règlement des contrats appartenant aux assurés disparus. En revanche, certaines compagnies ont pris soin de réglementer la question en ce qui touche les assurés disparus qui auraient souscrit la convention spéciale, ayant pour effet de maintenir la police en cours pendant la durée de la guerre. En raison de leur silence, on doit présumer que les compagnies ont entendu se référer, en ce qui concerne les assurés disparus dont les contrats ont été suspendus, aux prescriptions légales relatives à l'absence.

Or, la longue procédure de l'absence va empêcher les ayants-droit de l'assuré de toucher le capital avant une époque lointaine et les privera ainsi du véritable bénéfice du contrat. La situation des ayants-droit est donc très précaire si l'on applique purement et simplement, lors de la prochaine guerre, les dispositions du titre de l'absence.

Il y a lieu, toutefois, d'espérer qu'à l'occasion du premier conflit, et sous la poussée de la nécessité, des mesures législatives spéciales seront prises pour permettre de constater facilement, et rapidement, le sort des militaires disparus, à l'exemple de ce qui a été fait pour les guerres de la Première République et

de l'Empire (loi du 13 janvier 1817) et pour la guerre franco-allemande (loi du 9 août 1871).

Ces deux lois ont, cependant, un sérieux besoin d'être revues et complétées. La seconde ne fait que déclarer applicables aux Français disparus, entre le 19 juillet 1870 et le 31 mai 1871, les dispositions de la loi du 13 janvier 1817. Quant à la première, son seul, mais important avantage, est de permettre l'ouverture immédiate de la procédure tendant à la déclaration d'absence. Les tribunaux sont autorisés à rendre le jugement déclaratif d'absence ou de décès « un an à compter de l'enquête officielle du procureur de la République auprès du ministre de la Guerre, ou du ministre de la Marine, selon le cas, à condition que l'on n'ait plus de nouvelles du disparu depuis deux ans. » Toutefois, la portée de la loi du 13 janvier 1817 se trouve très réduite du fait qu'elle n'ajoute rien au droit commun des preuves admises en remplacement des actes de l'état civil. « La preuve testimoniale, dit-elle dans son article 5, ne sera autorisée, conformément à l'article 46 du Code civil, qu'autant qu'il sera prouvé, soit par l'attestation du Ministre de la Guerre ou de la Marine, soit par toute autre voie légale, qu'il n'y a pas eu de registres, ou qu'ils ont été perdus ou détruits en tout ou partie, ou que leur tenue a éprouvé des interruptions ».

En attendant un texte législatif, qui ne sera qu'une loi de circonstances votée après la guerre, les com-

pagnies ne peuvent-elles pas, d'accord avec les assurés, déterminer, dès le temps de paix, la procédure applicable en cas de disparition, afin de permettre aux bénéficiaires de toucher le capital assuré avec le moindre retard? Les compagnies paraissent disposer de deux moyens de parvenir à ce but. Le premier et le plus simple serait d'étendre à tous les assurés militaires les dispositions prévues, en cas de disparition, pour les assurés militaires qui maintiennent leurs polices en cours au moyen d'un avenant de guerre. Pour ces derniers, il est convenu que le capital du contrat sera versé à leurs ayants-droit sur production d'un acte de notoriété, attestant la disparition, et d'un certificat émanant de l'autorité militaire constatant en quelle qualité l'assuré servait dans l'armée. Le second procédé s'inspirerait des mesures habituellement employées par les compagnies pour le règlement des polices transmissibles par voie d'endossement, qui ne peuvent leur être représentées lors du sinistre ou à l'échéance. La compagnie ignorant en pareil cas, s'il n'y a pas eu changement de bénéficiaire par suite d'un endos, refuse, pour ne pas être exposée à payer deux fois, de verser le capital assuré au bénéficiaire primitif ou aux héritiers de l'assuré, avant l'accomplissement de la prescription trentenaire. Toutefois, elle accepte, en général, de remettre sans plus tarder, le capital à la Caisse des Dépôts et Consignations, et d'en employer

le montant à l'achat de certaines valeurs déterminées, dont les coupons sont payés au bénéficiaire primitif ou aux héritiers apparents moyennant quelques garanties. A défaut de capital, l'intéressé touche au moins les revenus produits par ce placement. Les compagnies pourraient stipuler avec l'assuré qu'en cas de disparition de ce dernier à la guerre, elles serviraient les intérêts produits par la réserve du contrat jusqu'à ce que soit rendu le jugement déclaratif d'absence. Au cas où l'assuré que l'on croyait disparu réapparaîtrait, le montant de ces intérêts serait déduit de la somme que la compagnie aurait à remettre, soit à lui, soit à ses ayants-droit, à quelque titre que ce soit.

Les dispositions, qui ont été examinées ci-dessus, sont celles de la très grande majorité des compagnies françaises. En raison d'un accord intervenu entre les sociétés les plus importantes, la rédaction des clauses des polices concernant les effets du risque de guerre sur les contrats, est, à peu de chose près, identique. Ces dispositions représentent, en regard de l'ensemble des règles adoptées dans les divers pays, une solution moyenne. L'idée générale qui les anime est un esprit de protection des intérêts de la compagnie, concilié avec les droits stricts de l'assuré. En France, quelques compagnies moins importantes et qui ont, de ce fait, plus à craindre que les autres le risque de guerre, ne garantissent encore, en cas de sinistre, que le paiement de la valeur de rachat. Aucune n'assure

le paiement intégral du capital assuré, à moins d'une convention ou d'une police spéciale.

Quelques-unes exigent encore un examen médical satisfaisant, pour la remise en cours de la police, à l'expiration du délai de huit mois suivant la cessation des hostilités. Il convient de noter, à ce sujet, que leurs conditions générales sont muettes sur la situation des assurés refusés à cet examen. Il y a lieu de penser que, puisque le sinistre de guerre a été heureusement évité, la compagnie doit verser, à l'échéance du contrat ou lors du décès de l'assuré, non plus la valeur de rachat, ou la réserve de la police, mais sa valeur de réduction.

A l'étranger, les compagnies qui considèrent la guerre comme un risque entraînant, *ipso facto*, la résiliation du contrat, se font de plus en plus rares.

En général, elles ont adopté des dispositions analogues à celles prises par les grandes sociétés françaises. Certaines sont plus libérales et remboursent, en cas de sinistre de guerre, aux ayants-droit de l'assuré, la totalité des primes versées, comme s'il s'agissait d'une assurance en cas de vie avec contre-assurance. Elles compensent les frais d'acquisition de l'affaire, et le prix du risque couru, avec l'intérêt produit par le montant des primes placées. Certaines même assurent intégralement le risque sans convention spéciale ni surprime. L'état de guerre n'a aucune influence sur les effets de leurs polices, nous

les retrouverons en examinant l'assurance du risque de guerre sans surprime.

En résumé, l'effet de la guerre sur les polices d'assurance sur la vie a passé successivement par quatre phases : la nullité du contrat, sa résiliation, la suspension de ses effets, et pour certaines compagnies étrangères, l'admission complète et sans surprime de la guerre au nombre des risques garantis par le contrat.

SECTION III.

Des divers systèmes en usage pour l'assurance du risque de guerre.

En raison des difficultés que présente cette assurance, et étant donné qu'aucun des systèmes en vigueur n'a encore été soumis à l'épreuve d'une grande guerre européenne, de nombreux systèmes ont été proposés pour l'assurance du risque de guerre. Il n'y a pas de compagnie qui n'ait de règles particulières sur ce sujet, au moins sur certains détails. Cependant dans l'ensemble, les compagnies françaises forment un groupe assez homogène. D'autre part, les systèmes proposés offrent des points communs suffisants pour que l'on puisse les ranger en deux grandes catégories, ceux qui assurent le risque de guerre sans aucune surprime, et ceux qui ne couvrent le risque que contre le paiement d'une surprime ou contre dépôt

à la compagnie d'une valeur équivalente, quoique de nature différente, à utiliser le cas échéant.

A ces deux grands groupes, on peut ajouter un troisième système, l'assurance du risque de guerre par l'État, bien que ce dernier procédé n'ait encore jusqu'à présent, qu'une importance théorique. Ce système est très ancien. Il a été imaginé à l'époque même où l'on a commencé à discuter l'assurabilité du risque de guerre, avant même la guerre de 1870. Les partisans de la non assurabilité arguaient du caractère de catastrophe nationale propre à la guerre, qu'il appartenait à l'État, et non pas aux sociétés d'assurances, de réparer le dommage causé par la mort du chef de famille.

A leurs yeux, il n'y avait du reste pas lieu de considérer si le soldat mort était assuré ou non, tous les militaires décédés étaient placés, à cet égard, sur un même pied d'égalité. Les fonds nécessaires devaient être demandés à l'impôt. Jusqu'ici il ne s'agit pas d'une assurance véritable, l'on est simplement en présence d'un procédé d'indemnisation. L'idée d'assurance apparaît lorsque l'on demande à l'État de percevoir un impôt calculé sur le modèle de la prime stipulée dans les contrats des sociétés d'assurances-vie. Les partisans du système étaient, d'ailleurs, divisés sur la détermination des citoyens assujettis au paiement de cet impôt, les uns demandaient que cette taxe soit principalement exigée de ceux qui n'ont pas été incorporés, les dispen-

sés et les réformés. La taxe militaire que ces derniers paient actuellement, aurait formé le premier fonds. Les autres préconisaient de réclamer cet impôt à tous les citoyens sans distinction. La nation, à l'égard du risque de guerre, ne constituait plus qu'une vaste mutualité. La plus grande obscurité règne sur les résultats que l'on espère d'un pareil système, et sur le mode d'emploi des capitaux ainsi recueillis. L'assurance par l'État n'a pas été organisée de façon à être pratiquée, sauf dans un seul pays, la Suisse, sous le nom d'Union Winkelried fondée en 1860. Cette association n'a d'ailleurs pas eu d'application. L'État s'engageait à payer, en temps de guerre, aux héritiers de tout assuré suisse, le capital stipulé, à condition que ce capital n'excédât pas 10.000 francs. Les primes étaient fixées d'après un tarif uniforme pour tous les citoyens. Les fonds nécessaires étaient produits par un impôt prélevé sur l'ensemble de la population non militaire, et par une retenue sur la solde des soldats. C'est à la même idée que se rattache le décret rendu par le Gouvernement de la Défense nationale dont il a été question plus haut.

L'assurance sur la vie étant devenue monopole d'État en Italie, depuis le 1^{er} janvier 1913, l'occasion était belle d'assurer le risque de guerre au moyen d'un impôt spécial levé sur tous les citoyens. Il n'en a rien été cependant. Les dispositions des polices délivrées par l'Institut National des assurances sont

conformes à celles d'une compagnie d'assurance privée, admettant, sans surprime, la guerre parmi les risques garantis par le contrat.

§ 1. — ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE

SANS SURPRIME.

L'admission de la guerre au nombre des risques garantis par la police est un système qui a été introduit en France par certaines compagnies étrangères opérant dans notre pays. Ainsi qu'il l'a été dit plus haut, ce système n'a pas réussi à prendre pied dans les sociétés françaises. Les conditions de l'assurance du risque de guerre dépendant, avant toute autre considération, de la situation géographique et politique et du mode de recrutement militaire spéciaux à chaque pays, il était naturel que la garantie du risque de guerre sans surprime fut inaugurée par les compagnies américaines, pour qui ce risque est, en définitive, très limité. L'isolement des États-Unis, et la composition de l'armée fédérale leur garantissent que le risque de guerre ne pourra pas, à moins de circonstances exceptionnelles et imprévues, prendre en Amérique une importance comparable à celle qu'il revêt normalement en Europe. Ces compagnies firent de l'assurance du risque de guerre sans surprime, une arme redoutable contre les compagnies indigènes, pour qui la tâche d'organiser l'assurance

du risque de guerre est beaucoup plus ardue. Leur exemple fut suivi par certaines compagnies ayant leur siège social dans un pays neutre, notamment en Suisse. Enfin, quelques compagnies allemandes importantes acceptèrent, également, d'admettre la guerre au nombre des risques permanents couverts par la police.

Pour toutes ces sociétés, le contrat reste en vigueur pendant la période de guerre, et en cas de mort de l'assuré, le capital prévu au contrat est intégralement versé aux ayants-droit.

En principe, la guerre reste sans influence sur les effets de la police. Il est rare, cependant, que les contrats ne contiennent pas quelques restrictions, afin de ne pas étendre indéfiniment la responsabilité de l'assureur. Les uns exigent qu'il ne s'agisse que de militaires mobilisés en raison du service obligatoire, laissant ainsi de côté les soldats, et plus spécialement les officiers de profession, pour lesquels le risque est considéré comme aggravé ; les autres stipulent que le contrat doit avoir déjà, au moment de la déclaration de guerre, une certaine durée, mesure nécessaire pour éviter qu'à ce moment critique, les propositions d'assurances n'affluent en masse ; le plus grand nombre limite à un certain chiffre, en général 10.000 francs pour les polices françaises de ces sociétés, ou l'équivalent de l'unité monétaire du pays pour les contrats indigènes, le capital de l'assurance que la com-

pagnie paiera en cas de décès à la guerre, sans qu'il ait été versé de surprime.

Le système de l'admission de la guerre parmi les risques couverts par la police, appelle d'importantes critiques. En ce qui touche, particulièrement, les compagnies françaises, il doit être rejeté, au moins dans l'état actuel des choses.

Notre situation géographique, notre organisation militaire, et nos derniers revers nous imposent plus qu'à tout autre peuple l'obligation de prendre en cette matière de grandes précautions.

Au point de vue du principe lui-même, le système de l'assurance du risque de guerre sans surprime suscite trois grandes critiques.

Il convient de se demander, en premier lieu, dans quelle mesure ce système est régulier. Le risque de guerre n'a pas été pris en considération lors de l'établissement des tables de mortalité, et il n'en est tenu compte ni dans la fixation des primes, ni dans le calcul des réserves.

D'autre part, il importe de ne pas perdre de vue que quel que soit son nom, une compagnie d'assurances sur la vie n'est jamais que le gérant à forfait de la mutualité des assurés exposés aux mêmes risques. Dans ces conditions, il est permis de se demander jusqu'à quel point la compagnie est fondée à accepter, sans surprime, la garantie d'un risque

grave qui n'affecte pas tous les membres de cette mutualité.

Signalons à ce sujet, que dans une question voisine de celle qui nous occupe, la Cour de Cassation allemande s'est prononcée dans le sens de la licéité de l'assurance du risque de guerre sans surprime. En 1888, l'une des compagnies les plus importantes de l'Allemagne, qui exigeait, jusqu'alors, le paiement d'une surprime pour garantir le risque de guerre, changeait brusquement d'avis, et décidait d'admettre, dorénavant, ce risque au nombre de ceux couverts par la police, sans aucune surprime. Certains assurés, non exposés au danger d'être appelés sous les drapeaux en cas de conflit, estimant que cette décision était capable d'ébranler la solidité financière de la compagnie, poursuivirent en justice l'annulation de cette réforme, comme susceptible de nuire à leurs intérêts.

Le Tribunal d'Empire les débouta de leur demande, arguant de la nécessité de garantir le risque de guerre, et de l'impossibilité néfaste, où l'on serait fatalement conduit, de changer quoi que ce soit, aux règles appliquées par la compagnie, si le vote unanime des assurés était nécessaire.

Les considérations que le Tribunal d'Empire a fait valoir sont exactes, mais elles ne sont pas convaincantes. Il n'a pas été fait état du fond même de la question, à savoir de la mutualité que constituent les

assurés. D'autre part, s'il est vrai qu'à peine de piétiner sur place, il ne saurait être demandé le consentement des assurés aux réformes de la compagnie, il faut cependant convenir que les assurés ont droit à certaines mesures de précaution lorsque la compagnie adopte de nouvelles dispositions susceptibles de les inquiéter. La solidité de la compagnie visée est indéniable. Les assurés non exposés au risque de guerre pouvaient néanmoins demander que la responsabilité assumée par la société du fait de la garantie du risque de guerre sans surprime, fût limitée à un certain chiffre.

En second lieu, l'assurance du risque de guerre sans surprime ne peut être le fait que de très rares compagnies européennes, et sous condition qu'elles adoptent des mesures de précautions fort sévères. Les sociétés qui pratiquent ce système doivent, de toute nécessité, se constituer des réserves libres spéciales très importantes, absolument distinctes des réserves normales de leurs contrats. Ces fonds de garantie particuliers doivent être assez forts pour permettre à la compagnie de supporter les sinistres produits par plusieurs guerres très rapprochées. Une grande guerre meurtrière comporte, en effet, moins de dangers pour l'assureur que deux guerres de moindre importance, éclatant à court intervalle. En l'absence de ces réserves spéciales, l'on ne voit pas comment les compagnies assurant le risque de guerre

sans surprime pourront se procurer les ressources nécessaires au règlement de leurs sinistres. D'autre part ces fonds de garantie spéciaux ne peuvent être prélevés que sur les bénéfices annuels de la société en temps de paix, c'est-à-dire très lentement. En un mot, l'assurance du risque de guerre sans surprime ne saurait être pratiquée, sans dangers excessifs, que par quelques compagnies très puissantes, très anciennes, et opérant dans un grand nombre de pays à la fois.

Enfin, si l'on passe au fond même de la question, il ne semble pas que l'assurance du risque de guerre sans surprime garantisse réellement le paiement intégral du capital stipulé aux ayants droit de l'assuré mort à la guerre. C'est là le vice fondamental du système. Il est à remarquer qu'aucune des compagnies qui déclarent assurer le risque de guerre sans surprime, n'a pris de dispositions permettant à l'assuré de payer sa prime en temps de guerre. Or, rien ne sert, à notre avis, de garantir l'assuré contre le risque de guerre, si l'assureur ne lui donne pas, en même temps, un moyen efficace de maintenir sa police en cours. En effet, par application des conditions générales du contrat, le paiement du capital assuré, bien que garanti en cas de décès à la guerre, reste subordonné au versement régulier des primes pendant les hostilités.

Il est certain qu'en raison de la crise économique

qui accompagne toute guerre, l'assuré mobilisé sera, le plus souvent, dans l'impossibilité absolue de payer les primes échues, et une fois les opérations effectivement commencées, de demander à la compagnie l'avance nécessaire au paiement de ces primes. L'assureur est d'ailleurs toujours libre de refuser cette avance, quel que soit l'âge du contrat. Il dispose, ainsi, d'un moyen pratique de restreindre l'étendue de ses obligations, au cas où les sinistres de guerre menaceraient de prendre une tournure inquiétante. En cas de non paiement des primes échues dans le court délai de cinq semaines, y compris les huit jours accordés par la lettre de mise en demeure d'usage, l'assuré verra son contrat réduit à sa valeur acquise.

D'autre part, les compagnies qui déclarent assurer le risque de guerre, n'ont pas eu à organiser de procédure tendant à la remise en cours de la police réduite à l'expiration de la guerre, puisque le contrat n'est pas suspendu pendant la durée du conflit. En raison du silence des polices, l'on est fondé à croire qu'elles n'autoriseront la remise en vigueur du contrat, que dans les conditions d'usage, c'est-à-dire après un examen médical satisfaisant.

L'assuré prétendu garanti sans surprime contre le risque de guerre, peut, tout compte fait, se trouver dans une situation moins bonne que celui qui a souscrit une police à une compagnie, suspendant les effets

du contrat pendant la période dite de guerre. L'on sait, en outre, combien l'assuré qui se trouve dans l'impossibilité de payer ses primes, a tendance à demander le rachat immédiat de sa police plutôt que de la laisser réduire à sa valeur acquise. L'assurance lui paraît perdre la plus grande partie de son intérêt du fait de la réduction. Particulièrement, en cas de guerre, il sera tenté de se procurer, par le rachat, une somme liquide, dont le secours pourra lui être précieux, étant donné les circonstances.

Pour qu'une compagnie garantisse réellement le risque de guerre sans surprime, il faut qu'elle s'engage à faire automatiquement, et sans formalité, l'avance des primes à échoir pendant la guerre, au moins dès que la valeur de rachat du contrat le permet. Actuellement, ainsi qu'il l'a déjà été dit, aucune n'a pris cet engagement.

Pour conclure, l'assurance du risque de guerre sans surprime ne paraît pas le moyen souhaité de garantir ce risque :

1° Parce que ce risque est trop important pour le permettre, si ce n'est de la part de quelques compagnies, et avec la constitution de fortes réserves spéciales ;

2° Parce que ce système ne donne pas réellement à l'assuré la certitude que le capital stipulé sera intégralement payé à ses ayants-droit en cas de décès à la guerre, ce paiement restant subordonné à l'ac-

quittement régulier de toutes les primes échues dans le délai prévu pour le temps de paix.

§ 2. — ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE
PAR LE MOYEN D'UNE SURPRIME.

L'assurance du risque de guerre par le paiement d'une surprime est le système adopté par l'unanimité des compagnies françaises et la majorité des sociétés étrangères. La surprime demandée est une quotité fixe, appliquée d'après l'affectation militaire de l'assuré. Elle représente un coefficient forfaitaire d'accident, choisi comme lorsqu'il s'agit, de la surprime de séjour en pays malsains, sans qu'il ait été tenu compte des statistiques touchant le risque de guerre, parues au moment de l'inauguration du système.

L'assurance du risque de guerre avec surprime est tantôt intégrale, tantôt partielle. Dans le second cas, elle revêt plus spécialement, la forme d'une assurance mutuelle.

I. — *Assurance intégrale du risque de guerre au moyen d'une surprime.*

Ce système est le plus ancien. Les assurés sont rangés en trois catégories, conformément aux dispositions des avenants de guerre établis par les compagnies françaises et étrangères :

1^o Les officiers, sous-officiers et soldats, qui, au mo-

ment de la guerre font partie de l'armée active, ou de la réserve de l'armée active. Il leur est demandé une surprime égale aux 10 % du capital assuré.

A cette classe, doivent être rattachés, malgré l'absence d'indications spéciales dans les avenants de guerre, les assurés incorporés dans l'armée de mer.

2° Les officiers, sous-officiers et soldats de l'armée territoriale et de la réserve de cette armée, les aumôniers, médecins et pharmaciens civils et militaires, les ambulanciers. La surprime exigée est de 7 1/2 % du capital.

3° Les fonctionnaires de l'intendance militaire, les officiers d'administration, les payeurs de l'armée, et les employés civils des postes, des télégraphes, et des chemins de fer. Ils sont astreints au paiement d'une surprime de 5 %. La surprime n'est pas due, lorsque, à l'occasion de son service, ou autrement, mais sans nomination ni commission préalable, un fonctionnaire ou un employé civil des chemins de fer, des postes ou des télégraphes, ou d'une administration quelconque de l'État vient à être exposé à un risque provenant de l'état de guerre.

Si l'on se reporte au taux moyen des primes par rapport au chiffre des capitaux assurés, l'âge ordinaire des assurés des compagnies françaises oscille autour de 32 ans. La majorité des assurés français mobilisables se trouve donc incorporée dans les dernières classes de la réserve de l'armée active et dans

les premières de l'armée territoriale. La surprime de 7,50 % sera probablement la plus fréquemment exigible.

L'on a fait à la division tripartite des compagnies françaises le reproche de tenir compte, en premier lieu, de la classe de mobilisation et non pas exactement du risque couru par chaque assuré. Les statistiques démontrent que les officiers sont plus souvent atteints que les hommes, et que certaines armes sont plus particulièrement éprouvées. La surprime, dit-on, devrait être fixée d'après ces considérations. En outre, ajoute-t-on, le traitement de faveur dont bénéficient l'armée territoriale et la réserve de cette armée, est dû à ce que l'on escompte que ces deux armées ne participeront pas réellement aux combats. Dans ces conditions ne serait-il pas préférable de déclarer, purement et simplement, que les assurés faisant partie de l'armée territoriale ou de la réserve de cette armée, ne devront être assujettis au paiement d'aucune surprime, s'ils ne prennent pas, véritablement, part à la lutte, et, à charge de revanche, ne convient-il pas de les assimiler, entièrement, à leurs camarades de l'armée active et de la réserve de cette armée, s'ils sont, en réalité, engagés dans les batailles. Il serait préférable de substituer à la division tripartite en usage, une classification bipartite en combattants et non combattants (1).

1. M. Allaert, *opéra citat.*

Ces critiques ne paraissent pas fondées.

Il est, en effet, convenu que la surprime de guerre n'est pas fixée directement, d'après l'intensité du risque couru par chaque assuré, mais qu'elle représente un coefficient forfaitaire d'accident, ajouté à la prime (1). Elle exprime à la fois l'importance des pertes en hommes, et l'étendue des dangers spéciaux que la guerre fait courir aux compagnies d'assurances sur la vie. D'autre part, la division tripartite a sur la classification bipartite proposée des avantages de simplicité décisifs. Il importe de se baser pour la fixation de la surprime de guerre sur un criterium sûr. Ce critérium se trouve dans la classe de mobilisation à laquelle appartient l'assuré. Le livret militaire fait foi, et il n'y a pas de contestation possible à cet égard. Comment, d'ailleurs, pourrait-on déterminer, sans discussion, que l'armée territoriale, et sa réserve ont ou n'ont pas réellement pris part à la guerre ? Ne serait-ce pas ouvrir la porte à une foule de procès qu'il convient d'éviter ?

Par suite d'une heureuse innovation apportée aux anciennes dispositions, la surprime de guerre précitée n'est plus calculée sur l'intégralité du capital assuré. Elle ne porte plus que sur la partie du capital effectivement exposée au risque, c'est-à-dire sur la portion comprise entre le capital nominal et la va-

1. Voir M. Fleury, *opera citat.*

leur de rachat du contrat ou sa réserve, selon la nature de l'assurance, et selon que l'obligation de la compagnie est limitée en cas de décès à la guerre, le contrat étant suspendu, au paiement de la valeur de rachat ou à celui de la réserve.

Le risque, réellement couru en cas de guerre n'étant pas le même pour toutes les catégories d'assurances, la surprime exigible, est, en conséquence, calculée sur des bases spéciales pour chacune. Les compagnies ont eu le louable souci de ne plus maintenir une règle uniforme qui avait pour effet de demander à certains assurés un effort plus grand le méritait que le risque auquel ils étaient exposés. Cet effort est maintenant proportionné, dans la mesure du possible, à l'importance du danger. L'on retrouve, par suite, dans le calcul de la surprime de guerre, d'après les diverses catégories d'assurances, les différences signalées dans l'étendue de l'obligation assumée par la compagnie, en cas de décès à la guerre, le contrat étant suspendu. C'est ainsi que pour les assurances mixte à terme fixe et dotale avec contre-assurance, la surprime de guerre est calculée sur la différence existant entre le capital assuré, et la valeur de réduction de la police, escomptés tous deux au taux d'intérêts de $3\frac{1}{2}\%$ seulement ; étant entendu que ces contrats ont une valeur de réduction dès le paiement de la première annuité.

L'avantage qui en résulte pour les assurés de cette

catégorie est considérable. La surprime qu'ils ont à payer est, facilement, inférieure de 30 % à celle qu'ils auraient eu à verser s'ils avaient souscrit une police d'assurance mixte. Ce mode de calcul spécial aux assurances mixte à terme fixe et dotale, n'est pas limité à la surprime du risque de guerre, les compagnies l'appliquent également pour le calcul de la surprime de séjour dans les climats malsains.

Par contre, pour les assurances de capitaux de survie et temporaire, la surprime de guerre reste exigible sur la totalité du capital assuré, sans déduction d'aucune sorte. La décision des compagnies à leur sujet s'explique par les mêmes raisons qui font qu'en cas de décès de l'assuré à la guerre, le contrat étant suspendu, l'assureur n'a rien à verser aux ayants-droit de l'assuré et garde les primes perçues.

En ce qui touche la rente de survie, la surprime de guerre est calculée sur le montant du capital nécessaire à la constitution immédiate de la rente stipulée au contrat, à l'âge du survivant au moment de la guerre.

Les avenants de toutes les compagnies françaises stipulent que le capital assuré en cas de guerre, par le moyen de la surprime précitée, ne peut être supérieur à celui stipulé au contrat, ni excéder en aucun cas la somme de 100.000 francs. La même règle se retrouve dans la plupart des compagnies étrangères pratiquant le même système, certaines même limitent

à 50.000 francs le maximum du capital garanti par le paiement de la surprime. Les avenants de guerre français ne disent pas de quelle façon doit être calculée la surprime, pour les polices dont le capital nominal dépasse la somme de 100.000 francs. Il y a lieu de présumer que, puisque le maximum garanti par l'avenant est restreint à cette dernière somme, la surprime doit être calculée en supposant que le capital nominal de la police en question n'est que de 100.000 francs, déduction faite de la réserve correspondante, dans le cas le plus général.

La surprime de guerre est annuelle. Elle est donc exigible à nouveau si la guerre dure plus d'une année à compter de la signature de l'avenant. Toutefois, on ne compte pas à ce point de vue, dans la durée de la guerre, le délai d'observation de huit mois.

Ce délai n'intervient que pour la détermination des sinistres de guerre.

La surprime est exigible, en une seule fois, quel que soit le mode de paiement des primes (annuel, semestriel ou trimestriel). Dans l'esprit des compagnies, et malgré le silence des textes, aucune ristourne n'est due au cas où les hostilités dureraient moins d'une année. A cet égard, la surprime de guerre diffère de celle stipulée pour les séjours dans les pays malsains.

L'assuré doit faire la déclaration de son entrée en campagne, demander l'établissement de son avenant,

signer celui-ci, et payer la surprime dans un délai de quinze jours ou d'un mois, suivant les compagnies, à compter du premier jour de la mobilisation. Il doit indiquer dans sa déclaration, à quelle partie de l'armée il est affecté. Cette déclaration doit être adressée à la compagnie, soit par lettre recommandée, soit par dépêche télégraphique. Au cas où les communications seraient interrompues, la déclaration serait valable à condition qu'elle soit faite devant un notaire ou un juge de paix.

L'assuré a, d'ailleurs, la faculté de faire cette déclaration dès le temps de paix, auquel cas l'avenant de guerre sera immédiatement établi. Il ne lui restera plus au moment de la mobilisation, qu'à payer la surprime dans le délai précité. Il est convenu que la compagnie n'aura à adresser à l'assuré aucune mise en demeure ni avis quelconque d'avoir à acquitter la surprime fixée par l'avenant. En cas de non paiement, ce dernier serait annulé purement et simplement.

Pour éviter à l'assuré d'avoir à faire un versement à cette époque critique, les compagnies consentent à recevoir, dès le temps de paix, le montant de la surprime de guerre, et à l'appliquer d'office, lors de la mobilisation, au premier paiement. Elles bonifient le dépôt d'un taux d'intérêt, généralement fixé à 2 %, jusqu'au jour de l'entrée en campagne. Dans la pratique, les assurés usent, du reste, fort peu de cette latitude.

Si l'assuré n'est pas en mesure d'acquitter la totalité de la surprime demandée, il a la faculté de ne verser que la somme dont il entend disposer, mais en pareille occurrence, le capital payable en cas de décès à la guerre, est réduit proportionnellement. Si, après la liquidation des sinistres de guerre, le total des surprimes versées est supérieur au chiffre des sinistres imputables au conflit, le surplus sera réparti entre les assurés survivants, au prorata des surprimes acquittées par chacun d'eux.

Certaines compagnies ont pris des mesures spéciales pour faciliter le paiement de la surprime de guerre, qui continue à être, malgré tout, une charge très lourde pour l'assuré à la veille d'entrer en campagne. Lorsqu'il a été versé plus de trois primes annuelles sur le contrat, elles consentent à l'assuré l'avance maximum disponible sur sa police, de façon à acquitter avec son aide, tout ou partie de la surprime demandée, suivant l'importance de la valeur de rachat du contrat. L'une des plus grandes compagnies françaises a apporté dernièrement à ce procédé d'importants perfectionnements en établissant un avenant adressé, en temps de paix, à chaque assuré qui en fait la demande, et comportant un feuillet mobile qu'il suffit de détacher, en cas de mobilisation, déclarée ou imminente, après en avoir rempli les blancs. Le recto de ce feuillet vise le cas de l'envoi de la surprime déterminée dans le corps de l'avenant, le verso

celui du paiement de la surprime par le moyen d'une avance, s'il a été versé au moins trois annuités. Dès réception de ce feuillet, la compagnie calculera, dans la seconde hypothèse, l'avance disponible et en effectuera le montant à l'acquittement de la surprime de guerre. Si l'avance disponible n'est pas suffisante, l'assuré déclare consentir, au préalable, à la réduction proportionnelle du capital garanti par l'avenant. En outre, la compagnie s'engage à faire à l'assuré l'avance des intérêts qui pourront échoir jusqu'à la cessation des hostilités.

Une autre compagnie a accepté de ne percevoir la surprime qu'à la fin de la guerre à l'occasion de la guerre des Balkans. Certaines sociétés étrangères vont même jusqu'à attendre le retour de la paix pour fixer le taux de la surprime exigible, d'après les sinistres qui se seront effectivement produits. Dans ce dernier système, on ne demande à l'assuré que de verser la somme strictement nécessaire au règlement des sinistres survenus. Le résultat, en fait, est le même que celui qui est obtenu avec le système ordinaire français, puisque, le cas échéant, les compagnies ristournent, au marc le franc, l'excédent des surprimes versées. L'avantage pour l'assuré est qu'il ne lui est pas demandé de déboursier une grosse somme, dans un moment particulièrement difficile. Par contre, cet avantage risque d'être compensé, et au delà, par un grave inconvénient. Le système de la surprime

fixée après le conflit d'après les sinistres survenus, expose l'assuré au danger d'avoir à payer une surprime supérieure à celle de 10, 7,50 %, ou 5 %, peut-être même à celui d'avoir à acquitter une surprime draconienne, si la guerre a été très meurtrière. En outre, il peut arriver qu'une fois le péril passé, les assurés refuseront de verser la somme demandée ; si le montant de la surprime est supérieur à la somme que la compagnie aurait eu à payer en cas de décès à la guerre, le contrat étant suspendu, la compagnie sera obligée de demander en justice le paiement de la surprime de guerre.

D'autre part, avec ce système, on se heurte à une difficulté que nous retrouverons dans le système de l'assurance mutuelle du risque de guerre, ou « du fonds commun ». La détermination de la surprime d'après les sinistres survenus suppose que la presque totalité des décès imputables à la guerre est connue de la compagnie dans un court délai, la liquidation ne pouvant souffrir de retards prolongés. Or, par la force même des choses, les disparitions ne seront signalées que tardivement à l'assureur, et il lui faudra beaucoup de temps pour s'enquérir si l'assuré peut être considéré comme mort, et comme tel être compté dans les sinistres. Les compagnies pratiquant le système de la surprime payable la paix signée, seront, en définitive, obligées de fixer la surprime exigible de chaque assuré avant de connaître exacte-

ment le nombre et l'importance des sinistres de la guerre. Le système s'en trouvera faussé du coup.

Effet de l'avenant de guerre. — Moyennant le paiement de la surprime stipulée par l'avenant, la compagnie s'engage à verser intégralement le capital prévu aux ayants-droit de l'assuré. Ce règlement est effectué en premier lieu avec le fonds constitué par les surprimes de guerre, avec les réserves des contrats sinistrés, ensuite, et subsidiairement, avec les primes de l'année, les bénéfices de l'exercice courant, et ceux des années écoulées, s'ils n'ont pas été distribués, avec les réserves libres, s'il en existe, et enfin si toutes ces ressources réunies sont insuffisantes avec les réserves des contrats en cours.

Critique. — Le principal reproche adressé au système de la surprime fixe est d'exiger de l'assuré pour maintenir son contrat en cours, le paiement d'une surprime très élevée, presque toujours au moment précis où l'assuré est particulièrement gêné, et où il n'a que trop de peine à subvenir à ses besoins immédiats, pour songer à la prévoyance. Certains vont même jusqu'à dire que la surprime de 10 %, 7,50 %, et même de 5 % est prohibitive.

Elle représente, en moyenne, la valeur de deux primes annuelles à acquitter immédiatement, souvent avec la perspective d'avoir à payer peu de temps après la prime de l'année. Il ne faut pas perdre de vue que la prime ordinaire continue à être exigible, puisque

le contrat n'est pas suspendu. L'effort demandé à l'assuré risque, dans la plupart des cas, d'excéder ses moyens. La somme à verser est particulièrement lourde pour les jeunes assurés, qui sont assujettis au paiement de la surprime de 10 ou de 7,50 %, alors que leurs contrats sont encore trop récents pour avoir une valeur de rachat ou une réserve mathématique susceptible de diminuer notablement, la surprime demandée. La déduction de la valeur de rachat ou de la réserve, profite surtout aux assurés déjà âgés qui n'ont à payer, en raison de leur situation militaire, que la surprime de 5%.

Enfin, il faut que la police ait déjà un assez grand nombre d'années, pour que l'avance disponible puisse couvrir la surprime de guerre.

Quant aux résultats pratiques de la surprime fixe, ils sont médiocres, si l'on en juge par l'exemple du passé. Dans les compagnies allemandes qui assuraient, en 1870, le risque de guerre avec une surprime unique et fixe, la grande majorité des assurés préféra laisser résilier les polices, plutôt que de payer la surprime.

Actuellement, malgré l'acuité des dernières crises diplomatiques, un très petit nombre d'assurés a pris la précaution nécessaire pour le maintien en cours de son contrat en cas de conflit.

D'autre part, certaines compagnies se sont alarmées de la responsabilité illimitée qu'elles assument, en échange d'une surprime fixe. La crainte de s'être

trop engagées les amena, dès 1887, à organiser, concurremment avec la surprime fixe, le système de l'assurance mutuelle du risque de guerre, dit du « fonds commun ».

§ 3. — ASSURANCE MUTUELLE DU RISQUE DE GUERRE.

SYSTÈME DIT DU « FONDS COMMUN ».

Dans ce système, les assurés sont répartis dans les mêmes classes que dans le premier, mais la surprime, exigible en cas de guerre, est réduite à 5% pour les officiers et soldats de la première catégorie, à 3 % pour ceux de la seconde, et à 2 % pour ceux de la troisième.

Cette surprime se calcule d'après les principes précités.

L'avenant dit de « cotisation de guerre » doit être établi soit dès le temps de paix, en prévision de la guerre, soit dans le mois qui suit le premier jour de la mobilisation.

L'assuré fixe, à son choix, l'importance du capital qu'il désire garantir. Toutefois, ce capital ne peut être supérieur au montant de la police, ni en aucun cas dépasser 100.000 francs. Par contre, il ne doit pas être inférieur à 1.000 francs. L'assuré est donc directement mis à même de proportionner son effort à ses ressources.

Lorsque l'assuré verse, dès le temps de paix, à la

compagnie le montant de la surprime, cette dernière lui tient compte d'un intérêt de 2 % l'an, jusqu'au jour de la déclaration de guerre. Au cas où le contrat viendrait à échéance, ou bien au cas où l'assuré décéderait avant la survenance de la guerre, la somme consignée lui serait remboursée à lui ou à ses ayants-droit.

Avec les cotisations versées, les compagnies constituent une caisse particulière dite « Fonds spécial d'assurance en cas de guerre ». Une fois la guerre déclarée, ce fonds cesse d'être productif d'intérêts. En revanche, l'assureur s'engage à le gérer gratuitement.

A peine de déchéance, les sinistres de guerre doivent être notifiés à la compagnie avec pièces à l'appui dans un délai de deux mois à compter du huitième mois suivant la cessation définitive des hostilités.

L'exiguité de ce délai découle de la nécessité incombant à la compagnie de liquider aussitôt que possible, les sinistres de guerre. Ce délai n'en reste pas moins trop court, et un grand nombre d'intéressés se trouveront probablement forclos faute d'avoir eu le temps matériel de se procurer l'acte de décès, ou l'acte de notoriété constatant la disparition qui leur est demandé.

Le règlement doit se faire, au plus tard, dans les deux mois suivant l'expiration de ce délai. Si le fonds spécial d'assurance en cas de guerre est suffisant pour

payer les sinistres, la répartition se fera normalement au prorata des cotisations acquittées. Si le fonds est insuffisant, les capitaux répartis seront réduits au marc le franc des cotisations. Toutefois, les compagnies s'engagent, en général, à verser la somme nécessaire pour permettre de payer aux ayants-droit le tiers au moins des capitaux assurés.

C'est donc, en définitive, au tiers des sinistres de guerre que se réduit au maximum l'obligation des compagnies. L'une des grandes sociétés françaises, au lieu de prendre cet engagement, a préféré doter d'un million le fonds spécial d'assurance en cas de guerre, étant entendu que, quelle que soit l'importance des sinistres, la somme qu'elle aura à payer de ses propres deniers sera limitée à la perte de ce million. Si le fonds de guerre est suffisant, la compagnie verse aux ayants-droit de l'assuré les capitaux stipulés ; s'il est insuffisant, ceux-ci sont réduits au marc le franc des cotisations ; s'il reste un excédent, la société rentre dans sa dotation et partage, le cas échéant, le surplus entre les survivants.

En ce qui touche les disparitions, les compagnies exigent, comme il est dit ci-dessus, qu'elles leurs soient notifiées par les intéressés, avec acte de notoriété à l'appui, dans un délai de deux mois à compter du huitième mois suivant la cessation définitive des hostilités. A défaut de cette justification l'assuré sera présumé avoir survécu, et les bénéficiaires de la police

n'auront droit à aucune indemnité. Les cotisations, rendues disponibles par les disparitions non justifiées, seront immédiatement réparties. Ces dispositions sont fort rigoureuses, et à moins d'une loi spéciale qui facilitera la constatation légale des disparitions dans un très court délai à compter de la cessation des hostilités, on ne voit pas comment les héritiers des assurés disparus pourront remplir les exigences des compagnies. Avec la législation actuelle, il leur est impossible de le faire.

Cette forclusion si rapide résulte, avons-nous dit, de la nécessité dans laquelle se trouvent les compagnies de connaître aussitôt que possible l'étendue des sinistres de guerre, et de les liquider sans tarder. Elle constitue néanmoins un vice inhérent au système qui mérite d'être relevé.

Que vaut ce système dans son ensemble? Il ne paraît pas plus satisfaisant que celui de l'assurance intégrale du capital stipulé par la police, moyennant le paiement d'une surprime de 10 %, 7,50 % ou 5 %. Il est, du reste, condamné par l'indifférence de plus en plus accentuée que le public manifeste pour lui, depuis son apparition, et avec juste raison. Sans doute, il demande à l'assuré un taux de surprime beaucoup moins élevé, et il le laisse libre de proportionner son versement à ses ressources, mais la garantie qu'il lui offre en échange est faible, le tiers du capital souscrit, y compris la réserve du contrat,

c'est peu pour le décider à payer une surprime.

L'assuré est, en outre, détourné de signer l'avenant de cotisation de guerre, s'il considère que, pour de si minces avantages, il va être obligé de payer ses primes pendant toute la durée de la guerre, puisque son contrat reste en cours.

§ 4. — ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE PAR LES PARTICIPATIONS AUX BÉNÉFICES DE LA COMPAGNIE.

Frappée par les graves inconvénients que présente l'assurance du risque de guerre avec ou sans surprime, l'une des principales compagnies françaises a organisé, en 1894, sous le nom d'« assurance complète », un système particulier qui paraît être, actuellement, la meilleure solution donnée à la question.

La compagnie n'exige pas de surprime, elle demande simplement aux assurés, ayant souscrit une police de cette catégorie, de laisser en dépôt le montant des participations leur revenant annuellement dans les bénéfices, pendant la durée de leur assujettissement au service militaire et cinq ans après. Les assurés doivent signer une police, ayant les mêmes caractères qu'un contrat d'assurance mixte quant à la date de paiement du capital assuré. Il leur est demandé pour l'assurance complète une prime égale à celle de l'assurance mixte avec participation correspondante. Pour les contrats de longue durée,

cette prime n'est guère supérieure à celle exigible pour une assurance vie entière avec participation. En d'autres termes, le tarif de l'assurance complète reste accessible à toutes les bourses.

Afin d'éviter que les propositions n'affluent au moment de la déclaration de guerre, ce qui pourrait compromettre l'équilibre du système, il est convenu que l'assurance du risque de guerre n'est garantie qu'à partir du jour où le contrat compte six mois de date.

Par la souscription de la police d'assurance complète, et moyennant le paiement régulier des primes en temps de paix, la compagnie s'engage à payer intégralement le capital assuré en cas de décès à la guerre.

A cet effet, la compagnie constitue, dès le temps de paix, une caisse spéciale avec les éléments suivants :

1° Les parts de bénéfices revenant chaque année aux assurés de cette catégorie ; 2° une réserve spéciale dont la compagnie dote gratuitement le fonds de guerre. Les assurés par assurance complète sont particulièrement privilégiés au point de vue de la répartition des bénéfices. Alors que pour les assurances avec participation des autres catégories, la compagnie répartit entre les assurés les 50 % des bénéfices produits annuellement par la catégorie à laquelle ils appartiennent, la compagnie abandonne aux assurés par assurance complète les 75 % des bénéfices réa-

lisés dans l'année, sur les assurances de cette nature. En outre, pour les assurés par assurance complète, la répartition se fait au *prorata* de la prime annuelle payée sur chaque police, au lieu d'être effectuée au *prorata* du montant total des primes nettes payées.

Si la guerre n'éclate pas avant l'expiration des cinq années suivant la libération définitive du service militaire, si l'assuré décède ou si son contrat vient à échéance avant la survenance de toute guerre européenne, le montant des participations déposées au fonds de guerre est versé à l'assuré ou à ses ayants-droit.

Si la guerre est déclarée, la compagnie paie intégralement le montant des polices sinistrées.

Elle dispose, spécialement, à cet effet des ressources suivantes :

- 1° Les réserves des contrats sinistrés ;
- 2° Les participations déposées au fonds de guerre ;
- 3° Les bénéfices produits par la catégorie des assurances complètes ;
- 4° La dotation faite bénévolement au fonds de guerre par la compagnie.

Le prélèvement sur les parts de participation déposées au fonds de guerre est calculé au *prorata* du produit des capitaux assurés par le nombre des parts de bénéfices réservés. Au cas où les parts de bénéfices ne seraient pas entièrement épuisées par le paiement

des sinistres de guerre, l'excédent serait reporté au crédit des assurés survivants.

En outre, l'assurance complète remplit exactement la seconde condition nécessaire pour que le risque de guerre soit effectivement garanti et qui n'est pas résolue par le système de l'assurance du risque de guerre sans surprime : l'assurance du paiement des primes en temps de guerre. Ainsi que nous l'avons vu lors de l'examen de ce premier système, le contrat est résilié si l'assuré n'est pas en état de payer les primes échues pendant les hostilités, et il n'aura servi de rien à l'assuré d'avoir souscrit une police lui garantissant, sans surprime, le paiement du capital prévu au contrat. Avec l'assurance complète, la compagnie, par dérogation au principe du paiement facultatif de la prime, *rend l'acquiescement de celle-ci obligatoire en temps de guerre, mais elle s'engage à en faire l'avance, au cas où son versement ne serait pas effectué dans le délai d'usage.*

Ce système demande à l'assuré le minimum de sacrifices et il lui assure, en revanche, le maximum de garanties. Il a eu, dans la pratique, un succès justifié et immédiat. L'assuré consent facilement à laisser le montant de ses participations en dépôt au fonds de guerre. La mise en réserve des parts de bénéfices jusqu'au paiement du capital est un procédé que l'on retrouve dans toutes les assurances avec participation. En outre, l'assuré accepte plus volontiers de

ne pas toucher immédiatement sa part de bénéfices et de la mettre de côté pour l'éventualité d'une guerre, plutôt que de verser une surprime importante et immédiate.

La perspective de n'avoir rien à déboursier l'emporte naturellement sur celle d'être obligé d'effectuer un versement réel, ou de demander une avance, qui le grève d'un intérêt de 5 %, à peine de voir son contrat suspendu. La participation représente pour l'assuré un gain aléatoire, dont, en fait, il ne s'occupe que fort peu. Chaque année, un très grand nombre d'assurés néglige de faire connaître à la compagnie l'option à laquelle ils se rangent, et de toucher le montant de la participation, lorsque celle-ci est payable en espèces. Il convient, toutefois, de reconnaître que cette dernière observation peut être spéciale à la France. En Allemagne, notamment, les assurances avec participation sont très goûtées de la clientèle, et il est logique de penser que par voie de conséquence, l'assuré s'intéresse chaque année à la part de bénéfices qui lui est attribuée.

Au moment où l'assurance complète fit son apparition, certaines compagnies émirent la crainte que ce système conduisît l'assureur à la ruine. A supposer que cette éventualité ait eu lieu d'être sérieusement envisagée à cette époque, il n'en saurait être de même aujourd'hui, l'absence de toute guerre depuis la création de cette sorte d'assurance ayant per-

mis de donner au fonds de guerre une solidité à toute épreuve. Il est évident que chaque fois qu'une compagnie inaugure un système d'assurance du risque de guerre, les premières années sont critiques. Tout système n'est viable qu'autant qu'un grand nombre d'assurés s'y rallie, et les adhésions ne peuvent venir que progressivement. Il faut ou oser ou marquer le pas.

§ 5. — SYSTÈMES DIVERS D'ASSURANCE DU RISQUE DE GUERRE EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER.

En outre des quatre grands systèmes que nous venons d'exposer, on peut citer deux procédés moins importants d'assurance du risque de guerre, employés l'un en France et l'autre à l'Étranger.

En France, une compagnie d'assurances propose de limiter l'assurance du risque de guerre au remboursement des primes versées. En cas de décès de l'assuré à la guerre, ses ayants-droit toucheront intégralement le montant des primes acquittées, si le de cujus a pris la précaution de contre-assurer ses versements par le paiement d'une faible surprime, variant selon la nature du contrat de 1 à 6 % des primes versées. Ce système n'est pas une solution de l'assurance du risque de guerre, il n'a que la valeur d'un palliatif. S'il ne fait pas de versement supplémentaire, l'assuré a la certitude de laisser à ses hé-

ritiers le montant de la réserve de son contrat ; s'il se greève d'une surprime, ses ayants-droit toucheront un peu plus. De toute façon, le bienfait primordial de l'assurance a disparu.

Nous nous sommes, jusqu'ici, occupés plus spécialement de la France, et les citations visant l'étranger n'ont été faites qu'à titre de comparaison.

A l'étranger (1) l'on rencontre les deux grands systèmes en vigueur en France de l'assurance intégrale du risque de guerre par le paiement d'une surprime élevée et celui de l'assurance partielle du risque de guerre par le versement d'une cotisation moins forte que cette dernière. Il y a lieu d'ajouter à ces deux systèmes, deux autres procédés d'assurance du risque de guerre :

1° L'assurance sans aucune surprime, déjà étudiée ;

2° L'assurance par le paiement d'une surprime annuelle peu importante.

Suivant les pays et les compagnies, cette surprime annuelle, payable dès le temps de paix, varie de 1 à 4 ‰ du capital assuré (Allemagne, Autriche, Angleterre). Certaines sociétés rendent obligatoire l'adhésion à l'assurance du risque de guerre pour leurs assurés mobilisables, et, par conséquent, le paiement de la surprime (Allemagne). D'autres présument qu'à

1. Voir à ce sujet : MM. Allaert et Dumas (*opéra citat.*) et le Verze-keringsbode.

moins d'une déclaration formelle contraire, l'assuré acquiesce à l'assurance du risque de guerre.

Les compagnies espagnoles ne demandent, en général, que le paiement d'une surprime de 0,50 % du capital, pendant le temps de paix, mais exigent le versement d'une surprime unique de 7 1/2 % du capital pour les combattants, et de 5 % pour les non combattants, lors de la déclaration de guerre.

Dans certaines compagnies, le paiement de la surprime annuelle est exigible pendant toute la durée du contrat.

Quelques-unes, les moins nombreuses, font cesser ce versement au bout de quinze ou de vingt ans. L'assuré qui a payé pendant quinze ans la surprime annuelle est, en effet, bien près d'être libéré définitivement du service militaire.

Dans presque tous les pays, il est établi une différence entre les assurés soldats de profession, et ceux qui ne prennent part à la guerre qu'en raison du service obligatoire. La surprime demandée est, le plus souvent, du double pour les premiers ; quelquefois même il n'est pas exigé de surprime des assurés civils mobilisables.

Certaines compagnies allemandes ne s'engagent qu'à verser une partie du capital variant de 25 à 50 %, immédiatement après la guerre, remettant à plus tard le paiement du surplus.

L'Angleterre offre un intérêt particulier pour l'as-

surance du risque de guerre, en raison de ce qu'elle n'a pas encore consenti à l'introduction du service obligatoire. La majorité des compagnies anglaises exige pour les officiers des armées de terre et de mer une surprime, généralement, fixée à 10 schellings par an pour 100 Livres de capital assuré, soit 0, 50 %. Une société descend jusqu'à 5 schellings, d'autres montent à 12 schellings 6. Une grande diversité se rencontre dans la fixation de la durée pendant laquelle la surprime annuelle est exigible. Les grandes compagnies anglaises ne s'occupent pas des sous-officiers et des soldats. Ceux-ci sont assurés à des compagnies populaires qui ne demandent pas de surprime en temps de paix, mais qui se réservent la faculté soit de réduire le capital assuré en cas de décès à la guerre, soit d'augmenter la prime.

D'autre part, les compagnies anglaises opérant hors du Royaume-Uni, assurent tantôt sans surprime, tantôt avec surprime, le risque de guerre pour leurs assurés du continent.

Aux États-Unis, l'assurance du risque de guerre sans surprime est généralement adoptée. Une grosse compagnie américaine formule cette règle dans les termes les plus larges que l'on puisse concevoir. « La police, dit-elle, ne contient pas de restrictions relatives aux services militaire et naval. » Une autre a, toutefois, le soin de préciser que l'assurance du risque de guerre sans surprime ne s'applique

pas à la Russie. Pour ce dernier pays, elle exige le paiement d'une surprime pouvant au maximum atteindre 10 % du capital. La garantie du risque de guerre est immédiate, sauf pour la Serbie et les États balkaniques ; elle ne commence pour les assurés de ces nations qu'un an à compter de la souscription de la police.

Il n'existe pas, à notre connaissance, de compagnie étrangère qui ait organisé un système d'assurance du risque de guerre basé sur les participations. Cependant, l'une des sociétés allemandes les plus importantes stipule qu'elle disposera, pour le règlement des sinistres de guerre, du premier dividende revenant à l'assuré sur sa participation aux bénéfices. Ce dividende est retenu par la compagnie pour être employé à la constitution d'un fonds de guerre, étant entendu qu'il sera remboursé à l'assuré ou à ses ayants-droit si le fonds n'a pas été mis à contribution pendant la durée du contrat.

Il importe de remarquer que les compagnies étrangères, pratiquant la surprime annuelle, n'ont pas introduit ce système en France, lorsqu'elles opèrent dans notre pays. Elles ont adopté pour leurs assurés français soit l'assurance du risque de guerre par le paiement d'une surprime unique, soit sa garantie sans surprime, avec ou sans conditions.

Si l'on examine la conduite des compagnies étrangères dans les toutes dernières guerres, l'on cons-

tate les faits suivants. En Espagne, après la campagne du Maroc de 1910-1911, pendant laquelle on fit appel aux réservistes, la surprime de 6 % exigée des non-combattants a été intégralement remboursée.

En Italie, à l'occasion de la guerre de Tripolitaine, une compagnie qui assurait le risque de guerre moyennant une surprime unique de 10 %, a transformé cette surprime en une surprime annuelle de 6 ou 7 % du capital.

Pour la guerre des Balkans, un certain nombre de compagnies autrichiennes ont exigé de la part des officiers d'artillerie ou de marine le paiement d'une surprime de 6 % du capital, pour les soldats de 5 %. Les officiers servant dans l'infanterie ou la cavalerie ont été astreints à acquitter une surprime de 5 %, les soldats de 4 %. Les non-combattants officiers et soldats ont dû payer indistinctement 2 %. La surprime est calculée sur la différence existant entre le capital du contrat et sa réserve.

Pour les assurances mixtes, un mode de calcul spécial a été adopté. On divise le nombre d'années que le contrat a encore à courir par la durée totale de la police. La fraction ainsi obtenue est multipliée par le capital assuré. La surprime prévue est appliquée au produit de cette multiplication.

L'Italie est intéressante à étudier en raison de l'introduction dans ce pays du monopole de l'État en matière d'assurances sur la vie, depuis le 1^{er} jan-

vier 1913. Jusqu'à cette date, la plus grande diversité régnait dans les dispositions concernant le risque de guerre. Les compagnies étrangères opérant dans ce pays étaient très nombreuses et réalisaient un chiffre d'affaires supérieur à celui des sociétés indigènes. Chacune avait apporté avec elle son système propre d'assurance du risque de guerre. Les compagnies indigènes exigeaient, en général, le paiement d'une surprime unique. Le gouvernement italien vient d'adopter, à ce sujet, les dispositions suivantes. Le risque de guerre est garanti sans surprime par l'État, à condition que l'assuré fasse régulièrement partie de l'armée ou de la flotte italienne, et que le contrat ait au moins un an de date au moment de la déclaration de guerre.

Signalons, pour terminer, que les compagnies allemandes ont tenté par deux fois, mais sans succès, de former une association en vue de se garantir mutuellement les effets du risque de guerre en se répartissant les sinistres. L'échec de ces tentatives est dû à l'opposition manifestée par les grandes sociétés. Celles-ci ont, en effet, plus à perdre qu'à gagner dans la combinaison. Les avantages de l'association seraient tous pour les petites compagnies, qui retireraient un profit considérable du secours donné par les grandes ; celles-ci, au contraire, ne trouveraient pas de compensations à leurs sacrifices dans la coopération des petites sociétés.

CHAPITRE V.

Observations et conclusion.

Nous groupons dans ce chapitre les observations de nature à ne pas être facilement intercalées dans le corps de notre étude.

Situation des assurés non-mobilisés en cas de guerre. — L'état de guerre reste sans influence sur les effets des polices appartenant aux assurés non militaires. Le capital prévu par le contrat sera donc intégralement payable aux bénéficiaires de la police en cas de décès de l'assuré civil pendant la guerre, sa mort fût-elle directement imputable aux hostilités. Toutefois, le versement de ce capital demeure, selon les règles ordinaires, subordonné au paiement régulier et complet de toutes les primes échues. Nous renvoyons aux explications de la page 128 pour ce qui concerne l'acquittement des primes en temps de guerre et notamment pour ce qui touche la constatation du défaut de paiement des annuités, ou fractions d'annuités échues.

Situation des assurés en cas de vie pendant la

guerre. — L'état de guerre n'a pas de répercussion spéciale sur le sort des polices souscrites par les assurés en cas de vie, qu'ils soient civils ou militaires. A l'exception des rentes viagères immédiates, l'assuré doit donc continuer à payer ses primes, à peine de réduction ou d'annulation de la police, suivant le nombre d'annuités antérieurement versées, proportionnellement à celui des primes stipulées. L'aggravation des chances de mort, résultant de la guerre, reste entièrement à la charge de l'assuré.

Celui-ci voit sa situation empirer sérieusement de ce fait, surtout lorsqu'il est mobilisé, sans pouvoir y porter remède.

S'il s'agit d'une rente viagère immédiate, ou d'une assurance différée sans contre-assurance, il ne dispose d'aucune ressource lui permettant d'atténuer le dommage que sa mort causera à ses héritiers, les rentes viagères et les assurances différées sans contre-assurance n'étant pas rachetables.

S'il s'agit d'une assurance de capital différé avec contre-assurance, le meilleur parti pour lui est de continuer le paiement des primes. L'assuré n'a aucun avantage à racheter son contrat, étant donné que le capital payable à ses héritiers, quelle que soit la cause de son décès, est supérieur d'une prime à celui versé en cas de rachat.

Effet des mesures libérales prises par la compagnie sur les polices antérieurement souscrites. — Les

compagnies françaises stipulent fréquemment dans les clauses générales de leurs contrats, qu'au cas où elles viendraient à adopter de nouvelles dispositions plus favorables à l'assuré, elles se réservent le droit exclusif de décider, si, et à quelles conditions, leurs anciens assurés pourront être admis à jouir du bénéfice de leurs nouvelles dispositions.

Ainsi donc, les assurés exposés au risque de guerre, qui ont souscrit leurs polices, sous l'empire de règles moins avantageuses, ne peuvent invoquer à leur profit les réformes introduites postérieurement par la compagnie. Ils ne doivent espérer qu'une mesure de faveur de la part de cette dernière. Par suite, les héritiers de certains assurés continuent à n'avoir droit qu'au paiement de la valeur de rachat du contrat souscrit par leur auteur, en cas de décès de celui-ci pendant la période de guerre s'il est mobilisé, tandis que d'autres peuvent compter sur le versement intégral de la réserve. Toutefois, cette différence de traitement entre les assurés disparaît progressivement. La décision, prise par la plupart des compagnies françaises de payer la réserve, commence à être assez ancienne pour que le nombre des assurés soumis aux dispositions antérieures décroisse sensiblement chaque année, soit par suite des décès, soit par suite de la venue à échéance des contrats, soit parce que l'assuré est maintenant définitivement libéré du service militaire.

Epoque où il convient pour l'assuré de signer l'avenant de guerre. — Les assurés ont un intérêt particulier à souscrire en pleine paix et sans attendre l'imminence d'une guerre, la convention spéciale leur garantissant le maintien en cours de leurs polices pendant les hostilités. Tout en reconnaissant à l'assuré la faculté de conclure cette convention en temps de paix, les compagnies insèrent presque toujours dans leurs polices, une clause l'avertissant que s'il attend pour le faire l'imminence d'un conflit, l'avenant devra être souscrit, conformément aux conditions qui seraient dites en vigueur au moment de la déclaration de guerre. Si l'assuré ne prend pas la précaution de demander et de signer son avenant avant qu'une menace de conflit ne surgisse, il s'expose au danger pécuniaire qu'à la veille des hostilités l'assureur augmente ses exigences pour garantir le risque de guerre. Le péril paraît d'autant plus grave aux compagnies qu'il est plus rapproché. Le fait s'est produit lors de la guerre de Tripolitaine, et à l'occasion de celle des Balkans.

Influence de la prochaine guerre sur les polices en cours. — Les compagnies se réservent à l'ordinaire, dans les conditions générales de leur contrats, le droit de modifier à leur convenance, après la première grande lutte européenne, les dispositions concernant l'assurance du risque de guerre. Les assurés adhèrent à cette clause en signant leurs polices, et renoncent,

par conséquent, à toute réclamation à ce sujet dans l'avenir. L'intérêt actuel qui pousse le proposant à s'adresser à une compagnie de préférence à une autre, en raison de ses conditions plus libérales d'assurance du risque de guerre, peut donc disparaître à la suite du prochain conflit. Il faut cependant présumer que l'assureur ne sera conduit à adopter des dispositions plus rigoureuses, qu'autant que les anciennes auront paru notoirement insuffisantes.

Assurance des belligérants ennemis. — Les grandes sociétés d'assurances de tous États ont étendu leur champ d'action hors de leur pays d'origine et comptent, par suite, des assurés qui, en cas de guerre, se combattront les uns les autres. Cette situation paraît au premier abord paradoxale, les compagnies se trouvant ainsi conduites à réparer les pertes causées à l'ennemi par les armées de leur propre nation. Ces opérations sont cependant licites. Aucun texte de loi ne les prohibe, et la loi de contrôle des compagnies d'assurances sur la vie, en date du 17 mars 1905, les reconnaît implicitement, en autorisant les compagnies étrangères à s'installer en France. D'autre part, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale donne son approbation aux clauses des polices étrangères organisant l'assurance du risque de guerre pour leurs assurés français.

Il serait toutefois désirable qu'une mesure législative intervînt pour obliger les compagnies étran-

gères opérant en France, à constituer à la Caisse des Dépôts et Consignations, un fonds de guerre spécial pour leurs assurés français garantis contre le risque de guerre, et distinct du fonds commun qu'elles forment, à leur siège social, pour leurs assurés de toutes nationalités. Les réserves ordinaires des contrats déposés à la Caisse des Dépôts et Consignations par application des dispositions de la loi du 17 mars 1905, ne sauraient, suivant toute vraisemblance, suffire au règlement des sinistres de guerre français, à moins de les entamer dangereusement. D'autre part, le recours des héritiers des assurés français auprès du siège social, à l'étranger, peut ne pas être suivi de succès, ou ne l'être qu'au prix de sérieuses difficultés.

Mesures préventives à la disposition des compagnies pour atténuer les effets de la guerre. — Les compagnies peuvent diminuer jusqu'à un certain point, les conséquences néfastes de la guerre, en prenant, dès le temps de paix, diverses précautions.

En premier lieu, elles peuvent chercher à étendre leurs opérations dans le plus grand nombre de pays étrangers, et notamment elles peuvent se préoccuper spécialement d'augmenter leur chiffre d'affaires dans les puissances de second ordre et les États neutres. Il convient de signaler, à cet égard, l'intérêt considérable que présente pour les compagnies françaises, l'exploitation de l'Espagne, et surtout celle de l'Afrique du Nord.

En répartissant leurs risques dans de larges contrées qu'une seule et même guerre ne saurait atteindre, les compagnies sont en droit d'espérer que malgré la répercussion du conflit dans les états voisins, elles trouveront, dans certains pays, une compensation appréciable aux sinistres de guerre survenus dans un autre.

En second lieu, la multiplication des assurances en cas de vie est susceptible de procurer aux compagnies un bon moyen d'atténuer les effets de la guerre. Les assurances en cas de vie sont, en quelque sorte, la contre-assurance naturelle des assurances en cas de décès. Il n'y a rien à dire des rentes viagères, la réalisation de cette catégorie d'affaires étant, plus que jamais, activement recherchée par les compagnies françaises, qui y voient avec raison l'une de leurs opérations les plus fructueuses. En ce qui touche les autres sortes d'assurances en cas de vie, la question du risque de guerre semble propre à les relever, dans une certaine mesure, du discrédit où les tiennent les compagnies, étant donné la faiblesse des bénéfices immédiats qu'elles en retirent.

En cas de guerre, les sociétés d'assurances pourraient avoir à se louer de trouver dans leur portefeuille de nombreuses polices d'assurances en cas de vie sinistrées, surtout, si certaines d'entre elles ont été souscrites sans contre-assurance.

Il semble, au premier abord, que les compagnies

ont un excellent moyen de parer aux effets de la guerre, en réassurant la plus grande partie des polices appartenant à leurs assurés mobilisables.

En réalité les compagnies ne peuvent user de ce moyen que dans une mesure restreinte ; la cession totale ou partielle d'une police en réassurance faisant perdre à l'assureur le meilleur du bénéfice présumé de l'affaire. D'autre part, si les compagnies cherchent à pallier, spécialement, au risque de guerre par la réassurance, elles se trouveront amenées à céder particulièrement les têtes les plus jeunes comme étant celles les plus longuement exposées au risque. On comprend aisément que les compagnies répugnent à abandonner les affaires sur lesquelles elles sont en droit d'espérer le gain le plus intéressant.

D'autre part, les compagnies d'assurances auront, quelles que soient leurs dispositions concernant le risque de guerre, à faire face, pendant les hostilités, à de gros paiements. Tout porte à croire qu'elles seront obligées de réaliser une partie de leur actif. A ce point de vue, il semble qu'elles peuvent diminuer leurs pertes financières, en s'abstenant, dans la mesure du possible, de pratiquer les placements immobiliers et surtout les placements hypothécaires. Elles ont avantage à composer leur portefeuille de valeurs se négociant sur de nombreuses places éloignées les unes des autres, à condition qu'elles prennent, en même temps, les dispositions nécessaires pour être à

même de négocier rapidement leurs titres sur les marchés les plus lointains.

Il y a lieu, en effet, de présumer que malgré l'arbitrage des places, toutes les Bourses étrangères ne seront pas également influencées par la guerre.

CONCLUSION.

L'étude du risque de guerre conduit en résumé aux constatations suivantes :

1° La difficulté d'assurer le risque de guerre résulte de ce qu'il s'agit d'une cause de mort, créée par l'homme groupé en nations, et indépendante des lois de la physiologie.

2° Le risque de guerre, malgré son étendue, est loin d'affecter la totalité des assurés d'une compagnie d'assurances sur la vie. Les assurés en cas de vie, les assurés libérés ou exempts du service militaire, et les femmes représentent une imposante minorité, capable d'influer, tantôt en bien, tantôt en mal sur les effets du conflit.

3° Le risque de guerre est à la fois spécial et général aux personnes qu'il atteint. Sa durée au point de vue de la détermination des sinistres est nettement délimitée.

4° Les guerres passées sont, dans leur ensemble, une source précieuse d'indications pour l'avenir, réserve faite des circonstances spéciales à chacune d'elles.

5° La guerre de demain ne semble pas, toutes proportions gardées, devoir être plus meurtrière que ses devancières.

6° Le risque de guerre est assurable, parce qu'il n'y a pas d'argument décisif en sens contraire, et parce que sa garantie est une nécessité inéluctable.

7° L'assureur, ignorant la situation militaire de chacun de ses assurés, doit les tenir tous pour mobilisables, et la charge de la preuve contraire incombe à ces derniers.

8° Pour toutes les compagnies françaises, l'effet intrinsèque de la guerre est de suspendre, *ipso facto* les polices des assurés exposés au risque.

9° Les conditions générales des polices françaises, actuellement en vigueur, contiennent des lacunes pour la plupart regrettables sur de nombreux points, tels que la détermination des assurés soumis aux dispositions concernant le risque de guerre ; les causes de déchéance de la police par suite d'une aggravation importante du risque, par le fait volontaire de l'assuré ; les conditions du paiement des primes en temps de guerre pour les assurés non mobilisés ; le mode de règlement des sinistres relatifs aux contrats appartenant aux assurés disparus, et la durée de la faculté reconnue à l'assuré survivant de remettre son contrat en cours, à l'expiration du délai d'observation, par le paiement des primes arriérées et des intérêts de retard. Toutefois, le silence des polices, notamment

en ce qui concerne les conditions du paiement des primes en temps de guerre des assurés non mobilisés, et le règlement des contrats sinistrés appartenant aux disparus, peut se justifier par le désir de la compagnie d'attendre le moment même de la guerre pour prendre les décisions que lui dicteront les circonstances dans l'intérêt bien entendu de l'assuré.

10° L'assurance du risque de guerre comporte deux parties distinctes, la garantie du sinistre et le paiement des primes.

Dans l'ensemble, et en négligeant le système de la cotisation délaissé par le public, l'on peut dire que l'assuré français se trouve placé, au point de vue de l'assurance du risque de guerre, dans une situation intermédiaire, bonne et mauvaise tout à la fois, sans qu'il soit loisible de déterminer avant l'épreuve du feu de la prochaine guerre, si les avantages doivent l'emporter sur les inconvénients. Avec le système de la surprime unique, de beaucoup le plus employé, il se rencontrera vraisemblablement, lors du prochain conflit, peu d'assurés qui soient en mesure de maintenir leurs polices en cours contre un versement élevé. En revanche, l'assuré français peut avoir la certitude que moyennant le paiement de cette surprime importante, ses ayants-droit toucheront, s'il décède pendant les hostilités, le capital intégral fixé au contrat. Les taux de 10⁰%, 7,50% et 5% mettent cer-

tainement les compagnies françaises à l'abri des guerres les plus meurtrières. En un mot, les conditions d'accession à l'assurance du risque de guerre sont difficiles, mais la garantie est effective.

Si l'assuré n'est pas en état de maintenir son contrat en vigueur, l'assurance souscrite manque son but puisque, en cas de décès à la guerre, ses héritiers toucheront, au lieu du capital espéré, le montant pur et simple de la réserve du contrat. La situation de l'assuré est meilleure s'il survit au conflit, la suppression de l'examen médical à l'expiration du huitième mois lui permettant, sans doute au prix d'un gros effort financier, d'effacer les effets de la guerre sur la police.

Reste toujours la grosse question du paiement des primes, en temps de guerre, pour les contrats maintenus en cours. Cette question est, à notre avis, la pierre d'achoppement de tous les systèmes proposés, à l'exception de celui basé sur l'emploi des participations aux bénéfices. Ce dernier système est le meilleur pour l'instant. En outre de ses avantages déjà signalés, il présente sur celui de la surprime des qualités de souplesse et une aptitude constante à s'adapter instantanément à toutes les guerres. Son principe est parfaitement logique. La compagnie se charge du soin de mettre chaque année de côté, la somme nécessaire pour parer aux effets de la guerre. L'assuré est garanti contre ce risque, sans bourse délier.

Ce faisant, la compagnie remplit réellement son rôle d'assureur. Au contraire de ce qui se passe avec le système de l'assurance par le moyen d'une surprime élevée, l'accessibilité à la couverture du risque de guerre est, avec le système des participations, largement ouverte, la garantie restant effective.

La diversité des systèmes d'assurances du risque de guerre actuellement en usage en France et à l'étranger, a pour cause l'absence d'une grande guerre européenne dans ces dernières années. Nous ne sommes, tout compte fait, qu'en présence de solutions d'attente.

Jusqu'au prochain conflit, les compagnies n'adopteront vraisemblablement que des améliorations de détail, et il semble peu probable qu'un système complet et nouveau d'assurance du risque de guerre voie le jour avant cette époque. Il est permis de présumer que les réformes partielles à venir continueront, suivant l'usage, à être faites dans l'intérêt de l'assuré.

Dans cet esprit, la compagnie française qui assure le risque de guerre par le moyen des participations se propose de supprimer le délai d'observation de huit mois pour la remise en cours des polices suspendues.

Cette réforme a le double avantage de diminuer la durée de suspension des contrats, et d'alléger le fonds de guerre des sinistres survenus après la cessation des hostilités.

Lorsque l'on parle des moyens propres à assurer le

risque de guerre, l'on entend viser des systèmes suffisamment généraux pour que toutes les compagnies, même secondaires puissent les pratiquer. L'une des raisons qui font que l'assurance du risque de guerre sans surprime, même après l'introduction de la garantie du paiement des primes, ne constituera jamais l'idéal à atteindre, est précisément que ce système est, et sera toujours, le privilège exclusif de quelques sociétés très puissantes et rapidement énumérées.

La solution idéale serait bien plutôt qu'il puisse être tenu compte du risque de guerre dans le calcul de la prime. Seule la prochaine guerre pourra éclaircir la question et permettre aux compagnies de prendre, en pleine connaissance de cause, des dispositions éprouvées par le feu, respectueuses à la fois des intérêts de l'assureur et de l'assuré et aussi bienveillantes que possible à l'égard de ce dernier. Rien ne dit, d'ailleurs, qu'à la suite de la prochaine grande guerre, les règles adoptées soient identiques pour les compagnies de toutes nationalités, les circonstances spéciales qui distinguent les pays entre eux, au point de vue du risque de guerre, devant continuer à avoir leur part d'influence.

L'étude du risque de guerre et de l'assurance sur la vie, fournit, en définitive, un bel exemple de l'activité créatrice de l'homme à l'œuvre, concurremment dans le bien et dans le mal.

L'ingéniosité humaine en même temps qu'elle s'acharne à la découverte d'engins de mort plus rapides et plus étendus, travaille, avec sa contradiction habituelle, à neutraliser et à réparer par l'assurance les conséquences de leur force destructive. L'atténuation du dommage matériel causé par la mort sur le champ de bataille donnera demain à la guerre une physionomie quelque peu différente de son image séculaire. L'assurance sur la vie écourte son cortège de ruines traditionnel.

La guerre s'épure, mais ne s'embellit pas. Par la voie de l'assurance, le progrès a cependant franchi la première étape.

Vu : le Président de la thèse,
PIÉDELIÈVRE

Vu le Doyen :
P. CAUWÈS

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
LIARD

TABLE DES MATIÈRES.

	Pages
INTRODUCTION.	9
CHAPITRE PREMIER. — Nature du risque de guerre . . .	17
<i>Section I.</i> — Dans quel cas y a-t-il risque de guerre? . . .	18
<i>Section II.</i> — Durée du risque de guerre	36
CHAPITRE II. — Importance du risque de guerre. . . .	39
<i>Section I.</i> — Des méthodes employées pour la détermination des sinistres de guerre	39
<i>Section II.</i> — Importance de la mortalité à la guerre	47
<i>Section III.</i> — Importance spéciale du risque de guerre pour les compagnies d'assurances sur la vie	76
<i>Section IV.</i> — Indications que peut donner l'étude du risque de guerre dans le passé	80
CHAPITRE III. — Le risque de guerre est-il assurable? . . .	86
<i>Section I.</i> — Examen des arguments produits contre l'assurabilité du risque de guerre	88
<i>Section II.</i> — Le risque de guerre est assurable. . . .	98
CHAPITRE IV. — L'assurance du risque de guerre . . .	109
<i>Section I.</i> — Historique	110
<i>Section II.</i> — Effets de la guerre sur le contrat d'assurance	120
<i>Section III.</i> — Des divers systèmes en usage pour l'assurance du risque de guerre	137
CHAPITRE V. — Observations et conclusions	177

MAYENNE, IMPRIMERIE CHARLES COLIN
